

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DES SOURCES D'ASCONIUS

dans ses

Relations des Débats Judiciaires

THÈSE COMPLÉMENTAIRE

POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de Paris

PAR

Jules HUMBERT

Ancien boursier d'agrégation à la Faculté des Lettres de Paris

Professeur au lycée Saint-Louis

PARIS (V°)

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1925



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**Contribution à l'étude des sources d'Asconius
dans ses Relations des Débats Judiciaires**

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DES SOURCES D'ASCONIUS

dans ses

Relations des Débats Judiciaires

THÈSE COMPLÉMENTAIRE

POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de Paris

PAR

Jules HUMBERT

Ancien boursier d'agrégation à la Faculté des Lettres de Paris

Professeur au lycée Saint-Louis

PARIS (V°)

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1925



A Monsieur Félix GAFFIOT

Professeur à la Faculté des Lettres de Paris

hommage de respect et de reconnaissance



AVANT-PROPOS

Cette étude fait partie d'une enquête sur la *forma judiciorum* (Asconius, éd. Stangl, p. 34. *Dialogue des Orateurs*, 38), c'est-à-dire sur les conditions matérielles du débat judiciaire, à l'époque républicaine, dont l'on trouvera les résultats dans notre travail principal, *les Plaidoyers écrits et les Plaidoiries réelles de Cicéron*. Il nous avait paru indispensable, avant de reprendre la question si débattue de savoir dans quelle mesure les discours que nous lisons représentent les discours prononcés, de procéder à un nouvel examen des sources qui nous renseignent sur l'organisation du débat judiciaire criminel (nature des actes du débat, ordre du débat, durée des plaidoiries, etc., etc.). Parmi ces sources, et si l'on met à part les œuvres mêmes de Cicéron, de beaucoup la plus riche, il n'en est pas d'aussi importante à beaucoup près que les trois *relations* des affaires Cornelius, Scaurus et Milon que nous a laissées le scholiaste. Or l'origine de ces *relations* était demeurée très obscure, bien que Lichtenfeldt eût donné, sur la question générale des sources d'Asconius, une dissertation excellente (1), et l'exposé de nos recherches a exigé des

(1) C. LICHTENFELDT, *De Q. Asconii Pediani fontibus ac fide*, Diss. Breslau, 1888. — Sur la dissertation de Lichtenfeldt cf. notamment le compte-rendu élogieux du savant éditeur des Scholiastes de Cicéron, Th. STANGL, *Wochenschrift für Klass. Philol.* 1889, p. 547.

développements tels qu'il a été nécessaire de lui consacrer un ouvrage distinct.

Parmi les sources que le scholiaste mentionne dans le peu qui nous reste de son commentaire, celles qui ont pu fournir des éléments d'information à ses trois *relations* des procès de Cornélius, Scaurus et Milon sont peu nombreuses : ce sont les *Histoires* de Tite-Live et de Fenestella, la *biographie* de Cicéron par Tiron, les *Acta*, les *commentarii defensionum*, la *première Milonienne*, le *réquisitoire* de Cominius accusateur de Cornelius, enfin les *plaidoyers cicéroniens* publiés. Mais Asconius ne fait allusion à ses sources que incidemment, comme la plupart des auteurs anciens, et il faut tenir compte de ce fait que nous ne possédons qu'une partie infime de ses *Scholies*, en sorte qu'il il y a lieu d'envisager bien d'autres sources que celles qu'il nomme.

Il est clair que nous ne saurions identifier toute la littérature dont disposait Asconius, car nombre d'ouvrages ont pu disparaître sans laisser la moindre trace. Cependant on ne peut douter que cette littérature n'ait offert à un historien de Cicéron avocat des ressources considérables. Sans parler des œuvres de l'orateur, de sa correspondance, des recueils de ses bons mots, où le Forum revendiquait une grande part, les écrivains du premier siècle connaissaient nombre de discours, des *commentarii defensionum*, des lettres d'avocats qui avaient été les collaborateurs ou les adversaires de Cicéron. De plus, les causes cicéroniennes sont des causes historiques, liées à l'histoire générale par la personne des accusés, des hommes d'État qui interviennent au procès, de leur caractère politique même ; il y avait donc lieu d'envisager des ouvrages d'histoire,

comme celui d'un Asinius Pollion qui avait entendu Cicéron avocat, des biographies, comme celles de Caton et de Pompée, si intimement mêlés aux affaires Milon et Scaurus, des mémoires, des pamphlets, etc., etc. Mais l'histoire des causes cicéroniennes relève aussi de l'histoire du droit que sont en train de constituer les grands jurisconsultes du début de l'ère impériale, et Aulu-Gelle nous a conservé des extraits d'un traité de Capito, *de Judiciis publicis*. Ajoutons que l'œuvre de Cicéron avocat est encore, à l'époque où vivait Asconius, une œuvre, si l'on peut dire, actuelle : ainsi le rhéteur Cestius déclame contre Milon, ainsi Asinius Gallus établit entre son père et Cicéron un parallèle que l'empereur Claude réfutera doctement. Enfin on ne saurait négliger le rôle possible de la tradition. Les discours de Cicéron sont entrés, du vivant même de l'orateur, dans le domaine scolaire, et les exposés de la cause, dont les maîtres avaient coutume de faire précéder l'explication ou *enarratio*, ne sont pas autre chose que des arguments, analogues à ceux d'Asconius et des autres scholiastes. L'habitude d'invoquer, dans les exercices de l'école, les précédents empruntés aux causes historiques — le livre VIII de Valère-Maxime n'est pas autre chose qu'une collection de ces *exempla* — celle de traiter les thèmes mêmes de ces causes, ainsi que le fait Cestius, ont dû contribuer aussi à entretenir une tradition dont le rôle est manifeste dans les *Controversiæ* de Sénèque. Il est aussi évident que des déclamateurs comme Messalla et Asinius Pollion ont pu introduire dans cette tradition des éléments de grande valeur. On sait que Asconius tenait d'Asinius Gallus que lui, Gallus, était l'enfant promis au monde dans la 4^e églogue de Virgile, et le scholiaste a pu entendre dans

sa jeunesse Asinius Pollion, qui devait former à l'éloquence. après son fils Gallus, son petit-fils Marcellus Aeserninus : or Asinius Pollion avait vingt et un ans, quand Cicéron plaida pour Scaurus, vingt trois ans quand il défendit Milon.

* * *

C'est dans les documents originaux que le scholiaste mentionne, que nous croyons avoir discerné l'origine de son information sur la *forma judiciorum*. La difficulté n'était point de savoir en quelle estime le scholiaste tient ces sources, car sa préférence pour elles est manifeste ; elle consistait à en déterminer le contenu et par suite le rôle possible.

Asconius invoque à cinq reprises des *Acta* pour établir des faits qui intéressent les tribunaux, l'assemblée du peuple, le sénat. La dénomination uniforme *Acta* s'applique-t-elle à des documents distincts ou à un seul document. Depuis les travaux de V. Le Clerc, Schmidt, Renssen et surtout de Hübner (1), on admettait l'existence d'un

(1) E. HÜBNER, *De senatus populi romani actis*, (*Fleckheisen Jahrbücher. Suppl.* 3, 1859). La dissertation de Hübner a mis au point la thèse du *Journal de Rome*, et c'est d'après la définition des *Acta* donnée par Hübner que la critique a déterminé le rôle de cette source dans la littérature. Depuis, la question n'a plus été reprise qu'incidemment, pour expliquer dans quelles conditions aurait fonctionné le service du *Journal de Rome*. D'après MOMMSEN, *Staatsrecht*, III, p. 1018, n. 1, il est vraisemblable que César se serait contenté de seconder l'initiative privée en autorisant des agences à prendre copie des documents officiels ou même à pénétrer dans l'enceinte du sénat ; pour KUBITSCHKE, (*Pauly-Wissowas Real-encycl.* I, p. 291), César aurait institué un service chargé de communiquer les nouvelles d'ordre administratif à des entrepreneurs de publicité ; enfin, d'après HIRSCHFELD,

Journal de Rome, identique sous les noms de *Acta*, *acta urbana*, *publica*, *populi*, *Urbis* ; fondé par Jules César en 59 et destiné à renseigner le public au jour le jour, ce journal aurait été conservé dans les bibliothèques de l'état et les *Acta* utilisés par Asconius et nombre d'écrivains en seraient les collections. Le rôle que l'on attribuait aux *Acta* en tant que source des écrivains anciens était d'ailleurs médiocre. D'un texte de Tacite qui vise exclusivement, nous le montrerons plus loin, une catégorie particulière d'*Acta*, les *Diurna Urbis acta*, on concluait que le *Journal de Rome* n'offrait aucun intérêt pour l'historien. De plus les conditions dans lesquelles ce journal aurait été rédigé, sous le contrôle étroit de pouvoirs publics qui auraient interdit ou imposé l'insertion de telle ou telle nouvelle, en faisaient un document suspect. Enfin, étant donné le rôle que l'on assignait aux *Acta*, celui d'un journal d'information qui aurait accueilli toutes sortes de nouvelles et même les vains bruits qui circulaient autour des Rostres, il était impossible de leur rapporter avec certitude aucune nouvelle ; ainsi Lichtenfeldt qui avait adopté la thèse, universellement accréditée, du *Journal de Rome*, ne se prononce en fait que pour une raison tout empirique, à savoir qu'il s'agit de détails si minces que les historiens n'ont pas dû s'en embarrasser ; en somme les *Acta* n'avaient ni véritable intérêt historique ni autorité et l'on ne pouvait jamais affirmer qu'une information en dérivât.

Die Römische Staatszeitung und die Acclamationen im Senat, (*Sitzungsberichte der Königlich-preussischen Akademie der Wissenschaften*, 1905, p. 930), César aurait bien créé une publication officielle, mais très succincte et qu'il était nécessaire de compléter pour établir de véritables journaux.

L'examen des textes relatifs à la question, examen que nous avons entrepris sur le conseil de M. Félix Gaffiot, professeur à la Sorbonne, devait nous conduire à des conclusions entièrement neuves sur la nature et le contenu des *Acta*. Les *Acta* utilisés par Asconius sont bien les *Acta* institués par César en 59, ainsi que Hübner l'avait reconnu, mais les textes établissent que ces *Acta Diurna* — tel est leur véritable nom — ne sont pas un journal, mais des archives constituées de copies de documents dont la conservation importe soit à l'honneur national, soit à l'intérêt du public, qui est admis à en prendre connaissance; originairement les *Acta senatus* ont fait partie de ces archives, puis en ont été détachés par Auguste et depuis ont formé une collection distincte; en revanche, vers la même époque, apparaît dans les *Acta Diurna*, où ne subsistaient plus que les *acta populi*, un nouvel élément, les *acta Urbis*, dont l'institution est liée à la création de la préfecture de la Ville. Enfin, il importe de distinguer des *Acta-archives* les *acta*, *acta urbana*, *acta* ou *commentarii rerum urbanarum*, etc..., qui circulent dans le public; il s'agit de documents que des particuliers ont fait établir pour renseigner des amis éloignés de Rome et où figurent, en même temps que des extraits des *acta-archives*, des informations d'origine privée.

Il ressort de ces recherches que les *Acta* constituaient, pour les historiens anciens, une source bien plus importante qu'on ne l'avait cru jusqu'ici et il sera nécessaire de revenir sur le rôle que la critique moderne leur attribue dans la littérature. En ce qui concerne les *relations judiciaires* d'Asconius, la détermination des éléments qui leur appartiennent n'offrait plus de difficultés: les documents que

consultait le scholiaste ne sont autres en effet que des copies des procès-verbaux établis par les présidents des tribunaux criminels ; or nous connaissons le contenu de ces procès-verbaux, pour la période républicaine, grâce à Cicéron, en sorte que nous pouvons définir avec précision les ressources que les *Acta* offraient au scholiaste et distinguer les éléments qui leur reviennent dans ses *relations*, où ils sont reconnaissables à la précision chronologique comme à la nature même d'informations que seul un compte-rendu officiel pouvait fournir.

Il est clair que les discours et les brouillons de discours constituaient une source importante de l'histoire de Cicéron avocat, même pour la période qui a suivi l'institution des *Acta*, et cette source devait jouer un rôle d'autant plus considérable qu'elle était plus facilement accessible. Nous montrerons que les documents dont Mucianus (1) avait tiré deux collections, une de lettres, une de *libri actorum*, ne sont pas autre chose que des archives privées et qu'ils intéressaient l'histoire de l'éloquence surtout en ce qu'ils contenaient les *commentarii* d'avocats républicains, les Lentulus, les Crassus, etc... qui avaient dédaigné d'écrire. Aussi les témoignages qui permettent de caractériser le contenu des *commentarii* de Cicéron autorisent-ils plusieurs conjectures très vraisemblables. L'étude des fragments des deux *Cornéliennes* nous a conduit à cette conclusion que le second de ces discours ne représente pas, comme on l'avait cru jusqu'ici et comme le scholiaste le dit, une partie de la plaidoirie, mais une adaptation littéraire de l'interrogatoire des témoins : une information, qui a

(1) *Dialogue des Orateurs*, 37.

longtemps embarrassé la critique, n'a pas d'autre origine que la méprise du scholiaste sur ce point. Asconius situe l'interrogatoire des témoins avant la plaidoirie, contrairement à de nombreux témoignages cicéroniens d'où il ressort que l'ordre du débat était invariable dans la procédure normale, uniquement parce qu'il a pris pour une réfutation de témoins déjà entendus un discours qui représente l'interrogatoire même.

* * *

Bien que l'objet propre de notre enquête soit l'information d'Asconius sur la *forma judiciorum*, nous avons signalé quelques rapprochements d'où l'on peut inférer que diverses nouvelles, relatives à des faits qui n'intéressent pas l'histoire de l'organisation du débat, dérivent de tel ou tel auteur. Au reste, à part un groupe de renseignements qui nous paraissent revenir à Asinius Pollion, on peut dire que les éléments qui échappent aux *Acta*, aux *commentarii defensionum*, aux discours, sont insignifiants ; il n'en est aucun qui ne relève de l'histoire générale et ne puisse être rapporté avec vraisemblance à l'acquis d'Asconius.

Nous définirons le contenu des *Acta* et des *commentarii defensionum* avant d'aborder l'examen des *relations* que, pour la clarté de la discussion, il convient d'étudier séparément.

PREMIÈRE PARTIE

LES ACTA DIURNA. LES COMMENTARII DEFENSIONUM

CHAPITRE PREMIER

LES ACTA DIURNA

La question des *Acta diurna* donne un assez bon exemple de la force avec laquelle une idée préconçue peut s'imposer en dépit des faits. Fondée sur une interprétation séduisante, mais *a priori*, de l'épithète *diurna* d'une part, d'autre part sur la confusion avec les *Acta* mentionnés en tant qu'archives de documents établis par des particuliers pour renseigner des particuliers et appelés aussi *acta*, par suite de la pauvreté de la langue en termes techniques, la thèse du *Journal de Rome* s'est accréditée en modifiant, négligeant ou interprétant arbitrairement les textes.

Nous montrerons d'abord que les *acta* qui circulent dans le public sont distincts des *acta* mentionnés en tant qu'archives et qu'on n'a pas le droit de retenir les premiers pour déterminer le contenu des seconds.

I

LES ACTA-CORRESPONDANCES

Nous n'avons pas retenu, dans la liste suivante, les textes où il question de communiqués que les empereurs faisaient insérer dans les *Acta*, le fait que, dans la plupart des cas, il s'agisse d'insertions destinées à être portées à la connaissance du public, n'impliquant point que les *Acta* aient été institués en vue de jouer le rôle de journaux :

1^o *Ad Attic.*, VI, 2, 6 : *Habebam acta urbana usque ad Nonas Martias ; e quibus intelligebam Curionis nostri constantia omnia potius actum iri quam de provinciis.*

2^o *Ad Famil.*, II, 15, 5 : *De Ocella parum ad me plane scripseras et in Actis non erat.*

3^o *Ibid.*, XII, 22, 1 : *Ego autem acta ad te omnia arbitror perscribi ab aliis.*

4^o *Ibid.*, XII, 23, 2 : *Rerum urbanarum acta tibi mitti certo scio. Quod ni ita putarem, ipse perscriberem in primisque Cæsaris Octaviani conatum ;*

5^o *Ibid.*, XII, 8, 1 : *Scelus ad finis tui Lepidi summamque levitatem et inconstantiam ex actis, quae ad te mitti certo scio, cognosse te arbitror.*

6^o *Ibid.*, XII, 28, 3 : *In re p. quid agatur, credo te ex eorum litteris cognoscere, qui ad te acta debent perscribere.*

7^o *Ibid.*, X, 1, 2 : *Sed, quoniam acta omnia mitti ad te arbitrabar, nihil erat, quod singulis de rebus scriberem.*

8^o *Ibid.*, XI, 25, 1 : *Ego autem, etsi, quid scriberem, non habebam, acta enim ad te mitti sciebam....*

9^o *Ibid.*, X, 28, 3 : *Quod nisi res urbanas actaque omnia ad te perferri arbitrarer, ipse perscriberem (1).*

(1) Les textes numérotés 7, 8 et 9, de la correspondance de Cicéron, ne figurent pas dans la liste de Hübner.

10° Tacite, *Annales*, XVI, 22 : *Diurna populi romani per provincias, per exercitus curatius leguntur, ut noscatur quid Thræsea non fecerit* ;

11° Quintilien, IX, 3, 17 : *et jam vulgatum actis quoque saucius pectus* ;

12° Pline, *Lettres*, IX, 15, 3 : *tu consuetudinem serva nobisque sic rusticis urbana acta perscribe*.

13° *Ibid.*, V, 13, 8 : *liber principis severus et tamen moderatus. Leges ipsum, est in publicis actis*.

14° Juvénal, VI, 481-485 :

Verberat (matrona) atque obiter faciem linit, audit amicas aut latum pictæ vestis considerat aurum et cædit, longi relegit transversa diurni et cædit (1)...

15° Juvénal, VII, 104 :

Quis dabit historico quantum daret acta legenti ?

16° Sénèque le rhéteur, *Controversiæ*, II, 9 : *Bene de hoc vitio illius Scaurus aiebat, illum acta in aurem tegere (2)*.

Contrairement à Hübner, nous avons retenu le texte de Juvénal où il est question d'un *diurnum* ; en effet ce terme employé seul est attesté également par un texte de Suétone (3) : *extat talis scriptura in plerisque libris ac diurnis titulisque operum*, où Hübner lit arbitrairement *libris, actis diurnis* ; étant donné que manifestement les *acta diurna* renfermaient des informations sur l'état-civil — naissances, mariages, divorces... — il n'y a rien d'étonnant à ce qu'ils aient intéressé le public féminin, et cette interprétation convient mieux au contexte que celle qui voit ici un registre domestique. Par contre, nous avons écarté le texte

(1) Ce texte ne figure pas dans la liste de Hübner.

(2) Ce texte ne figure pas dans la liste de Hübner.

(3) SUÉTONE, *Claude*, 41.

de Sénèque (1) : *beneficium in acta non mitto*, où il s'agit très vraisemblablement d'*acta privata* (2).

Hübner qui a rassemblé les textes sur lesquels il fonde sa définition du rôle et du contenu des *Acta*, sans distinguer entre ceux où les *Acta* sont mentionnés comme circulant dans le public de ceux où ils sont mentionnés en tant qu'archives, avait retenu ceux de la correspondance de Cicéron que nous avons numérotés de 1 à 6 dans la liste qui précède. Les *Acta* dont il est question dans ces textes, de même que dans celui de Pline : *tu consuetudinem serva nobisque sic rusticis urbana acta perscribe*, seraient les *Acta populi* et ne devraient pas être confondus avec les *commentarii privati* que nous connaissons par le *commentarius rerum urbanarum* de Caelius, bien que, dit Hübner, il semble qu'on n'ait fait aucune distinction entre ces deux catégories de documents. Nous verrons où l'utilisation de ces textes, dans la définition du contenu des *Acta*, a conduit Hübner ; mais quel que soit d'ailleurs — c'est un point que nous ne pourrions élucider que plus loin, — le rapport des documents signalés dans les textes de la correspondance de Cicéron et de Pline avec les *Acta* institués par César, une remarque s'impose : c'est que, dans l'ensemble de la littérature, dans tous les passages sans exception où il est question d'un envoi d'*Acta* et toutes les fois que le contexte permet de déterminer les conditions de cet envoi (nos 3, 4, 6, 7, 9 et 12 de notre liste), ce contexte implique qu'il ne s'agit pas d'exemplaires mis en vente et qu'on pouvait, si j'ose dire, acheter au numéro, mais de documents dus à l'obligeance d'amis qui ont pris la peine de les rédiger.

Etant donné qu'on n'a pas le droit, ainsi que le fait Hübner, de considérer *a priori* comme des journaux les

(1) SÉNÈQUE, *De Beneficiis*, II, 10, 4.

(2) HÜBNER, *op. l.* p. 596.

Acta mentionnés dans la littérature sans indications qui décélèraient ce rôle et encore moins les *acta* cités en tant qu'archives, deux hypothèses peuvent être envisagées : 1° ou bien les *acta* dont l'envoi par des particuliers qui les ont établis nous est signalé doivent être rapportés à des périodes où la publication du *Journal de Rome* aurait été suspendue -- et c'est l'hypothèse d'Ernesti pour expliquer l'envoi à Cicéron, proconsul de Cilicie, du *commentarius rerum urbanarum* de Caelius — 2° ou bien les *Acta* ne jouent pas directement le rôle de journaux.

Or l'hypothèse d'Ernesti est exclue par de nombreuses raisons, dont plusieurs que l'ordre de la discussion ne nous permet pas d'exposer ici, mais celle-ci est suffisante : en dehors des textes de Cicéron et de Pline que nous avons cités, d'autres où il n'est pas question d'*acta* ou bien tels que l'emploi d'*acta* n'y prête pas à équivoque et ne peut désigner les *Acta* institués par César, permettent du moins d'établir que l'hypothèse d'Ernesti n'explique pas l'existence du *commentarius* de Caelius :

1° *Ad Quint. frat.*, I, 2, 16 : *de singulis tamen rebus, quæ cotidie gerantur, faciam te crebro certioorem.*

La lettre est des derniers mois de l'année 59, donc postérieure à l'institution des *Acta*, que Suétone rapporte au début du consulat de César : *inito honore, primus omnium instituit ut tam senatus quam populi diurna acta confierent et publicarentur.* Or, si l'on rapproche ce texte de ceux où Cicéron s'excuse, dans sa correspondance, de ne point donner de détails (nos 3, 4, 7, 8 et 9 de notre liste), il est clair, d'une part que Cicéron joue ici ce rôle de correspondant attitré qui lui permet ailleurs de ne pas s'étendre sur les événements, d'autre part qu'il n'existait pas, dans les derniers mois de l'an 59, d'*acta* jouant le rôle de journaux, car il eût suffi à Cicéron d'en adresser des exemplaires à Quintus.

2° *Ad Attic.*, III, 15, 1 : *Accepi... quattuor epistulas a te missas... tertiam, qua demonstras acta in senatu.*

Ibid., 3 : *sed Axius ejusdem diei scribens ad me acta non ita laudat Curionem ;*

Ibid., 6 : *itaque exspecto Thessalonicæ acta Kal. Sext.*

La lettre est de l'année 58 et Cicéron est en exil, où il est tenu au courant des événements par Atticus et par Axius. Le contexte (*demonstras acta in senatu ; Axius... non ita laudat Curionem*) montre que les renseignements reçus par Cicéron se présentent sous forme de lettres où les délibérations du sénat sont analysées et commentées.

3° *Ad Attic.*, IV, 3, 1 : *Avere te certo scio cum scire quid hic agatur, tum a me scire, non quo certiora sint ea, quæ in oculis omnium geruntur, si a me scribantur, quam cum ab aliis aut scribantur tibi aut nuntientur* (de l'an 57).

4° *Ad Famil.*, I, 2, 4, : *Senatus auctoritas gravissima intercessit, cui cum Cato et Caninius intercessissent, tamen est perscripta ; eam ad te missam esse arbitror. De ceteris rebus quicquid erit actum, scribam ad te* (de l'an 56).

Cicéron, bien que sa correspondance avec Lentulus soit suivie et constitue une chronique politique, ne croit pas cependant devoir lui adresser copie d'une *senatus auctoritas*. Son excuse est celle qu'il donne ailleurs et exclut de même l'existence d'*Acta* jouant directement le rôle de journaux.

5° *Ad Quint. frat.*, II, 1, 3 : *Habes acta unius diei* (après le récit détaillé d'une séance du sénat).

Ibid., II, 3, 1 : *scripsi ad te antea superiora ; nunc cognosce postea quæ sint acta* (année 56).

6° *Ad Famil.*, V, 8, 3 : *Quæ sint acta, quæque agantur, domesticorum tibi litteris declarari puto* (à Crassus, de l'an 54).

On observera en particulier que le texte n° 1 est de l'année 59, où furent créés les *Acta*, et postérieur à leur ins-

titution, et que les textes n^{os} 2 et 6 sont des années 58 (1) et 54 (2) pour lesquelles Asconius en atteste l'existence. Il nous paraît d'ailleurs inutile de citer un plus grand nombre de témoignages, étant donné qu'un grand nombre de lettres de Cicéron, notamment parmi celles adressées à Lentulus et à Quintus Cicéron sont, si l'on peut dire, des *acta-correspondances*. Sans doute il semble bien que les services privés de renseignements aient pris une importance exceptionnelle au cours des années 58, 50, 44 et 43, mais, ce qui explique cette importance, ce n'est pas la suppression momentanée des *Acta* qui, aussi bien, n'apparaissent nulle part dans le rôle de journal, mais la situation spéciale de Cicéron, exilé, proconsul, enfin « dictateur privé ». On voit où est l'erreur d'Ernesti : cet érudit envisage une exception dans ce qui est la règle, et explique cette exception par la suppression d'un journal qui n'existe pas. Son hypothèse est donc insoutenable et il est évident que les *Acta*, *acta urbana* reçus par Cicéron en Cilicie, s'ils ne sont pas nécessairement le *commentarius* de Caelius, ont du moins une origine analogue.

*
* *

Hübner voyait dans les *Acta* un journal et reconnaissait ce journal dans les *acta*, *acta urbana* dont Cicéron, proconsul de Cilicie, accuse réception (n^{os} 1 et 2 de notre liste, 9 et 10 dans le travail de Hübner) ; d'autre part il consi-

(1) *St.*, p. 40/20 : *Obsessus est etiam (Pompeius) a liberto Clodii Damione, ut ex Actis ejus (anni) cognovi ; in quibus XV Kal. Sept. L. Novius tr. pl... ita sententiam dixit ; anni* manque dans les mss., soit que le copiste ait laissé tomber ce mot, soit qu'il ait ajouté *ejus* par ignorance. Ce qu'il y a de sûr, — le contexte l'exclut absolument — c'est qu'il ne s'agit pas ici d'*acta Pompeii*.

(2) *St.*, p. 22/20.

dérail le *commentarius* de Caelius comme distinct de ces *acta* (1). Or il est manifeste que le *commentarius* contenait quantité de nouvelles qui figuraient dans les *acta*, en sorte qu'on ne peut envisager dans le premier un document complémentaire du second. Pour expliquer le double emploi. Hübner allègue que les *commentarii* privés devaient atteindre leurs destinataires plus vite que les exemplaires officiels du *Journal de Rome* (2). Mais cette raison n'explique rien, car, à supposer que ces exemplaires n'aient pu être établis jour par jour — que devient, dans cette hypothèse, l'idée de journal ? — il faut songer que Caelius n'expédie son *commentarius* que de loin en loin : *commentarium rerum urbanarum primum dedi L. Castrinio Paeto, secundum ei, qui has litteras tibi dedit*. Caelius n'avait donc aucune raison de s'imposer une forte dépense en se procurant des scribes, s'il avait pu se procurer des exemplaires des *Acta*. Par suite, l'argument de Hübner, que les *commentarii* privés devaient parvenir à leur adresse plus tôt que les prétendus exemplaires officiels des *Acta* (3), est irrecevable et il fallait, ou bien revenir à l'hypothèse d'Ernesti, ou reconnaître que les termes *acta*, *acta urbana* et *commentarii rerum urbanarum* désignent un document analogue, sinon identique (4).

L'interprétation de Hübner qui fait de ces *acta* des exemplaires du *Journal de Rome* est d'ailleurs exclue, non seulement par ce que nous avons dit plus haut, d'une façon générale, de l'origine des *acta* qui circulent dans le public,

(1) *Ad Famil.*, VIII, 1, 1 : *omnia enim sunt ibi senatus-consulta, edicta* ; 11, 4 : *Quam quisque sententiam dixerit, in commentariis rerum urbanarum*.

(2) HÜBNER, *op. l.*, p. 596.

(3) *Ad Famil.*, VIII, 2, 2. Un 3^e envoi est signalé VIII, 11, 4.

(4) *Ibid.*, VIII, 1, 1 : *Quod exemplum si forte minus te delectarit, ne molestiam tibi cum impensa mea exhibeam, fac me certiore*.

mais par ce que dit Cicéron même des renseignements dont il dispose en Cilicie ; il est clair en effet que, s'il écrit à Caelius dont les *commentarii* sont encombrés de nouvelles sans intérêt : *ne illa quidem curo mihi scribas, quæ maximis in rebus rei publicæ geruntur cotidie, nisi quid ad me ipsum pertinebit ; scribent alii, multi nuntiabunt, perferet multa etiam ipse rumor* (1), c'est que toutes les sources d'information dont il dispose sont privées. On ne saurait douter d'ailleurs que les *acta* qui lui parviennent ne soient les *commentarii* même de Caelius ; en effet, s'il est renseigné aussi par d'autres correspondants, Caelius a un mandat spécial à cet effet (2). Sa situation est donc la même que celle de ces amis de Cornificius, de Lepidus, de D. Brutus, etc., qui ont charge de leur communiquer les *acta* (3), et, si l'on songe que Q. Cicéron, à cette date, est en Gaule, Atticus en Grèce, Caelius apparaît tout désigné pour ce rôle d'informateur en titre qui permet ailleurs à Cicéron, dans sa correspondance, de ne pas s'étendre sur les événements. Quant à la différence des dénominations, on observera que Cicéron, s'il désigne le document que Caelius qualifie de *commentarius rerum urbanarum* par les noms de *acta*, *acta urbana*, emploie ailleurs, pour des documents analogues, les périphrases *acta rerum urbanarum* (où Hübner voit des *acta* officiels, n° 13 de sa liste), *res urbanas actaque omnia* (4) ; d'autre part, on sait que les termes *acta* et *commentarii* sont

(1) *Ad Famil.*, II, 8, 1.

(2) *Ibid.*, VIII, 1, 1.

(3) n° 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 de notre liste de textes relatifs aux *acta-lettres*. Hübner conclut de l'emploi de *certo scio*, dans les textes numérotés 4 et 5 (13 et 14 de sa liste), que l'usage d'adresser des *Acta* aux personnes absentes était fort répandu. Tel n'est pas assurément le sens de *certo scio* et Cicéron entend dire qu'il connaît les correspondants attitrés des gens auxquels il écrit.

(4) n° 4 et 9 de notre liste de textes relatifs aux *acta-lettres*.

fréquemment synonymes (5), et la nuance qui les distingue correspond bien, ainsi qu'on le verra plus loin, à l'idée particulière que se font du même document Caelius et Cicéron.

C'est précisément cette circonstance que Caelius, trop occupé pour communiquer lui-même à Cicéron toutes les nouvelles, a imaginé de faire rédiger par des *operarii* son *commentarius*, qui nous permet dans une certaine mesure de déterminer les rapports des *acta-correspondances* avec les *acta* institués par César.

Le service que le proconsul de Cilicie a demandé à Caelius, c'est de le renseigner sur les nouvelles de la capitale, et il ressort des lettres où il accuse réception des envois de Caelius qu'il n'exigeait pas de son correspondant de longs messages sur les menues nouvelles de Rome, mais qu'il en attendait des confidences sur la signification des événements et l'attitude des partis. Cependant Caelius, tout en se réservant de renseigner lui-même Cicéron sur les événements considérables, ne saurait — il n'en a pas le loisir — fournir lui-même les renseignements qu'il a promis ; des scribes le suppléeront sur ce point et Cicéron, à défaut de la qualité, se dédommagera par la quantité de l'infor-

(5) MOMMSEN, *Staatsrecht*, 3, p. 1018, n.1, estime même qu'il n'y a aucune différence ; il remarque que les Grecs traduisent *acta* et *commentarii*, au sens technique, par le même mot ὑπομνήματα et renvoie aussi à TACITE, *Annales*, XV, 74, où *commentarii senatus* désigne les *acta senatus*. Mommsen considère d'ailleurs que le *commentarius rerum urbanarum* de Caelius est identique aux *acta rerum urbanarum* et reconnaît dans l'un comme dans l'autre des compte-rendus privés en forme de journaux. Cf. aussi HERMANN PETER : *die Geschichtliche Litteratur über die römische Kaiserzeit bis Theodosius und ihre Quellen*, Leipzig, 1897, I, p. 205, et Wilcken, *Philologus* 1894, p. 103.

Cependant — nous aurons à revenir sur ce point — on ne saurait dire que, même au sens technique, *commentarius* soit toujours synonyme de *acta*.

mation (1). Sans doute ces scribes, ainsi qu'il ressort de ce que disent Caelius et Cicéron du contenu du *commentarius*, ne font-ils guère que transcrire les *acta*, mais il ne s'ensuit pas, ni qu'ils les copient in-extenso, ni qu'ils n'y ajoutent rien. S'ils copiaient in-extenso un document officiel, on ne comprendrait pas pourquoi Cicéron raillerait leur minutie (2) ni pourquoi Caelius écrit : (3) *plura habet (commentarius) utilia ; denique malo in hanc partem errare, ut, quæ non desideres, audias, quam quidquam, quod opus est, prætermittatur*. D'autre part Caelius ne voit pas, dans ses manœuvres de plume, de simples copistes (4) : *nescio cujus otii esset, non modo perscribere hæc, sed omnino animadvertere ; omnia enim sunt ibi senatus consulta, edicta, fabulæ, rumores ;* or il est clair que le terme *animadvertere*, et s'applique aux *fabulæ* et aux *rumores* plus spécialement et ne peut convenir que pour désigner l'office, non pas de scribes, mais de véritables reporters. Ceci explique pourquoi Caelius peut écrire (5) : *tamen in hoc te deprecor... quod hunc laborem alteri delegavi*, et aussi : *si quid in re p. majus actum erit, quod isti operarii minus commode persequi possint, et quemadmodum actum sit, et quæ existimatio secuta quæque de eo spes sit, diligenter tibi perscribemus*. Enfin c'est précisément parce que ses messages ne sont pas de simples copies, mais des documents où il entre une part de personnalité, qu'il qualifie de *commentarius* — dans l'acception usuelle et non au sens technique — ce que Cicéron s'obstine à traiter de *acta* ou *acta urbana*.

(1) *ad Famil.*, VIII, 1, 1 et 2.

(2) *Ibid.*, II, 8, 1.

(3) *Ibid.*, VIII, 11, 4. Il est superflu de montrer que la conjecture de Weiske : *futilia*, au lieu de *utilia*, que Hirschfeld adopte, n'est pas justifiée par le contexte.

(4) *Ibid.*, VIII, 1, 1 et 2.

(5) *Ibid.*, VIII, 1, 2.

Mais si le *commentarius rerum urbanarum* de Caelius est le complément d'une correspondance qui devait constituer un service privé de renseignements (1), s'il est identique aux *Acta*, *Acta urbana* reçus par Cicéron en Cilicie (n^{os} 1 et 2 de notre liste), et analogue aux autres *Acta* que Cicéron signale dans ses lettres, les informations dont nous disposons sur ce document permettent de déterminer et la véritable nature des *Acta lettres* et leurs rapports avec l'institution de César.

Il était impossible en effet d'établir directement les rapports des *acta* mentionnés dans les 9 textes dont nous avons donné la liste avec les *Acta* officiels, pour la raison que nous ne pouvions pas savoir si les compte-rendus privés dont il s'agit n'avaient pas également des sources privées (impressions de séance, notes prises ou communiquées à des tiers). Au contraire le rôle des *Acta* officiels est manifeste dans le *commentarius*, étant donné que ses rédacteurs sont assurément, dans une large mesure, de simples copistes. Tandis qu'avant l'institution de César les nouvelles politiques ne pouvaient être transmises que par des gens qualifiés par leur situation ou leurs relations politiques, sous la forme nécessairement brève de correspondances, il devient possible d'établir des documents, de caractère privé sans doute, mais qui, grâce à cette circonstance que la copie, si l'on peut dire, est fournie par une source officielle, peuvent être rédigés par de simples scribes (2),

(1) On observera que Caelius a tenu sa parole de renseigner lui-même Cicéron sur les événements importants ; il suffira sur ce point de renvoyer à la lettre (*ad Famil.*, VIII, 8), où il a pris la peine de copier des procès-verbaux de délibérations du sénat.

(2) Gaston BOISSIER, *Tacite*, p. 265-266, dit excellemment : « ce que ces pauvres « manœuvres » connaissent le moins, c'était la vie politique de Rome. Ils n'entendaient rien aux affaires, et le monde qu'ils fréquentaient ne pouvait guère le leur apprendre. Dans cette ignorance, on comprend que les procès-verbaux des

prendre des dimensions considérables et jouer le rôle de nos journaux.

Or, si nous reprenons l'examen des 9 textes de l'époque républicaine qui sont relatifs à un service régulier de renseignements, en tenant compte, d'une part, de la pratique de Cicéron et de ses correspondants, d'autre part, de ce que nous savons du *commentarius*, nous constatons que l'institution des *Acta* par César, non seulement ne consiste pas dans la création d'un *Journal de Rome*, mais n'a pas provoqué immédiatement ni généralement l'établissement de journaux privés. Des textes empruntés à la correspondance de Cicéron pour la période antérieure à 51 que nous avons cités, il ressort en effet que les services de renseignements se font alors exclusivement par lettres, même lorsqu'il s'agit d'un personnage de premier plan comme Crassus, et s'il est possible que les *Acta diurna* aient fourni, soit la *senatus auctoritas* qui a dû être adressée à Lentulus, soit des copies de procès-verbaux de séance aux relations d'Atticus et d'Axius, rien n'est moins prouvé. D'ailleurs l'ironie avec laquelle Cicéron accueille le *commentarius* de Caelius, son observation qu'il n'en demande pas tant et se contentera de voir jouer à Caelius le rôle de chroniqueur parlementaire, enfin le fait que Cicéron n'a jamais pratiqué, lorsqu'il est lui-même informateur attitré, que la correspondance directe, établissent de reste que l'idée d'exploiter régulièrement les *Acta Diurna* pour un service de renseignements est une idée neuve en 51. Mais cette idée a fait son chemin et il est visible que Caelius a

assemblées du Sénat et du peuple affichés au Forum aient été pour eux une grande ressource ; ils les copiaient sans y rien changer, ils n'avaient plus qu'à y ajouter ce que leurs courses journalières leur avaient appris et leur « compilation », ou, comme nous dirions aujourd'hui, leur chronique était faite. »

trouvé des imitateurs dans les correspondants de Lepidus, Cornificius, etc... en 44 et en 43.

Cependant, parmi les textes relatifs à cette période, il en est deux encore où, selon toute vraisemblance, il s'agit de services de renseignements simplement épistolaires. En effet, étant donné l'emploi de *perscribere* dans les lettres de Caelius et de Cicéron : *quod tibi discedens pollicitus sum me omnes res urbanas diligentissime tibi perscripturum* (*ad Famil.*, VIII, 1, 1) ; *quod ni ita putarem (acta tibi mitti), ipse perscriberem in primisque Cæsaris Octaviani conatum* (*ad Famil.*, XII, 23, 2) etc..., et celui de *acta*, tel qu'il ressort des textes de la correspondance des années 58 et 56 que nous citions plus haut, il est difficile de voir autre chose qu'un service par correspondance dans les textes suivants :

(n° 3) *ad Famil.*, XII, 22, 1 : *ego autem acta ad te omnia arbitror perscribi ab aliis.*

(n° 6) *ibid.*, XII, 28, 3 : *in re p. quid agatur, credo te ex eorum litteris cognoscere, qui ad te acta debent perscribere.*

On remarquera que, dans ces textes, Cicéron suppose que ses correspondants sont tenus au courant par plusieurs personnes ; il s'agit donc évidemment d'un commerce épistolaire usuel, et *litteris*, dans le second passage, ne permet pas le doute.

Mais il en va tout autrement dans les textes numérotés 4, 5, 7, 8 et 9.

(n° 4) *Ad Famil.*, XII, 23, 2 : *rerum urbanarum acta tibi mitti certo scio.*

(n° 5) *Ibid.*, XII, 8, 1 : *Scelus ad finis tui Lepidi summamque levitatem et inconstantiam ex actis, quæ ad te mitti certo scio, cognosse te arbitror.*

(n° 8) *Ibid.*, XI, 25, 1 : *ego autem, etsi, quid scriberem, non habebam (acta enim ad te mitti sciebam, inanem autem*

sermonem litterarum tibi injucundum esse audiebam) brevitatem secutus sum te magistro.

Ici il s'agit d'un envoi régulier de documents indépendant des correspondances proprement dites et tel que le service assuré par Caelius, ainsi que l'impliquent l'emploi de *mitti* et *perferri*, le fait que Cicéron suppose ou connaît un informateur attitré, enfin, dans le texte n° 8, la remarque : *inanem autem sermonem litterarum tibi injucundum esse audiebam*. On observera en particulier que le titre *rerum urbanarum acta*, la périphrase *res urbanas actaque omnia* évoquent des documents de contenu identique à celui des *acta*, *acta urbana*, *commentarii rerum urbanarum* de Caelius, c'est-à-dire tels qu'ils ne comportent pas seulement des copies de textes officiels, mais des informations de toute origine.

En ce qui concerne les textes relatifs aux *acta*-lettres de l'époque impériale (nos 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16), il suffira ici de constater : 1° que le seul où il soit question d'un envoi d'*acta* est celui de Pline (1) : *tu consuetudinem serva nobisque sic rusticis urbana acta perscribe* ; 2° qu'aucun indice (2) ne permet d'attribuer aux autres exemplaires qui nous sont signalés une origine autre que privée. Le texte de Pline (3) : *leges ipsum (libellum principis), est in publicis actis*, et celui de Tacite (4) : *diurna populi romani per*

(1) *Lettres*, IX, 15, 3 : n° 12 de notre liste.

(2) Ajoutons que, dans le texte de JUVÉNAL, *Satires*, VII, 104 :

Quis dabit historico quantum daret acta legenti ? il est difficile de ne pas reconnaître les héritiers des *operarii* de Caelius : la périphrase *acta legenti*, en antithèse avec *historico*, répond à l'idée, exprimée dans les vers précédents, que l'historien doit avoir une science et une documentation très étendues. Ce texte que Hübner a écarté sans raison prouverait donc que, au temps de Juvénal comme au temps de Cicéron, des gens gagnaient leur vie à copier les *Acta*.

(3) *Lettres*, V, 18, 3 : n° 13 de notre liste.

(4) *Annales*, XVI, 22 : n° 10 de notre liste.

provincias, per exercitus curatius leguntur, ut noscatur quid Thrasea non fecerit, n'impliquent point l'existence de bureaux, officiels ou non, de vente des *Acta*. En effet Pline ne songe pas à un numéro du *Journal de Rome*, car il renverrait son correspondant à une date précise, et il dit simplement : « si j'ai dû te mettre au courant de l'affaire des Vicentins, parce que, le procès étant du ressort du sénat, il n'en est pas question dans les *Acta publica*, par contre tu trouveras le message du prince dans ces documents ». En ce qui concerne les *Diurna populi romani* de Tacite, il est clair que l'accusateur de Thrasea n'entend pas dire ni qu'on lit un prétendu *Journal de Rome* avec une attention particulière, ce qui ne signifierait absolument rien, ni que ce journal aurait un débit exceptionnel en province, ce que le texte ne dit pas, mais que — comme ce fut le cas pour la période troublée qui suivit le meurtre de César — on se procure des copies des *Diurna populi* plus complètes et même assez complètes « pour que l'on puisse savoir ce que Thrasea n'a pas fait ». Mais nous aurons à revenir sur ce passage et à montrer en particulier que non seulement l'accusateur ne faisait pas allusion à un unique *Journal de Rome*, mais qu'il ne visait même pas les *Acta* d'une façon générale ; en effet les *Acta populi* ne se confondent pas, à l'époque impériale, avec les *Acta Urbis*, et c'est uniquement sur les *Acta populi*, qui intéressaient seuls la vie politique, que porte l'argumentation de Cossutianus Capito.

Ainsi tous les *Acta* qui circulent dans le public sont, si l'on peut dire, des *acta-correspondances*.

Ce fait élimine l'hypothèse de Hirschfeld, car, si réduite que l'on suppose la publication que César aurait créée, encore devrait-il en subsister quelque trace ; il élimine de même les hypothèses de Mommsen et de Kubitschek, car le rôle que joue l'initiative individuelle exclut les agences

qui auraient exploité le service de renseignements institué par le consul de 59. Il écarte enfin la thèse bizarre de Hübner (1) qui voit, dans le *commentarius* de Caelius, le modèle sur lequel César aurait conçu les *acta*, alors que ce *commentarius*, de même que tous les journaux privés que nous connaissons, est postérieur aux *acta* dont il dérive manifestement.

Il s'ensuit en même temps :

1^o Que les *acta* n'ont pas été publiés, au sens moderne du mot, et qu'ils n'ont été ni créés en vue de remplir le rôle de journaux ni rédigés en forme de journaux.

2^o Les *Acta-littres* admettant des informations étrangères aux *acta* officiels, qu'on ne saurait les retenir pour déterminer la nature et le contenu de ces documents, qu'avec précaution.

II

LES ACTA-ARCHIVES

1^o La création des *Acta Diurna*

Texte de Suétone (2) : *inito honore primus omnium (Caesar) instituit ut tam senatus quam populi diurna acta confierent et publicarentur.*

Avant d'aborder l'étude du contenu des *Acta-archives*, il est nécessaire, pour la clarté de la discussion, d'élucider le seul texte qui nous renseigne sur l'institution des *Acta*, celui de Suétone, dont la thèse du *Journal de Rome*, fondée sur la confusion des *acta-littres* et des *acta-archives*, imposait une interprétation arbitraire et qui soulevait mille difficultés.

(1) HÜBNER, *op. l.*, p. 594-595.

(2) Jules César, 20.

Les érudits qui nous ont précédé dans ces recherches n'étaient pas d'accord sur l'interprétation du texte de Suétone, en ce qui concerne le rapport *tam senatus quam populi*, où Schmidt et V. Le Clerc (1) voyaient la preuve que César aurait créé les seuls *acta senatus*. Par contre tous s'accordaient à voir dans ce texte deux documents, *acta senatus* d'une part, *acta diurna populi* de l'autre, qui, non seulement étaient distincts, mais de nature différente, le premier étant un recueil de procès-verbaux de séances, tandis que le second aurait été le *Journal de Rome*. Or il est clair que seule l'idée préconçue de ce journal pouvait conduire à semblable interprétation ; en effet, quel que soit d'ailleurs le sens du rapport *tam senatus quam populi*, le texte implique que la *confectio* et la *publicatio* des *acta senatus* et des *acta populi* étaient identiques. Il est tout aussi évident que l'épithète *diurna* ne porte pas seulement sur *acta populi*, mais s'applique également aux *acta senatus*, comme l'exige *publicare*, commun aux uns et aux autres ; en effet, si les *acta senatus* sont rédigés et mis à la disposition du public, au même titre que les *acta populi*, il est nécessaire que rédaction et publication soient effectués dans les mêmes conditions, c'est-à-dire jour par jour (2). Le mot *diurna*, qui évoquait à tort l'idée de nos quotidiens

(1) SCHMIDT, *Das Staatszeitungswesen der Römer*, p. 400-401 ; V. LE CLERC, *Des Journaux chez les Romains*, p. 197.

(2) HIRSCHFELD, *op. l.*, p. 931, explique avec raison *diurna* par la disposition des *Acta* où les faits seraient classés jour par jour, mais il a tort d'en voir la preuve dans Cicéron *ad Attic.*, III, 15, 6 : *itaque exspecto Thessalonicae acta Kal. Sext.*, et VI, 2, 6 : *habebam acta urbana usque ad Nonas Martias* ; il est clair en effet que, dans le premier texte, *acta* n'a pas le sens technique et que Cicéron veut dire : j'attends à Thessalonique le compte-rendu des événements des Kalendes d'août ; en ce qui concerne le second, nous avons observé plus haut que le *commentarius* de Caelius, lequel n'est autre que les *acta urbana* dont il est question ici, n'est expédié qu'à des intervalles relativement considérables.

modernes, n'a pas d'autre sens et il convient de le rapprocher du *cottidianum* de l'inscription de Céré (1) (*commentarium cottidianum municipi Caeritum*), étant manifeste que ce document n'est pas un journal. Or *publicare* et *diurna* s'entendant de même façon pour les *acta senatus* et les *acta populi*, l'obscurité du rapport *tam senatus quam populi* se résout facilement.

Hübner avait bien attribué à César la création des *acta populi*, mais si sa conclusion se trouve juste (2), elle n'est pas fondée en tant qu'il s'appuie sur le texte de Suétone. Pour que ce texte n'implique pas que César a créé seulement les *acta senatus*, il faut admettre, non pas, comme le veut Hübner, que le consul de l'an 59 a institué deux catégories distinctes d'*acta*, mais qu'il a institué des *acta diurna* aussi bien pour le sénat que pour le peuple. En effet le rapport *tam senatus quam populi* étant interprété comme si Suétone envisageait la création d'*acta senatus* d'une part, d'*acta populi diurna* de l'autre, manifestement cette idée appellerait une autre tournure et, sur ce point, Hübner n'a pas réfuté l'objection de Schmidt. Au contraire, si l'on rapproche du texte de Suétone cet autre du même historien (3) : *auctor (Augustus) et aliarum rerum fuit, in quibus ne acta senatus publicarentur*, toute difficulté disparaît, et il est clair que Suétone a dit que la mesure prise par César s'appliquait aussi bien au sénat (ce qui

(1) C. I. L., 11, 3614. Nous verrons plus loin que les *Acta diurna* ont un contenu tout à fait analogue à celui du *commentarium cottidianum* et constitué également de pièces officielles reproduites intégralement.

(2) HIRSCHFELD, *op. l.*, p. 932, a montré que la nouvelle de PLINIE l'ancien, *Nat. Hist.*, VII, 53, 186, relative au cocher Faustus, sur laquelle les érudits antérieurs à Hübner fondaient l'existence des *acta publica* avant César, doit être rapportée au règne de Tibère.

(3) SUÉTONE, *Auguste*, 36.

n'était plus vrai de son temps, en ce qui concerne la *publicatio*) qu'au peuple.

Cette interprétation nécessaire élimine l'hypothèse à laquelle avaient dû recourir Schmidt et Renssen, qui admettent que les *acta senatus* n'auraient plus été rédigés pendant un certain temps après le consulat de César, parce que Asconius ne parle pas d'*acta senatus* : en effet le scholiaste nomme les *Acta* et ces *Acta* comprenaient aussi bien les *acta senatus* que les *acta populi*. Elle élimine également une des difficultés que présentait la thèse de Hübner. Cet érudit admettait qu'Asconius a pu, soit ne pas connaître, soit négliger de nommer les *acta senatus*. D'après lui, les *Acta* que le scholiaste invoque au sujet d'une séance du sénat seraient le *Journal de Rome* qui, naturellement, en tant que journal, ne pouvait manquer d'avoir sa chronique parlementaire : « il va de soi, dit-il, que nombre d'extraits des *acta senatus* passaient dans les *acta populi* (1) ». Or, des trois textes auxquels Hübner renvoie, deux sont relatifs à des *acta-correspondances*, qualifiés, non pas d'*acta populi*, mais de *acta* et de *acta urbana* (2). Ce sont ces documents qui, nous l'avons vu, avaient été rédigés à l'intention d'hommes politiques, Cicéron, Cornificius, Cassius etc... et que Hübner confond avec les *acta populi*. Ici apparaît bien l'in vraisemblance de la thèse de Hübner, car, si l'on admet avec lui que les *Acta senatus* et les *Acta populi* sont distincts à l'époque républicaine, comment expliquer que des personnages directement intéressés aux délibérations du sénat n'aient connu ces délibérations que par l'intermédiaire d'un journal qui en aurait donné de simples extraits, alors que les *acta senatus* étaient également publiés à cette

(1) HÜBNER, *op. l.*, p. 571.

(2) N° 9 et 14 de la liste de Hübner, 1 et 5 de notre liste de textes relatifs aux *acta-lettres*.

époque. Le 3^e texte (1) invoqué par Hübner est précisément le passage d'Asconius qui est en cause, et nous montrerons plus loin que des termes mêmes du scholiaste il ressort qu'il ne peut s'agir d'un document autre que le procès-verbal de la séance du sénat, publié intégralement.

Le texte de Suétone implique donc que les *acta* institués par César sont des *acta diurna senatus populi que romani*. Par suite : 1^o les *acta* de l'époque républicaine comprennent les éléments qui, plus tard, formeront deux collections distinctes ; on ne peut donc, comme le fait Hübner, définir les *acta populi*, considérés isolément, d'après les informations intéressant le sénat qu'Asconius rapporte indistinctement aux *Acta* ; 2^o les *acta populi* devaient, comme les *Acta senatus*, avoir le caractère de procès-verbaux officiels.

Or, il ne peut y avoir doute, en ce qui concerne les *Acta senatus*, dont la réforme d'Auguste n'a pas modifié la nature, lorsqu'il interdit qu'ils fussent publiés. Sous le nom de *commentarii* ou de *acta senatus*, ils constituent les archives du sénat, et le *liber sententiarum in senatu dictarum* (2) n'en est qu'un des éléments. En effet c'est par les *acta senatus* (3), qui lui sont communiqués, que Tibère est tenu au courant de l'activité judiciaire de l'assemblée ; Suétone y lit le procès-verbal des poursuites intentées à C. Laetorius (4), et l'on ne peut douter que les *commentarii*

(1) N^o 7 dans HÜBNER, p. 599 ; *St.*, p. 38/29.

(2) C. I. L., 8, 11451.

(3) SUÉTONE. Tibère, 73 : *interim cum in actis senatus legisset (Tiberius) dimissos ac ne auditos quosdam reos,...repetere Capreas quoquo modo destinavit.*

(4) SUÉTONE, Auguste, 5 : *nam, ut senatus actis continetur, cum C. Laetorius... in deprecanda graviore adulterii poena, praeter aetatem atque natales, hoc quoque patribus conscriptis allegaret... se esse possessorem... soli quod primum divus Augustus nascens attigisset.*

causarum, relatifs aux procès de ses parents, que Caligula fait brûler sur le Forum (1), n'aient fait partie de ces archives. D'autre part, il est clair que les *acta senatus* correspondent aux *commentarii consulum* de l'époque antérieure. On sait que ces documents, rédigés sans aucun doute suivant des règles traditionnelles, avaient l'autorité d'archives publiques. Dans une lettre au sénat d'Orope, les consuls de l'an 69 se réfèrent aux *commentarii* (2), et, dans le *pro Sulla*, les dires de Cicéron en établissent nettement le rôle et précisément font ressortir les inconvénients auxquels César a voulu remédier.

Lorsque Sylla fut accusé par Torquatus, la question de savoir comment avait été rédigé le procès-verbal de l'interrogatoire des conjurés fut le point vif du débat : *ait (Torquatus) me aliter, ac dictum sit, in tabulas publicas rettulisse* (3), s'écrie Cicéron.

Remarquons d'abord que Cicéron n'était point tenu par la loi d'établir ce procès-verbal : « *vidi ego hoc, judices, nisi recenti memoria senatus auctoritatem hujus indicii monumentis publicis testatus essem, fore ut aliquando....., aliquis..... aliter indicata haec esse diceret* (4) », et plus loin : « *providi..... ne quid jam a me, ne quid ex meis commentariis quaereretur, ne aut oblivio mea aut memoria nimia videretur, ne denique aut negligentia turpis aut diligentia crudelis putaretur* (5) ». De plus, Cicéron a pris ses précautions pour qu'on ne puisse l'accuser d'avoir altéré le texte du procès-verbal dont il a la garde : « *cum scirem ita esse indicium relatum in tabulas publicas, ut illæ tabulæ privata tamen custodia more majorum continerentur, non occultavi, non*

(1) SUÉTONE, *Caligula*, 15.

(2) BRUNS, p. 164 et la note 5.

(3) *pro Sulla*, 14, 40.

(4) *pro Sulla*, 14, 41.

(5) *Ibid.*, 15, 43.

continui domi, sed statim describi ab omnibus librariis, dividi passim et pervulgari atque edi populo romano imperavi (1) ». Cependant il est visible que Cicéron n'a pas réfuté l'accusation de Torquatus, car celui-ci ne lui reproche pas d'avoir falsifié après coup le texte du procès-verbal, ce qui eût été impossible, puisqu'il en existait de nombreuses copies, c'est la rédaction même du procès-verbal qu'il incrimine, c'est au moment où les scribes de Cicéron auraient établi ce procès-verbal d'après les notes prises en séance par des sénateurs que la fraude se serait produite (2) : « *sed tamen abs te, Torquate, quaero : cum indicatus tuus esset inimicus et esset ejus rei frequens senatus et recens memoria testis tibi que, meo familiari et contubernali, prius etiam edituri indicium fuerint scribae mei, si voluisses, quam in codicem rettulissent, cum videres aliter referri, cur tacuisti, passus es..* ». Ainsi la réplique de Cicéron ne dissimule pas le grave inconvénient d'une rédaction qui n'avait pas lieu séance tenante ; il a bien, par exception et, dit-il, par une inspiration providentielle, dressé et publié un procès-verbal de l'interrogatoire des Allobroges, mais entre l'audition des témoins et la rédaction des témoignages *in codicem*, il s'est écoulé assez de temps pour que plus d'une variante ait été substituée au texte primitif.

Ainsi, en ce qui concerne les *Acta senatus*, le texte du *pro Sulla* permet de déterminer la portée de l'institution de César : 1^o la mesure prise exceptionnellement par Cicéron, de faire établir un procès-verbal de séance, indépendant de ses *commentarii*, devient régulière. Apparemment un secrétariat permanent a été institué pour assurer ce service que Cicéron avait confié à des sénateurs de bonne volonté, et c'est à quoi Cicéron fait allusion dans une lettre

(1) *Ibid.*, 15, 42.

(2) *Ibid.*, 15, 44.

à Atticus (1) : *nam illa quæ recordaris Lentulo et Marcello consulibus acta in æde Apollinis, nec causa eadem est nec simile tempus, praesertim cum Marcellus scribas aliosque discedere* ; 2^o le fait que ces procès-verbaux sont établis jour par jour en garantit l'authenticité ; 3^o quant à la raison invoquée pour justifier la publication de ces procès-verbaux, elle ne peut être que celle que donnait Cicéron, à savoir l'intérêt public : *ejus indicii, ex quo oblata salus esset omnibus, expertem esse neminem volui. Itaque dico locum in orbe terrarum esse nullum, quo in loco populi Romani nomen sit, quin eodem perscriptum hoc indicium pervenerit* (2).

Par suite le texte de Suétone implique que l'institution des *Acta diurna* est, non pas une création de toutes pièces, puisque les éléments qui y figurèrent étaient déjà représentés dans le passé, mais un règlement qui assure la publication et la rédaction journalière de certains documents officiels. Les *acta diurna* ne sont pas constitués d'informations de toute origine recueillies par un service public de renseignements, ainsi que le veut Hübner, ni d'un choix d'informations empruntées aux registres des magistrats, comme le supposent Mommsen et Kubitschek, mais seulement de procès-verbaux officiels publiés intégralement. Il ne s'ensuit pas sans doute que tous les procès-verbaux aient été versés aux *Acta* ; assurément, après comme avant leur institution, existent d'autres archives, et il ressort déjà du rapprochement des textes où Suétone signale la création des *Acta diurna*, puis la réforme d'Auguste, que le contenu de ces *Acta* est variable ; mais si certaines catégories de documents sont tantôt versées aux *Acta diurna*, tantôt retenues dans les archives secrètes, comme ce fut

(1) *Ad Attic.*, XV, 3, 1.

(2) *Po Sulla*, 15, 43.

le cas, après Auguste, pour les actes du sénat, ces documents ne subissent aucune adaptation en entrant dans le domaine public par les *Acta diurna*. Ce point sur lequel Suétone confirme les conclusions de notre enquête sur les *acta-correspondances* est établi d'ailleurs par les textes.

2° *Le rôle des Acta Diurna*

Pour la clarté de la discussion, nous examinerons d'abord ceux qui nous renseignent sur les raisons pour lesquelles certains documents sont versés aux *Acta*.

1° Tacite, *Annales*, XIII, 31 :

Nerone iterum L. Pisone consulibus, pauca memoria digna evenere, nisi cui libeat laudandis fundamentis et trabibus, quis molem amphitheatri apud campum Martis Caesar extruxerat, volumina implere, cum ex dignitate populi Romani repertum sit res illustres annalibus, talia diurnis Urbis actis mandare.

Nous aurons à revenir sur l'emploi de *diurna*, de *Urbis* (*acta*), comme sur la nature même du document dont Tacite signale l'existence dans les *diurna Urbis acta*. Il suffira ici de constater que les *diurna Urbis acta* ont été institués dans l'intérêt de l'honneur national.

2° Pline, *Panégérique de Trajan*, 75 :

Sed quid singula consector et colligo, quasi vero aut oratione complecti, aut memoria consequi possim, quæ vos, patres conscripti, ne qua interciperet oblivio, et in publica acta mittenda, et incidenda in aere censuistis. Ante orationes principum tantum, ejusmodi genere monumentorum, mandari æternitati solebant ; acclamationes quidem nostræ parietibus curiæ claudabantur : erant enim quibus nec senatus gloriari, nec principes possent. Has vero et in vulgus exire, et posteris prodi, cum ex utilitate, tum ex dignitate publica fuit.

C'est par l'intérêt public et l'honneur romain qu'a été justifiée la proposition aux termes de laquelle les acclamations du sénat seront consignées dans les *acta publica* et gravées sur l'airain — et il est clair que cet exposé des motifs s'inspire de l'esprit qui a présidé à l'institution des *Acta* — ; d'autre part il n'y a aucune raison de rapporter exclusivement, comme le fait Hübner (1), *in vulgus exire* aux *Acta*, *posteris prodi* aux tables d'airain, puisque le membre de phrase *ne qua interciperet oblivio* et la qualification de *monumenta* s'appliquent à tous deux ; du reste le sens de *mandare*, du texte de Tacite qui précède, ne permet pas le doute et il s'agit d'*acta publica* qui s'adressent à la postérité (2).

3^o Suétone, *Claude*, 41 : *extat talis scriptura* (avec les lettres que Claude a introduites dans l'usage) *in plerisque libris ac diurnis titulisque operum*.

Ce passage que Hübner a corrigé sans raison confirme celui de Pline en ce qui concerne le caractère des *Acta diurna* : les *Acta* sont des *monumenta* au même titre que les inscriptions (3).

(1) *op. l.*, p. 609.

(2) Cf. le texte de Dion relatif à la révolte d'Antonius Saturninus contre Domitien ; Domitien fait mettre à mort un grand nombre de personnes et s'oppose à ce que les *Acta* enregistrent leurs noms, afin qu'il ne subsiste d'elles aucun souvenir : οὐδ' ἂν εἴποι τις ὅσους ἀπέκτεινεν, οὕτω γὰρ δὴ καὶ αὐτὸς ἑαυτοῦ ἐπὶ τοῦτῳ κατέγνω, ὥσθ' ἵνα μηδεμίᾳ μνήμῃ τῶν θανατουμένων ὑπολείβῃ, ἐκώλυσεν σφας ἐς τὰ ὑπομνήματα ἐσγραφῆναι, 67, 11 1 à 3

(3) C'est dans ce sens général qu'il faut interpréter le texte de LAMPRIDE, *Commode*, 11 : *ludum sæpe ingressus est, et, quotiens ingrederetur, publicis monumentis indi jussit*, et non au sens restreint de *acta*, comme le croit SCHANZ (*Römische Literatur-Geschichte*, I, II, p. 192). Commode entend que ses exploits de gladiateur soient attestés dans les *monumenta publica*, tandis qu'il se contente des *Acta Urbis* pour publier ses fredaines : *habuit præterea morem ut omnia quæ turpiter... faceret actis Urbis indi juberet, ut Marii Maximi scripta testantur*.

Ces textes, les seuls qui nous renseignent directement sur le but même de l'institution des *Acta* et le rôle de ces archives publiques, expliquent pourquoi certains documents sont tantôt versés aux *Acta*, tantôt relégués dans les archives secrètes. Ils expliquent en particulier pourquoi les *Acta senatus* ont pu originairement faire partie des *Acta diurna*, Auguste ayant sans doute, sur l'intérêt et l'honneur romains, en ce qui concerne la publication des documents officiels, d'autres idées que le consul de 59. En même temps ils permettront de comprendre les rapports des *acta* avec les *tabulæ publicæ* et les raisons de l'existence d'un corps spécial de fonctionnaires *ab Actis*.

3^o Le contenu des *Acta Diurna*

Déjà V. Le Clerc avait observé que les éléments d'information des *Acta* devaient en partie dériver des *tabulæ publicæ* (1), mais, comme il fondait sa définition des *Acta* sur le *commentarius rerum urbanarum* et même les lettres de Caelius (2), il y avait admis nécessairement des nouvelles de toute origine et même les *fabulæ* et *rumores* qui circulaient autour des Rostres. Hübner avait bien écarté le *commentarius* et les lettres de Caelius, mais il avait retenu les *acta correspondances*, et, n'ayant pas reconnu l'unité des *Acta diurna* avant la réforme d'Auguste, attribuait aux *Acta populi* les nouvelles intéressant le Sénat qui figurent dans les *Acta* de la période républicaine ; aussi aboutissait-il à la même définition que V. Le Clerc. Or, si l'on élimine ces sources sur lesquelles est fondé le *Journal de Rome*, il est manifeste : 1^o que les informations rapportées aux *Acta* ne peuvent dériver que de procès-verbaux officiels ; 2^o qu'elles dérivent de ces documents directement et non

(1) V. Le CLERC, *Des journaux chez les Romains*, p. 219.

(2) *ibid.*, p. 231.

par l'intermédiaire de recueils qui auraient donné un choix de nouvelles.

Hübner s'était borné à répartir les textes où les *Acta* sont cités expressément sous trois rubriques : politique, maison impériale, chronique de la Ville, et, dans ce dernier groupe, ne voyait que des faits divers intéressants qui figureraient dans les *Acta* à ce seul titre. Mais ces faits divers (Hübner en compte 14 (1)) n'apparaissent comme tels que parce qu'ils nous sont signalés isolément par les auteurs qui les ont détachés de rapports administratifs. Le choix du détail intéressant n'est pas le fait des prétendus rédacteurs du *Journal de Rome*, mais des écrivains qui ont puisé dans ces rapports, et le contexte, dans plusieurs cas, l'établit nettement. Ainsi, en ce qui concerne le premier groupe de nouvelles que Hübner range sous la rubrique suivante : *res prodigiosæ sive etiam prodigia proprie dicta* : 1° *adlatus est phoenix et in urbem, Claudii principis censura, anno urbis DCCC et in comitio propositus, quod actis* (2) *testatum est, sed quem falsum esse nemo dubitaret* ; 2° *in nostro aevo actis populi Romani testatum... cum animadverteretur ex causa Neronis Germanici filii in Titium Sabinum et servitia ejus, unius ex his canem nec in carcere abigi potuisse.....* Il est clair en effet que mention est faite du phénix dans les *Acta* (3) parce que l'oiseau fabuleux a été exposé *in comitio*, et que l'histoire du chien fidèle est liée à la procédure d'exécution de la sentence portée contre Titius Sabinus (4). De même l'anecdote (5) relative au fa-

(1) *op. l.* p. 618.

(2) PLINÉ, *Naturalis historia*, X, 2, 5. Cf. SOLIN, 33, 14 : (*phoenix jussu Claudii principis in comitio publicatus est*).

(3) *Ibid.*, VIII, 40, 145.

(4) Le châtimement des complices de la révolte d'Antonius Saturninus contre Domitien est également relaté dans les *Acta*, cf. DION, LXVII, 11, 1-3.

(5) PLINÉ, *Naturalis historia*, VII, 53, 186.

natisme d'un sectateur du cocher Félix qui se tue sur le bûcher de son héros, est évidemment liée à un compte-rendu d'obsèques (1). Quant aux prodiges proprement dits, il est inutile de rappeler que l'administration romaine ne s'en désintéresse pas. Restent, dans la liste de faits divers que Hubner a dressée, deux catégories de nouvelles (2) : informations insérées sur l'ordre des empereurs ou de personnages impériaux et qui semblent en effet déplacées dans des documents administratifs, informations relatives à des mariages, naissances, divorces, qui concerneraient seulement, d'après Hübner, les familles du premier rang ; nous verrons plus loin que ces nouvelles dérivent de documents régulièrement versés aux *Acta*.

Examinons d'abord les textes où, les *Acta* étant cités, les auteurs donnent des indications sur leur contenu.

1° Asconius, St., p. 40/20 : *Obsessus est etiam (Cn. Pompeius) a liberto Clodii Damione, ut ex actis ejus (anni) cognovi, in quibus XV Kal. Sept. L. Novius tr. p., collega Clodii, cum Damio adversum (L.) Flaccum praetorem appel-*

1) Sans parler des *funera publica, censoria*, cf. TACITE, *Annales*, III, 5 ; IV, 15 ; VI, 11, etc..., il est certain que les compte-rendus d'obsèques encombraient les *Acta*. C'est vraisemblablement à ces compte-rendus que Quintilien fait allusion, lorsqu'il dit : *vulgatum actis quoque saucius pectus* (IX, 3, 17), et si, en principe, il faut se défier du *commentarius* de Caelius, il n'est cependant pas douteux que les compte-rendus de funérailles qui figurent dans ce document ne dérivent des *Acta*, cf. *ad Famil.*, VIII, 11,4 (où il sont qualifiés d'*ineptiæ*.)

(2) Nous avons écarté, comme se rapportant très vraisemblablement à des *acta privata*, le texte de Sénèque : *beneficium in acta non mitto*, (*de benef.*, II, 10, 4), où Hübner voyait un fait-divers de la chronique urbaine. Ce n'est pas que certains *beneficia*, même de particuliers, n'aient pu être notés dans les *acta publica*, mais rien n'indique dans le contexte une distribution publique de vivres ou d'argent, et d'autre part — nous le montrerons plus loin — l'usage des auteurs est de dire *acta publica* toutes les fois qu'il peut y avoir équivoque.

laret tribunos et tribuni de appellatione cognoscerent, ita sententiam dixit : Et hoc apparitore P. Clodii vulneratus sum, et hominibus armatis, praesidiis dispositis a re p. remotus Cn. Pompeius obsessus (que) est : cum appeller, non utar ejus exemplo quem vitupero et judicium tollam, et reliqua de intercessione.

Il s'agit d'une délibération des tribuns de la plèbe, au sujet d'un recours d'un certain Damio contre un prêteur. Asconius qui se propose seulement d'expliquer un trait de Cicéron dans la *Milonienne* : *haec (sica quam Clodius a Catilina acceperat) insidiata Pompeio est*, cite les propres paroles du tribun L. Novius, mais arrête la citation après les premiers mots de la formule de l'*intercessio* : *et judicium tollam*. La source qu'il utilise était donc un procès-verbal de la délibération des tribuns, puisque les *sententiæ* y étaient enregistrées intégralement, et il est clair que s'il écourte sa citation parce que la formule de l'*intercessio* était bien connue, il n'y avait aucune raison pour qu'elle fût reproduite intégralement dans un document autre qu'administratif et tel qu'on suppose le *Journal de Rome*.

2^o *ibid.*, p. 38/22 :

Quid sit dividere sententiam, ut enarrandum sit, vestra aetas, filii, facit.

Cum aliquis in dicenda sententia duas pluresve res complectitur, si non omnes eæ probantur, postulatur dividatur, id est de singulis rebus referatur. Forsitan nunc hoc quoque velitis scire, qui fuerit qui id postulaverit. Quod non fere adicitur : non enim ei qui hoc postulat oratione longa utendum ac ne consurgendum quidem utique est ; multi enim sedentes hoc unum verbum pronuntiant Divide : quod cum auditum est, liberum ei qui facit relationem dividere. Sed ego, ut curiosius ætati vestræ satisfaciam, Acta etiam totius illius temporis persecutus sum ; in quibus cognovi pridie Kal. Mart. S. C. esse factum : P. Clodii cædem et incendium curiæ

et oppugnationem aedium M. Lepidi contra rem p. factam ; ultra relatum in Actis illo die nihil ; postero die, id est Kal. Mart., (T) Munatium in contione exposuisse populo quæ pridie acta erant in senatu : in qua contione hæc dixit ad verbum : (Quod) Q. Hortensius dixisset ut extra ordinem quæreretur apud quæsitorem : æstimare futurum ut, cum pusillum edissent dulcedinis, largiter acerbitalis devorarent : adversus hominem ingeniosum nostro ingenio usi sumus : invenimus Fufium qui diceret « Divide » ; reliquæ parti sententiæ ego et Sallustius intercessimus. Haec contio, ut puto, explicat et quid senatus decernere voluerit et quis divisionem postulaverit et quis intercesserit et cur.

Asconius cite les termes mêmes du tribun Munatius parce qu'ils élucident une série de questions sur lesquelles les *acta* de la veille, où il s'attendait à trouver un renseignement, étaient muets. Il désirait savoir qui avait fait échouer l'initiative du sénat à laquelle Cicéron fait allusion dans la *Milonienne*: *Quodsi per furiosum illum tr. pl. senatui quod sentiebat perficere licuisset, novam quæstionem nullam haberemus. Decernebat enim ut veteribus legibus, tantummodo extra ordinem, quæreretur. Divisa sententia est postulante nescio quo. Sic reliqua auctoritas senatus emptâ intercessione sublata est.* Or le scholiaste n'a pas trouvé trace de cette délibération du sénat à la date du jour où elle avait eu lieu, et, après avoir rapporté un sénatus-consulte du même jour, observe : *ultra relatum in actis illo die nihil.* C'est indirectement, par une *contio* du tribun Munatius relatée dans les *acta* du lendemain, qu'il trouve le renseignement qu'il cherchait, à savoir le nom du sénateur qui, en proposant la division, a fait échouer le projet de la majorité, et non seulement cette information, mais toutes celles qu'il rapporte sur la délibération du sénat relative à la procédure de l'affaire Milon.

Nous avons vu que Hübner envisageait dans les *acta*

cités par Asconius des *acta populi*, distincts des *acta senatus* dont ils auraient rapporté des extraits, et Hirschfeld voit ici la preuve (1) que les *acta* de l'époque républicaine étaient extrêmement succincts. Mais la phrase : *ultra relatum in Actis illo die nihil*, n'autorise ni la première ni la seconde de ces thèses, car Asconius veut dire : « le passage de Cicéron que je commente fait allusion à une discussion postérieure à celle qui aboutit au sénatus-consulte dont je viens de donner la substance ; or, de cette discussion postérieure et qui cependant a eu lieu le même jour, je ne trouve pas trace dans les Acta : *ultra relatum illo die nihil* ». L'objet de cette seconde discussion ne se confond pas avec celui de la première, laquelle avait abouti au sénatus-consulte cité plus haut ; il s'agit exclusivement de la procédure suivant laquelle les affaires liées aux événements de la voie Appienne devront être débattues. La proposition d'Hortensius comprenait deux parties : 1^o *ut extra ordinem quæreretur* ; 2^o *apud quæsitorem*. C'est alors qu'intervient la manœuvre des tribuns hostiles à Milon. Fufius demande la division et les tribuns opposent leur veto à la 2^e partie, qui aurait dû, dans la pensée du sénat, éviter à Milon les rigueurs d'une procédure exceptionnelle.

Comment se fait-il que de cette seconde délibération il n'y ait eu nulle trace dans les *Acta* ? Ni la thèse de Hübner ni celle de Hirschfeld ne sauraient en rendre compte, car manifestement la question traitée avait une importance plus considérable que celle qui avait d'abord occupé le sénat. Aussi n'est-ce pas l'hypothèse d'un choix dans l'information des *Acta* qui résout la difficulté, c'est la pratique suivie dans l'établissement des procès-verbaux de séances du sénat. En effet, lorsqu'il y a eu *intercessio*, le sénat peut bien décider que du moins la *senatus auctoritas* soit enre-

(1) *op. l.*, p. 932 et la note.

gistrée (1), et de nombreux exemples attestent ce point ; ainsi, dans un cas tout à fait analogue que signale Cicéron (2) : *de his rebus pridie, quam haec scripsi, senatus auctoritas gravissima intercessit, cui quom Cato et Caninius intercessissent, tamen est perscripta ; eam ad te missam esse arbitror*. Mais ici le sénat ou du moins la majorité n'avaient aucune bonne raison d'ordonner l'enregistrement d'une *auctoritas* qui aurait témoigné seulement de l'adresse avec laquelle les tribuns s'étaient joués de lui.

La phrase *ultra relatum in actis illo die nihil* n'implique donc ni le choix ni la brièveté sommaire qui, d'autre part, sont absolument exclus par les indications que donne le scholiaste sur le contenu du document qu'il utilise. Asconius remarque que, si les noms des sénateurs qui ont demandé la division ne sont généralement pas consignés dans les *acta*, c'est parce que, dit-il, ces sénateurs n'ont pas à développer une motion et le plus souvent se contentent de prononcer, sans se lever, la formule officielle : *divide*. Les *sententiæ* étaient donc enregistrées dans les *Acta*, et les explications du scholiaste supposent que ce document ne donne pas un choix variable d'informations, mais est constitué de procès-verbaux rédigés suivant des règles traditionnelles.

3^o Tacite, *Annales*, III, 3.

Matrem Antoniam non apud auctores rerum, non diurna Actorum scriptura reperio ullo insigni officio functam (in funere Germanici) cum, super Agrippinam et Drusum et Claudium, ceteri quoque consanguinei nominatim perscripti sint : seu valetudine præpediebatur, seu victus luctu animus magnitudinem mali perferre visu non toleravit. Fa-

(1) *ad Famil.*, VIII, 8, 6 : *si quis huic s. c. intercesserit, senatui placere auctoritatem perscribi ; ibid.*, 7 et 8.

(2) *ad Famil.*, I, 2, 4.

cilius crediderim Tiberio et Augustæ, qui domo non excedant, cohibitam, ut par maeror, et matris exemplo avia quoque et patruus attineri viderentur.

Tacite observe que, dans la relation des funérailles de Germanicus, les noms de tous les proches parents ont été enregistrés (*perscripti*) et, s'étonnant de n'y pas relever celui de la propre mère du défunt, envisage diverses hypothèses. Mais il ne songe pas à contester l'autorité des *acta* et les considère comme un document tel que la rédaction n'en peut comporter aucune omission.

Bien d'autres textes établissent ce point que les documents versés aux *Acta* y sont reproduits in-extenso.

Dans le passage que nous citions plus haut, où Tacite remarque que les *Diurna Urbis Acta* n'ont aucun intérêt pour l'histoire générale, il est question du rapport d'un édile où sont énumérés tous les détails techniques de la construction d'un amphithéâtre : (*laudata*) *fundamenta et trabes*. Hübner, que ce texte embarrassait, suppose qu'il s'agit d'une description ; mais une description qui s'adresserait à qui ? aux contemporains pour les renseigner sur ce qu'ils voyaient de leurs yeux ? Il est d'ailleurs évident que, dans l'hypothèse du *Journal de Rome*, les dires de Tacite sur l'intérêt des *Acta urbis diurna* pour l'historien ne s'expliquent pas ; comment admettre en effet qu'un *Journal de Rome* eût été dénué de tout intérêt pour un historien conscient de sa tâche ? Au contraire, le jugement de Tacite sur les *Acta*, tels que nous les avons définis, s'explique, et parce que ces documents, à une époque où le peuple a perdu tout pouvoir, ont perdu aussi tout intérêt politique, et parce que les *diurna Urbis acta* dont il est question ne sont — nous le montrerons plus loin — qu'une partie des *acta*, consacrée à l'administration urbaine.

De même les interdictions faites par les empereurs de nommer telle ou telle personne dans certaines pièces

versées aux *Acta* attestent que normalement ces pièces sont reproduites in-extenso. Domitien s'oppose à ce que les noms des complices de la révolte d'Antonius Saturninus, mis à mort sans jugement, soient mentionnés dans les *Acta* (1) ; Tibère ne veut pas qu'on y fasse figurer le nom d'un architecte qui avait accompli un tour de force en restaurant un portique qui penchait (2). Or, manifestement, les *Acta* n'ont point publié ces interdictions, comme l'imaginent les partisans du *Journal de Rome*, — c'eût été d'ailleurs le moyen sûr d'ébruiter ce qu'on voulait cacher — mais les contemporains ou les historiens qui ont utilisé les *Acta* ont conclu du silence de documents officiels, rédigés suivant des règles traditionnelles, à l'intervention des empereurs.

Ce sont les informations relatives à l'état-civil qui ont le plus embarrassé les partisans du *Journal de Rome*. Hübner se refuse à admettre que ce journal ait pu enregistrer toutes les naissances, tous les divorces, tous les décès et réserve la publicité des *Acta* aux familles du premier rang (3). Mais à supposer que les intéressés aient pris leurs dispositions pour que leur paternité fût publiée dans les *Acta* (4) — ainsi s'exprime Hübner par un euphémisme qui dissimule mal un tarif d'insertions — on ne voit pas bien, ni pourquoi tant de divorces eussent été signalés à l'attention publique, ni comment la haute société eût suffi à justifier le mot de Sénèque (5) : *nulla sine divortio acta sunt*. Il résulte d'ailleurs de l'examen des textes que les informations concernant l'état-civil étaient versées régulièrement aux *Acta*.

(1) DION, LXVII, 11, 1-3.

(2) *Ibid.*, LVII, 21, 5-6.

(3) *op. l.*, p. 606.

(4) *Ibid.*, p. 611.

(5) SÉNÈQUE, *De Beneficiis*, III, 16, 12.

Deux textes surtout gênaient la thèse du *Journal de Rome* :

1^o Juvénal, IX, 84 (il s'agit d'un mari trompé qui se réjouit de la naissance d'un fils) :

*Tollis enim et libris actorum spargere gaudes
argumenta viri,*

à propos de quoi le scholiaste observe : *propter professionem scilicet qua apud ærarium patres natorum deferebantur filiorum* (1).

2^o Capitolin (*Hist. Auguste*), *Gordiani tres*, 4 : *jam illud satis constat, quod (Gordianus) filium, Gordianum nomine, Antonini signo inlustraverit, cum apud præfectum ærarii more Romano professus filium publicis actis ejus nomen insereret.*

L'argumentation de Hübner, pour établir que, dans ces textes, c'est bien d'*acta*, et non de *tabulæ publicæ* qu'il s'agit, est parfaitement juste : les *libri actorum* de Juvénal ne sauraient être les *tabulæ publicæ apud præfectum ærarii conservatæ*, parce que ces documents — le contexte l'exige — devaient être publiés ; de même *acta publica* ne peut désigner des *tabulæ publicæ*, comme le soutenaient la plupart des érudits, sans autre preuve que le texte même de Capitolin (2). Mais si Hübner a raison de revendiquer ces

(1) Hübner propose de lire : *Qua apud aerarium patres nomina deferebant filiorum.*

(2) Renssen rapprochait aussi ce texte de cet autre du même auteur : *inter hæc liberales causas ita munivit ut primus juberet apud præfectos aerarii Saturni unumquemque civium natos liberos profiteri intra tricensimum diem nomine imposito* ; *M. Antonius philosophus*, 9 ; Renssen, *op. l.*, p. 1 — LÉCRIVAIN, *Etudes sur l'Histoire Auguste*, Paris, 1904, p. 284, croit que le même passage a suggéré à Capitolin, qui n'a certainement pas consulté les *Acta*, puisqu'il donne à tort à Gordien le surnom d'*Antoninus*, la référence qu'il apporte sur ce point. Mais, si Capitolin a l'imagination

textes pour les *Acta*, la thèse du *Journal de Rome* l'amène à contester les dires du scholiaste et à interpréter arbitrairement le texte de Capitolin, dans lequel il faudrait distinguer deux parties relatives : 1^o à la déclaration du père au préfet du trésor ; 2^o à l'insertion du nom de l'enfant dans les *Acta publica*. Mais il est clair que Capitolin ne songe pas à deux actes indépendants l'un de l'autre, et entend que, si les *Acta publica* enregistrent le nom du nouveau-né, c'est précisément parce que la déclaration légale a été faite ; tel est aussi le sens de la remarque du scholiaste. Comment d'ailleurs Suétone pourrait-il qualifier d'*instrumentum publicum* le document — qu'il appelle aussi *acta* et *acta publica* — auquel il demande la date de naissance de Tibère, né sous la République, en 42, si ce document ne contenait que des insertions tarifées ? Evidemment les *tabulæ publicæ* relatives à l'état-civil ont fait partie des documents dont la publication était prévue par la loi, et c'est précisément pourquoi l'on rencontre couramment, en ce qui concerne l'état-civil, *acta* ou *acta publica*, là où l'on attendrait *tabulæ publicæ*, non point qu'il y ait confusion entre ces deux catégories de documents, mais parce que, en fait, c'est par les *acta* que les *tabulæ publicæ* subsistent en tant qu'archives ou sont portées à la connaissance du public. Ce sont les *Acta* qui ont procuré à Suétone les dates de naissance de Tibère et de Caligula, et lorsque les *Acta* sont mentionnés en tant que documents contemporains, c'est toujours parce que les auteurs font allusion à la publicité donnée aux informations relatives à l'état-civil. Dans le texte de Juvénal cité plus

aussi fertile que peu scrupuleuse, il ne s'ensuit pas qu'il ait confondu *Acta publica* et *tabulæ publicæ*, et il est clair qu'ici il veut faire accroire que son information dérive des *Acta publica*. Il connaissait d'ailleurs ces documents, puisqu'il a utilisé indirectement (cf. Lécivain, *op. l.*, p. 99) les *Acta Urbis*.

haut de même que dans cet autre passage des *Satires* (1) :

*Liceat modo vivere, fient,
fient ista palam, cupient et in acta referri*

(il s'agit d'un mariage contre nature) l'emploi de *Acta* et surtout de *libri actorum* répond à une intention du poète et fait ressortir, par l'idée de publicité que suggère le mot *acta*, l'insolence d'un personnage dépravé et l'inconscience d'un mari trompé. De même lorsque Sénèque (2) écrit : *tam diu istuc (divortium) timebatur quam diu rarum erat ; quia vero nulla sine divortio acta sunt, quod saepe audiebant facere didicerunt*, il est naturel qu'il dise *acta* et non *tabulæ publicæ*, non point qu'il songe proprement à un journal (*quod saepe audiebant*), mais parce qu'il voit dans la publicité (*quia nulla sine divortio acta sunt* implique l'idée de *diurna*) donnée aux divorces la cause de leur inquiétante progression. Ainsi encore Quintilien écrit : *vulgatum actis quoque saucius pectus* (3), parce qu'il entend dire que les textes officiels même contribuent à vulgariser un hellénisme. Quant au texte de Suétone (4) : *quibusdam (feminis) absentium maritorum nomine, repudium ipse (Caligula) misit, jussitque in acta ita referri*, il convient de le rapporter, non pas à l'état-civil — car Suétone ne veut pas dire que Caligula ait ordonné l'enregistrement des divorces, cette indication étant superflue après ce qui précède (*repudium ipse misit*) — mais au service du cabinet impérial dont nous allons parler ; c'est en effet sa décision même que Caligula fait enregistrer dans les *Acta*.

Un grand nombre de textes sont relatifs à des communiqués des empereurs ou de personnages impériaux : Ti-

(1) JUVÉNAL, II, 135.

(2) *De beneficiis*, III, 16, 12.

(3) QUINTILIEN, IX, 3, 17.

(4) SUÉTONE, *Caligula*, 36.

bère (1) se sert des *Acta* pour publier de faux bruits, Agrippine (2) et Livie (3) pour faire part de visites qu'elles reçoivent..... Sans doute ces informations relèvent de la vie privée autant que de la politique, et, d'autre part, il est évident que les *Acta* sont utilisés ainsi pour agir sur l'opinion : mais il ne s'ensuit pas que les *Acta* aient été un journal. Il suffisait en effet que les communiqués de la maison impériale soient versés aux *Acta publica*, pour que la curiosité s'en emparât, et les textes même dont il est question excluent l'hypothèse du *Journal de Rome*. Si l'on admet avec Hübner qu'il était loisible aux particuliers de faire insérer dans les *Acta* des nouvelles privées, comment expliquer que les historiens voient dans le fait que Livie et Agrippine communiquaient aux *Acta* des informations sur les visites qu'elles recevaient un empiétement sur le pouvoir impérial ; si Tibère passe pour fou, précisément parce qu'il a rendu publics de simples soupçons, n'est-ce pas parce que les *Acta* n'accueillaient ni *fabulæ* ni *rumores* ? On ne saurait donc tirer argument de l'usage qu'ont fait des *Acta* certains personnages impériaux pour prêter à ce document le caractère d'un journal d'information ? Hübner l'admet d'ailleurs implicitement, puisqu'il rattache la plupart de ces nouvelles à la chronique politique, au titre de la maison impériale (4). Mais nous pouvons aller plus loin et établir que, si les *Acta* recueillent les communiqués impériaux, c'est par la voie normale et sans qu'il y ait lieu de supposer que les empereurs aient donné chaque fois un ordre d'insertion. En effet Suétone parle de *commentarii diurni* (5), où l'on avait vu à tort une espèce de

(1) DION, LVII, 23, 2.

(2) *Ibid.*, LX, 33, 1.

(3) *Ibid.*, LVII, 12, 2.

(4) *op. l.*, p. 618.

(5) SUÉTONE, *Auguste*, 64.

journal privé, les *Ephémérides du Palais* : *Filiam... ita instituit (Augustus) ut... vetaret loqui aut agere quicquam nisi propalam et quod in diurnos commentarios referretur*. Wilcken (1) et Hirschfeld (2) ont reconnu que *propalam* ne pouvait s'appliquer qu'à un document destiné à être rendu public et qui serait les *Acta* ; mais il s'agit plutôt, étant donné que Suétone dit ailleurs *acta, acta publica, diurna*, et, d'autre part, que les *acta* ne peuvent être constitués que des compte-rendus administratifs appelés *tabulæ publicæ* et plus souvent *commentarii* à l'époque impériale, d'un compte-rendu journalier qui est communiqué aux *Acta*. Ainsi s'explique comment les visites reçues par Agrippine et Livie sont *régulièrement* consignées dans les *Acta*, comment l'empereur Commode tient *régulièrement* l'opinion au courant de ses fantaisies absurdes ou cruelles (3). On comprend en même temps comment ces communiqués, dont Wilcken suppose qu'il faut chercher le modèle chez les monarques grecs (4), ont pris le caractère de journaux de cour, et comment les *Acta* ont pu accueillir, mais seulement en ce qui concerne la maison impériale, des informations d'ordre privé.

Il est certain qu'il y a, dans la diversité des titres des *Acta*, une part à faire au caprice des auteurs, bien plutôt qu'à un usage variable avec les époques. Ainsi le qualificatif *publica* est généralement employé, lorsqu'on veut faire ressortir le caractère officiel des *Acta* (5) ou les opposer

(1) *Philologus* 53, 1894, p. 116.

(2) *op. l.*, p. 931, note 2.

(3) LÉCRIVAIN, *op. l.*, p. 148, fait dériver, par différents intermédiaires, la nouvelle que Commode aurait eu l'habitude de faire inscrire aux *Acta Urbis* toutes ses vilenies, de Marius Maximus qui aurait consulté les *Acta* ; LAMPRIDE (*Histoire Auguste*), *Commode*, 15, 3-5.

(4) WILCKEN, p. 116-117.

(5) PLINE, *Panegyrique*, 75 ; SUÉTONE, *Tibère*, 5 ; SOLIN, I, 29.

aux *acta senatus* (1) ou encore attirer l'attention sur la publicité donnée à un fait qui aurait dû demeurer caché (2). Quant à l'épithète *diurna*, elle apparaît en combinaison avec *acta populi, urbis acta*, dans la périphrase *diurna actorum scriptura*, chez Tacite, et il est évident qu'elle répond chaque fois à l'idée que les *Acta* relatent les faits avec une précision minutieuse (*diurna* opposé à *Annales*, dans la phrase : *cum ex dignitate populi Romani repertum sit res illustres annalibus, talia diurnis Urbis actis mandare*, *Annales*, XIII, 31 ; *diurna* répondant à une intention malveillante de l'accusateur de Thræsea dans la phrase : *diurna populi Romani per provincias, per exercitus curatius leguntur, ut noscatur quid Thræsea non fecerit*, *Annales* XVI, 22 ; *diurna* appelé par la remarque : *cum ceteri consanguinei nominatim perscripti sint*, dans la phrase : *matrem (Germanici) Antoniam..... non diurna Actorum scriptura reperio ullo insigni officio functam* — la tournure *diurna actorum scriptura*, pour *diurnorum actorum scriptura* rendant d'ailleurs plus sensible l'intention de l'historien (3) — (*Annales*, III, 3). D'autre part, nous avons vu plus haut

(1) PLINÉ, *Lettres*, V, 13, 8 ; VII, 33, 3 ; TACITE, *Annales*, XII, 24 : *Mox pro fortuna pomerium auctum. Et quos tum Claudius terminos posuerit, facile cognitu et publicis actis perscriptum*.

(2) DION, LVII, 23, 2, écrit τὰ κοινὰ ὑπομνήματα, pour souligner l'étrangeté de la conduite de Tibère, qui livre au public des conversations secrètes.

(3) L'emploi de *diurnum* dans Juvénal, VI, 482 : *longi relegit (matrona) transversa diurni*, est également provoqué par l'idée que la dame qui lit ce document est fort curieuse. On observera que l'épithète *longi* ne s'expliquerait pas dans la thèse du *Journal de Rome* ; au contraire, étant donné que les dimensions des *Acta* sont considérables, en sorte que les particuliers qui en prennent des copies doivent nécessairement se borner à un choix (cf. *ad Famil.*, VIII, 11, 4 : *denique malo in hanc partem errare, ut, quæ non desideres, audias, quam quicquam, quod opus est, prætermittatur*), *longi* donne un sens pleinement satisfaisant.

que *diurna*, dans Suétone (*César*, 20, *Claude*, 41), caractérise les *Acta* en les distinguant de tous autres documents, de même que *cottidianum*, dans l'inscription de Céré, caractérise un *commentarium* dont c'est la particularité d'être rédigé jour par jour. Cependant *Acta* employé seul est à beaucoup près la dénomination la plus usitée (1), sans doute parce qu'il n'y a guère risque de confusion, et bien qu'on ne le rencontre plus à la basse époque, apparemment parce que le terme *acta* est alors usuel pour désigner les procès-verbaux judiciaires.

Mais si la diversité des dénominations correspond le plus souvent à telle ou telle intention des écrivains, il n'en est pas toujours ainsi ; nous avons déjà vu que la seule épithète accolée aux *acta-lettres* est *urbana* ; de même *acta populi* et *acta Urbis* ne s'emploient pas indifféremment.

Tandis que, à l'époque républicaine, on ne rencontre pas d'autres titres que *diurna*, *acta populi*, *acta publica*, une autre dénomination apparaît, à l'époque impériale, celle de *Acta Urbis*. Hübner veut que ce soit le véritable nom du *Journal de Rome* et s'étonne de le trouver si rarement (2). Mais il est clair que l'usage de la langue, à l'époque républicaine, n'admet pas cet emploi, et c'est seulement lorsque la Ville fut constituée en circonscription administrative distincte, avec un *præfectus*, que l'on a pu parler d'*Acta Urbis*. Si l'on trouve aussi *acta urbana* avant cette date, il s'agit uniquement d'*acta-correspondances*, et *urbana* répond à l'idée que les nouvelles viennent de la capitale. Il n'est d'ailleurs pas douteux que *Acta Urbis*, à l'époque impériale, ne pourrait se dire de simples extraits, mais désignerait des copies in-extenso, et c'est bien pourquoi,

(1) Elle est la seule dans les *Scholies* d'Asconius qui mentionne les *Acta* cinq fois et dans les *indices auctorum* de Pline l'Ancien.

(2) HÜBNER, p. 620.

tandis que Pline se fait adresser dans sa villégiature des *acta urbana* (1), Pétrone qualifie de *Acta Urbis* le document auquel il compare le volumineux rapport soumis à Trimalcion par son *actuarius* (2). D'autre part, s'il subsiste trop peu de textes (3) où *Acta* soit employé en combinaison avec *populi* ou *Urbis* pour qu'on puisse fonder sur eux la distinction des *Acta populi* et des *Acta Urbis*, on ne peut douter que les titres de *procurator ab Actis Urbis*, *optio ab Actis Urbi* (4) ne qualifient des fonctionnaires distincts

(1) PLINE le jeune, *Lettres*, IX, 15, 3.

(2) *Satyricon*, 53.

(3) On observera cependant que dans ceux de ces textes où les informations intéressent le peuple et la ville, le contenu répond chaque fois à la différence des dénominations : les *diurna Urbis acta*, dans TACITE, (*Annales* XIII, 31), ont trait à la construction d'un théâtre, les *Acta Urbis* de PÉTRONE (*Satyricon*, 53), à l'administration urbaine comparée à celle d'un grand domaine, tandis que, dans les *δήμους ἐπομνήματα* de DION (LVII, 12, 2), il est question de visites officielles du sénat et du peuple, dans les *Acta populi romani* de PLINE l'Ancien (VIII, 40, 145), de la procédure d'exécution d'une sentence capitale, dans les *Diurna populi Romani* de TACITE (*Annales*, XVI, 22), des prières publiques dites pour le salut du prince.

Dans l'*Histoire Auguste* — dont les extraits des *acta senatus* sont généralement suspects, cf. LÉCRIVAIN, *Etudes sur l'Histoire Auguste*, p. 99, Paris 1904 — c'est d'après les *acta Urbis* que LAMPRIDE (*Alexandre-Sévère*, 6-12) cite un long passage de ces *acta* qui serait authentique. Le fait que PLINE (*Panég.*, 75) emploie *acta publica*, pour désigner le document officiel où a été publiée la délibération du sénat, ne prouve rien contre cette authenticité, car *acta publica* pouvait se dire aussi bien des *acta Urbis* que des *acta populi*. De même LAMPRIDE (*Commode*, 15) rapporte aux *acta Urbis* les communiqués de Commode sur sa vie privée, tandis que Dion (LVII, 23, 2), en ce qui concerne un communiqué analogue de Tibère, dit τὰ κοινὰ ἐπομνήματα. Il semble donc que ce soit par les *acta Urbis* que le public ait été informé des délibérations du sénat et de la vie privée du prince, mais l'usage a pu varier sur ce point et nous disposons de trop peu de textes pour qu'il soit permis de se prononcer.

(4) C. I. L., 8, 11813 ; 8, 4874.

parmi les *ab Actis*, et il est clair qu'il ne s'agit pas de rédacteurs de journaux. Hirschfeld se demande (1) ce que vient faire le sous-officier qui s'intitule *optio ab Actis Urbi* dans l'administration de ce journal, mais il serait tout aussi étrange que le *procurator ab Actis Urbis*, fonctionnaire de l'ordre équestre et qui est au début de sa carrière, ait eu la lourde responsabilité d'un *Journal de Rome*. Il ne peut s'agir que du chef de service d'une section des *Acta publica*, celle des *Acta Urbis*. Si, comme il ressort de nombreux textes cités plus haut, les *Acta publica* ne sont pas constitués de tous les procès-verbaux officiels, mais de certains de ces documents auxquels s'ajoutent des communiqués soit du sénat, soit du prince, il s'ensuit que les fonctionnaires qualifiés de *ab Actis* ne sont pas attachés directement à la personne des magistrats, mais forment un corps spécial, chargé d'enregistrer, de conserver et de publier les documents versés aux archives publiques. Sans doute la parodie bien connue de Pétrone (2), précisément parce qu'elle est une parodie, ne peut fournir une base d'étude certaine pour la détermination du contenu des *Acta* ; elle permet du moins de se faire une idée précise des rapports des secrétaires des magistrats avec les fonctionnaires *ab Actis*. Il est clair en effet que l'*actuaris* de Trimalcion n'a pas rédigé lui-même les pièces dont il donne lecture à son maître et qui lui parviennent journallement de tous les points d'un domaine immense, mais les divers scribes attachés aux architectes, aux intendants, etc..., lui ont adressé des copies qu'il a enregistrées dans le compte-rendu dont les dimensions imposantes terrifient les convives de

(1) *op. l.*, p. 944-945. Nous n'insisterons pas sur les difficultés que soulève la thèse du *Journal de Rome*, dans l'interprétation des inscriptions relatives aux fonctionnaires *ab actis* ; nous nous bornerons à renvoyer à Hirschfeld, *ibid.*, et à Hübner, p. 621.

(2) *Satyricon*, 53.

son maître. Les fonctionnaires *ab Actis* constituent donc un corps spécial. D'autre part on ne saurait, étant donné que *Acta* se dit absolument des seuls *acta publica*, voir dans les *ab actis* signalés par les inscriptions des employés du secrétariat impérial (1). Par suite la mention *ab actis Urbis* s'applique à des fonctionnaires spécialement chargés d'une section des *Acta publica*, de même que, dans les archives grecques de l'époque romaine, on distingue différentes sections.

(1) Tandis que Mommsen considérait (C. I. L., 8, 11183) les fonctionnaires *ab actis* comme des journalistes, Hirschfeld y voit des employés du cabinet de l'empereur, chargés d'enregistrer et de conserver les *acta imperatoris* ; mais la raison qu'il allègue, à savoir que *ab actis* n'est pas accompagné de la mention *Urbis* ou *Urbi*, est fondée sur l'erreur accréditée que *acta Urbis* serait le véritable titre du *Journal de Rome*.

CONCLUSIONS

1^o *Les Acta Diurna sont des archives publiques*

Les *Acta* institués par César ne sont donc pas autre chose que des archives accessibles au public et analogues au *commentarium cottidianum* du municipe de Céré comme aux archives publiques grecques de l'époque romaine. On voudra bien se reporter sur ce dernier point au travail de Wilcken, dont les conclusions, sur le service des archives de Omboi, coïncident avec celles qui se dégagent de notre étude des *Acta* (1). Cet érudit avait bien remarqué l'analogie de ces archives avec le *commentarium cottidianum* de Céré, mais la confusion des *Acta correspondances* avec les *Acta archives* qui a obscurci jusqu'ici le problème des *Acta* ne lui permettait pas d'étendre ses conclusions aux *Acta publica* ou *diurna* de Rome. Nous nous bornerons à noter quelques rapprochements, n'ayant pas la prétention d'épuiser dans cette brève étude la question des *Acta*, dont nous voulons seulement déterminer le rôle possible dans les sources d'Asconius :

1^o La δημόσια βιβλιοθήκη. de Omboi est constituée de *commentarii*, ὑπομνηματισμοί, ὑπομνήματα, rédigés au jour le jour par les scribes des magistrats (2) ;

(1) U. WILCKEN, *Philologus* 53, 1894, p. 80-126.

(2) WILCKEN, p. 102.

2^o elle est administrée par des fonctionnaires spéciaux dont le rôle est de tout point semblable à celui des *ab actis* (1) ;

(3) le contenu des nombreux procès-verbaux judiciaires qui figurent dans les archives de Omboi est identique — nous aurons à revenir sur ce point — à celui des *tabulæ publicæ* de l'époque républicaine ;

4^o la formule officielle suivante figure sur les pièces d'archives : ὑπ(ὲρ) προθ(έσεως) εἰς δημόσια κατεχώρισα, que Wilcken (2) explique par : j'ai, en vue de la publication, enregistré (cette pièce) dans les archives publiques. Le scribe qui a écrit cette rubrique est un assistant du βιβλιοφύλαξ ou archiviste en chef de la δημόσια βιβλιοθήκη.

5^o Le texte de l'inscription de Céré, C. I. L., XI, 3614, extrait du *commentarium cottidianum*, reproduit le compte-rendu d'une délibération des autorités municipales ; des pièces annexes au procès-verbal de cette délibération (lettre au *curator* du municpe, réponse du *curator*) sont également reproduites in-extenso. Manifestement le *commentarium* (les dates de l'année et du jour sont mentionnées) est le pendant des *Acta diurna* et constitue, avec les inscriptions, les *monumenta publica* du municpe.

Tandis que jusqu'ici on voyait dans le texte de Suétone : 1^o des *Acta senatus*, 2^o un *Journal de la Ville*, interprétation bizarre qui envisageait dans l'institution de César deux éléments de nature diverse, les *Acta senatus* étant nécessairement des procès-verbaux officiels, les *Acta populi* un recueil de nouvelles, ces deux documents sont de nature

(1) Nous avons vu plus haut que la fonction des *ab actis* était de transcrire dans les *Acta* certaines pièces officielles ; or Wilcken remarque, p. 103, note 1, que ὑπομνηματίζεσθαι signifie, non pas classer l'original dans les *Acta*, mais transcrire l'original dans les *Acta*.

(2) WILCKEN, p. 99.

analogue. Groupés d'abord — ce qui explique pourquoi il n'est pas question d'*acta senatus* distincts avant la réforme d'Auguste — et mis également à la disposition du public, ils ont permis à des particuliers d'établir des sortes de journaux. A partir d'Auguste, les *acta diurna* perdent un des deux éléments qui les composaient à l'origine, les *acta senatus*, et continuent, seulement en ce qui concerne le peuple, d'une part à être accessibles au public, d'autre part à fournir de copie officielle les *acta* ou *acta urbana* qui circulent à Rome et dans les provinces. En tant qu'ils jouent ainsi indirectement le rôle de journaux, ils relèvent de l'initiative privée, en tant qu'ils sont des archives, ils relèvent des pouvoirs publics, et c'est la confusion de ce double rôle qui a jusqu'ici accumulé tant d'obscurité dans le problème des *Acta*.

Il nous reste à appliquer les conclusions auxquelles nous a conduit cette étude à nos recherches sur les sources d'Asconius. On voit pourquoi le scholiaste appelle uniformément *Acta* les documents auxquels il demande ses informations aussi bien sur le sénat que sur le peuple. En ce qui concerne particulièrement les choses judiciaires, nous avons le droit de définir le contenu des *Acta* d'après ce que nous savons du contenu des procès-verbaux rédigés par les magistrats chargés des *quæstiones perpetuæ* ; en effet il ressort de notre étude que les pièces versées aux *Acta* l'étaient in-extenso et sans qu'il y ait lieu d'admettre une adaptation sous quelque forme que ce soit ; et, d'autre part, il est certain que parmi les pièces ainsi recueillies figuraient les procès-verbaux des *judicia publica*.

2^o *Le contenu des procès-verbaux judiciaires versés aux Acta.*

Les informations intéressant le contenu des *Acta* en matière judiciaire criminelle que les témoignages rap-

portent à cette source sont très peu nombreuses. L'une a trait, dans Asconius (1), aux poursuites intentées à Scaurus en 54 ; *ipse* (Scaurus)..... *querentibus de eo Sardis a P. Valerio Triario..... postulatus apud M. Catonem, prætorem repetundarum, ut in Actis scriptum est, pridie Non. Quint.* Ainsi les *Acta* mentionnaient la date de la *postulatio*, les noms de l'accusateur, de l'accusé, du président du tribunal et la nature du procès. Un passage de Pline l'Ancien (2) tendrait à établir que toute cause susceptible d'interrompre le débat devait être mentionnée par le président de la *quaestio* : *eodem* (Milone) *causam dicente lateribus coctis pluisse in acta ejus anni relatum est* ; mais il n'est pas certain que la relation de cet incident ait figuré dans la partie des *Acta* consacrée au procès de Milon, et le prodige que rapporte Pline peut avoir été mentionné sous une autre rubrique, le *eodem causam dicente* étant une simple indication chronologique.

A l'époque impériale, par suite de la réforme judiciaire d'Auguste qui attribua au sénat l'héritage des *quæstiones perpetuæ*, c'est-à-dire toutes les grandes affaires, les fragments des *Acta publica* qui nous sont parvenus sont muets sur les procès criminels ; il n'y est plus question de débats judiciaires, mais uniquement de la procédure d'exécution de la sentence (3). Par contre il n'est pas douteux que, du contenu des *Acta senatus*, on ne puisse conclure à celui des *Acta publica*, en ce qui concerne les affaires qui ont été du ressort des *quæstiones perpetuæ* avant de l'être de celui du sénat : ainsi les témoignages de Suétone (4), qui rapporte aux *acta senatus* des informations sur l'interrogatoire des

(1) *St.*, p. 22/15.

(2) *Naturalis historia*, II, 56, 147.

(3) *PLINE*, *Naturalis historia*, VIII, 40, 145.

(4) *SUÉTONE*, *Auguste*, 5 ; *Tibère*, 73.

témoins et les dires des parties, permettent d'affirmer que ces informations étaient relatées dans les *Acta publica*. Mais c'est seulement par l'intermédiaire des *tabulæ publicæ* que l'on peut déterminer complètement le contenu de ces derniers, et cela de la façon la plus exacte, car, s'il est possible qu'une pratique différente ait pu s'établir au cours des âges dans la rédaction des procès-verbaux judiciaires, nous sommes bien renseignés sur celle qui était suivie au temps de Cicéron.

Si nous connaissons ainsi les procès-verbaux rédigés par les magistrats qui présidaient les *quæstiones perpetuæ*, cela tient surtout à cette circonstance que Cicéron les utilise fréquemment dans ses plaidoyers pour invoquer des précédents. Sont attestées les rubriques suivantes : 1^o réception de l'accusation ; 2^o liste des jurés et ses modifications ; 3^o interrogatoire des témoins ; 4^o vote et reddition de la sentence (1). Les témoignages permettent donc d'affirmer que le procès-verbal est un compte-rendu complet des actes de la procédure. Il s'ensuit que nous avons le droit de compléter la définition de ses éléments d'après ce que nous savons des lois judiciaires et des usages de la procédure. Par exemple, on ne peut douter qu'il n'ait été fait mention dans les procès-verbaux des *laudationes*, puisqu'il est établi que le tribunal vérifiait l'authenticité de

(1) Réception de l'accusation : *Pro Cluentio*, 31, 86 : *hærebat in tabulis publicis reus et accusator*. — Liste des jurés... : *in Verr.*, II, I, 61, 157 : *nam de subsortitione illa Juniana iudicium nihil dico. Quid enim ? contra tabulas quas tu protulisti audeam dicere ? Difficile est ; non enim me tua solum et iudicum auctoritas, sed etiam anulus aureus scribæ tui deterret ; ibid.*, 158 ; etc... — Interrogatoire : cf. notamment *pro Cluentio*, 23, 62 : *exstat memoria ; sunt tabulæ publicæ ; redargue me, si mentior ; testium dicta recita...* — Vote : *Ad Famil.*, VIII, 8, 3 : *in tabulas absolutum non rettulit, ordinum iudicia perscripsit*.

celles qui étaient écrites (1). De même il est certain que les incidents de nature à troubler le débat ou à en exiger le renvoi devaient être signalés dans le procès-verbal, puisque la loi prescrivait au magistrat d'en assurer le bon ordre, de façon à ce que les juges pussent suivre la discussion, et prévoyait les cas où le magistrat était autorisé à suspendre l'audience (2). C'est seulement sur la question de savoir si les dires des parties et de leurs représentants figuraient déjà, au temps de la République, comme à l'époque impériale (3), dans les procès-verbaux, qu'il peut y avoir doute, et les conclusions que l'on a fondées sur les extraits de discours que cite Asconius, sur la *première Milonienne*, enfin sur les *Actorum libri* de Mucianus, ne sauraient être retenues.

Les extraits de discours qu'Asconius rapporte aux *Acta* (4) sont empruntés à des *contiones*, et, si l'on pouvait conclure par analogie que les *Acta* devaient également contenir des analyses ou des extraits de discours judiciaires (5), lorsqu'on y voyait un journal d'information,

(1) *Pro Flacco*, 15, 36 : *Idem laudationem, quam nos ab Aemoneis Flacco datam proferebamus, falsam esse dicebat* ; *ibid.*, 16, 37 et 38.

(2) *Lex Acilia repetundarum*, BRUNS, p. 68 : *neve facito quo quis eorum minus ad id iudicium adesse poss (it, quove quoi eorum minus in eo iudici) o verba audeire in consilium eire iudicare liceat ; neve iudicium dimittere iubeto ; nisi quom senatu (s ioure vocabitur)...* Cicéron, *ad Attic.*, I, 16, 4-6, rapporte qu'un incident provoqué par sa déposition contre Clodius a été l'objet d'une délibération du tribunal : *Me vero teste producto credo te ex acclamatione Clodi advocatorum audisse quæ consurrectio iudicum facta sit... Clamare præclari Areopagitæ se non esse venturos nisi praesidio constituto. Refertur ad consilium. Una sola sententia praesidium non desideravit.*

(3) Sur la forme et le contenu des procès-verbaux judiciaires dans la procédure pénale, aux différentes époques, cf. MOMMSEN, *Strafrecht*, p. 512-520.

(4) *St.*, p. 39/4 ; 40/20.

(5) LICHTENFELDT, *op. l.*, p. 59.

nous n'avons pas le droit de définir les archives des tribunaux d'après les archives politiques. D'ailleurs cette analogie n'expliquerait pas pourquoi la première *Milonienne* a été conservée ; en effet il est certain que les *acta* ne reproduisaient pas in-extenso les *contiones* : dans l'*In Vatinium*, Cicéron reproche au témoin Vatinius d'avoir remis des copies de *contiones* de l'accusé Sestius (tribun du peuple en 57) à l'accusateur, qui, dit-il, ne les connaissait pas et ne pouvait pas se les procurer (2). De même, dans le *de Haruspicum responso* (3), Cicéron observe, avant de donner lecture d'une *contio* de Clodius, qu'il en possède le texte complet, et, des termes dont il se sert, il ressort qu'il ne peut s'agir d'une copie des *Acta*. Or, la première *Milonienne* n'est ni un résumé, comme le croyait Renssen (4), ni un choix d'extraits de la plaidoirie. Quant aux *libri actorum* de Mucianus (5), Gudeman a montré qu'il ne fallait pas y voir un recueil d'extraits de discours puisés aux *Acta populi* : le fait que la carrière des avocats dont l'auteur du *Dialogue* connaît les discours est antérieure à l'institution des *Acta*, cette circonstance que les matériaux mêmes de la collection ont été puisés à des bibliothèques particulières, enfin le contexte qui suppose des discours travaillés ou du moins des *commentarii* soignés excluent cette hypothèse (6). On ne saurait donc invoquer non plus cette collection, ni pour définir les archives judiciaires de la République, ni pour déterminer l'origine de la première *Milonienne*. Ce discours est, avec le *pro Q. Metello* de

(2) *In Vatinium testem*, 1, 3.

(3) *De Haruspicum responso*, 4, 8 : *atque paulo ante, patres conscripti, contionem habuit, quæ est ad me tota delata.*

(4) RENSSSEN, *op. l.*, p. 23.

(5) *Dialogue des orateurs*, 37.

(6) A. GUDEMAN, *P. Cornelii Taciti Dialogus de oratoribus*, 2^e édit., Leipzig-Berlin, 1914, p. 91, note 1, p. 474.

Jules César (1), le seul plaidoyer de l'époque républicaine que l'antiquité nous ait signalé comme recueilli par la sténographie, et cette exception même rend tout à fait invraisemblable l'hypothèse qu'il ait été conservé par les archives judiciaires. D'autre part, il est remarquable que jamais Cicéron, qui, dans ses plaidoyers, fait donner lecture de nombreuses dépositions recueillies dans des procès antérieurs, ne cite un passage de discours relatif à ces procès : par contre son adversaire, dans l'affaire Cluentius, a lu un passage des *Verrines* (2), où, sur un point qui n'intéresse pas d'ailleurs le fond de la cause, il a développé la thèse opposée à celle qu'il vient de soutenir, et, des explications embarrassées de Cicéron, il ressort que, si on a pu le mettre en contradiction avec lui-même, cela tient uniquement à ce qu'il avait l'habitude de publier ses discours. Il s'ensuit que la première *Milonienne* et le *pro Q. Metello*, sténographiés in-extenso, ne peuvent avoir été conservés par des procès-verbaux officiels, et leur origine doit être analogue à celle des *contiones* écrites d'un Sestius ou d'un Clodius : ce sont les adversaires de Cicéron et de César qui ont pris soin de les recueillir.

Ainsi il n'existe aucun indice d'où l'on puisse inférer que les procès-verbaux aient reproduit les discours judiciaires ni in-extenso ni sous une forme assez développée pour présenter un intérêt littéraire. Il reste que, les procès-verbaux ayant été utilisés par Cicéron pour établir quelle avait été la thèse des parties dans les affaires qu'il rappelle à titre de précédents (3), il y a lieu d'admettre que l'on y

(1) SUÉTONE. *Jules César*, 55 : *orationes aliquas reliquit, inter quas temere quædam feruntur. Pro Q. Metello non immerito Augustus existimat magis ab actuariis exceptam male subsequenter verba dicentis, quam ab ipso editam.*

(2) *pro Cluentio*, 50, 138.

(3) On sait que, dans l'affaire Cluentius, l'accusation invoquait

mentionnait du moins les arguments venus en cause, de la même façon que dans les procès-verbaux judiciaires de l'époque impériale, c'est-à-dire sous une forme très réduite.

la série des jugements par lesquels avaient été flétris, huit ans auparavant, les juges prévaricateurs d'Oppianicus (*pro Cluentio*, 41, 114). L'argumentation de la défense s'appuie aussi presque uniquement sur les *tabulæ publicæ*, *ibid.*, 23, 62 : *num quid aliud in illis judiciis versatum est praeter hasce insidias Habito ab Oppiano per Fabricios factas. Nihil, nihil, inquam, aliud, judices, reperietis. Exstat memoria, sunt tabulæ publicae...* Or Cicéron fait nettement allusion, non seulement aux dires des témoins, mais aux discours prononcés, cf. 36, 99 : *non recito testimonia hominum honestissimorum...* ; *omitto et hæc et alia permulta...* ; *hoc dico, eandem tum fuisse P. et L. Cominiis... controversiam cum Staieno, quem accusabant, quæ nunc mihi est cum Accio* ; 41, 113 : *negotium rem esse ullam cuiquam illorum objectam, quæ Fidiculanio non objecta sit* ; etc...

CHAPITRE II

LES COMMENTARII DEFENSIONUM.

Les sources originales autres que les *Acta* que le scholiaste invoque sont les discours et les *commentarii defensionum*. En ce qui concerne les discours, il suffira de noter que manifestement Asconius leur donne la préférence sur toutes les sources de seconde main (1) ; par contre, il est nécessaire de déterminer le rôle possible des *commentarii defensionum* dont le contenu n'a pas été étudié avec précision jusqu'ici.

Il est clair qu'il faut distinguer les *commentarii* des discours réels recueillis par la sténographie, comme la pre-

(1) *St.*, p. 31/2 : *Acta etenim magis sequenda et ipsam orationem quæ Actis congruit puto quam Fenestellam*. La controverse du scholiaste avec Fenestella, relativement à la question de savoir si Cicéron a défendu Catilina, est fondée uniquement sur le discours *in toga candida* et les *commentarii defensionum* : *defensus est Catilina, ut Fenestella tradit, a M. Cicerone. Quod ego ut addubitem, hæc ipsa Ciceronis oratio facit*, *St.*, p. 66/12.

D'autre part, il est naturel que la littérature oratoire ait joué un grand rôle dans l'information d'Asconius, qui avait l'habitude de consulter les discours prononcés pour et contre dans une même cause, cf. *St.*, p. 50/9. On observera que, sur les noms de la femme et de la belle-mère de Catilina qu'il n'a pas encore trouvés, dit-il, alors que Salluste (*Catilina*, 15, 2), et Cicéron (*ad Famil.* VIII, 7, 2 ; IX, 22, 4) les donnaient, c'est aux discours de Lucceius qu'il s'est reporté ; cf. *St.*, p. 71/4.

mière *Milonienne* : ce sont des « brouillons » qui ont servi à l'avocat dans la préparation de la plaidoirie. D'après Quintilien (1), les chercheurs qui avaient mis en circulation ceux des orateurs de l'époque républicaine les avaient trouvés dans l'état même où ces orateurs les avaient laissés, c'est-à-dire tels qu'ils les avaient rédigés au jour le jour pour leur seul usage ; seuls ceux de Sulpicius, par leur classement en livres et le soin apporté à leur rédaction, paraissaient déceler le souci de la postérité.

Les *commentarii defensionum* de Cicéron n'avaient été ni remaniés ni revus par l'orateur et Tiron s'était borné à les recueillir. Toujours d'après Quintilien (2), Cicéron aurait rédigé, n'ayant pas le loisir de tout écrire, les points de la plaidoirie qui avaient le plus d'importance et à tout le moins le début, complétant sa préparation par la méditation, et, dans la mesure où il ne pouvait prévoir les surprises de l'audience, se fiant à ses dons d'improvisateur. Le fait qu'Asconius distingue *Commentarium* et *principium* s'explique par cette circonstance que nombre de *Commentarii* devaient être représentés dans les *Commentarii defensionum* seulement par un *principium*, (3) et c'est pourquoi Quintilien observe que l'on trouve dans ce recueil *maxime necessaria et utique initia*. Cicéron traite toujours

(1) QUINTILIEN, X, 7, 30-31 : *Sed feruntur aliorum quoque (commentarij), et inventi forte, ut eos dicturus quisque composuerat, et in libros digesti, ut causarum quæ sunt actæ a Ser. Sulpicio, cujus tres orationes exstant ; sed hi, de quibus loquor, commentarii ita sunt exacti, ut ab ipso mihi in memoriam posteritatis videantur esse compositi. Nam Ciceronis ad præsens modo tempus aptatos libertus Tiro contraxit.*

(2) *Ibid.* : *Plerumque autem multa agentibus accidit, ut maxime necessaria et utique initia scribant, cetera quæ domo adferunt cogitatione complectantur, subitis ex tempore occurrant : quod fecisse M. Tullium commentariis ipsius apparet.*

(3) *St.*, p. 68/1.

par écrit cette partie de la plaidoirie, parce qu'elle est la plus importante et comme la base de toute la défense ; de même l'*epilogus*, la partie qui mérite le plus d'attention après le *principium* (1), devait figurer fréquemment dans les *commentarii*, et cela d'autant plus que Cicéron, dans les défenses collectives, était généralement chargé de cette partie de la cause. De plus, on peut conclure de l'importance attribuée par Quintilien à l'établissement du plan de la plaidoirie (2), et d'un texte de Cicéron (3) : *ipsa illa censoria (L. Crassi) contra Cn. Domitium collegam non est oratio, sed quasi capita rerum et orationis commentarium paulo plenius*, que l'argumentation proprement dite était rédigée sous une forme réduite.

Les *commentarii defensionum* étaient donc assez développés pour tenir lieu des discours qui n'avaient pas été publiés, et c'est pourquoi Quintilien se réfère au *commentarius* de la seconde plaidoirie pour Scaurus de la même façon qu'il eût invoqué un plaidoyer écrit : *quæ causa est in commentariis, nam bis eundem defendit* (4). D'autre part il est évident que leur confrontation avec les plaidoyers publiés offrait un grand intérêt, puisqu'elle permettait de constater, dans bien des cas, que l'avocat avait dû soutenir une thèse qu'il n'avait point préparée. Si l'on ajoute que la collection des *commentarii defensionum* s'étendait à toute la carrière de Cicéron, — Asconius la considérant comme si complète qu'il n'hésite pas à rejeter l'information de Fenestella sur une prétendue plaidoirie de Cicéron pour Catilina, parce que les *commentarii* n'en offrent pas

(1) *De Oratore*, II, 77, 314.

(2) QUINTILIEN, XI, 2, 36 : *verum et in iis, quæ scripsimus, complectendis multum valent, et in iis, quæ cogitamus, continendis prope solæ... divisio et compositio.*

(3) *Brutus*, 44, 164.

(4) QUINTILIEN, IV, 1, 69.

trace (1) — on ne peut douter de l'importance de cette source. Cependant, pour en déterminer pleinement le rôle possible, il faut encore tenir compte des particularités de la *forma judiciorum* à l'époque républicaine. Sans renvoyer ici à notre travail principal, il suffira de rapprocher de ce passage de Quintilien (2) : *dicet (orator) scripta quam res patietur plurima... sed hoc aut primæ actiones aut quæ in publicis judiciis post interjectos dies dantur permiserint*, la brève caractéristique de la *forma judiciorum* que nous devons à l'auteur du *Dialogue* (3) : *eloquentiam tamen illud forum magis exercebat, in quo nemo intra paucissimas horas perorare cogebatur, et liberæ comperendinationes erant, et modum dicendi sibi quisque sumebat et numerus neque dierum neque patronorum finiebatur*. Tandis que le plaidoyer publié est toujours unique — nous montrerons plus loin que des deux discours *pro Cornelio* le premier seul représente la plaidoirie — celle-ci, à nous en tenir au témoignage de l'auteur du *Dialogue*, n'était pas généralement prononcée en une seule fois ; outre qu'elle était fort longue et pouvait s'étendre sur plusieurs audiences, de fréquents renvois donnaient à l'avocat l'occasion de la compléter ou de la renouveler. Or le travail de la rédaction consistant précisément à fondre en une œuvre homogène les éléments dispersés de la plaidoirie réelle, il s'ensuit qu'on ne peut distinguer ces éléments, dans le discours publié, que par des indices souvent obscurs. Au contraire, le *commentarius causæ*, s'il ne représente pas tous les éléments de la plaidoirie où l'improvisation était nécessaire, permettait du moins de suivre les principales étapes de la plaidoirie réelle.

(1) *St.*, p. 67/25.

(2) QUINTILIEN, XII, 9, 16.

(3) *Dialogue des Orateurs*, 38.

Enfin le texte du *Dialogue*, où Secundus renvoie ses interlocuteurs aux vieux documents dont Mucianus avait déjà tiré 11 livres d'*Acta* et 3 livres de *Lettres*, d'une part établit que le rôle des *commentarii* oratoires dans l'information des écrivains du premier siècle sur l'histoire de l'éloquence ancienne était considérable, d'autre part permet de supposer, avec beaucoup de vraisemblance, qu'Asconius a consulté bien d'autres *commentarii* que ceux de Cicéron.

Analysant les causes du prodigieux épanouissement de l'éloquence à l'époque républicaine, Secundus dit en substance qu'il fallait que l'homme d'état fût un orateur et poursuit en ces termes :

« *Nescio an venerint in manus vestras hæc vetera, quæ et in antiquariorum bybliotheçis adhuc manent et cum maxime a Muciano contrahuntur, ac jam undecim, ut opinor, Actorum libris et tribus Epistularum composita et edita sunt. Ex his intellegi potest Cn. Pompeium et M. Crassum non viribus modo et armis, sed ingenio quoque et oratione valuisse ; Lentulos et Metellos et Lucullos et Curiones et ceteram procerum manum multum in his studiis operæ curæque posuisse, nec quemquam illis temporibus magnam potentiam sine aliqua eloquentia consecutum (1).* »

Il n'est pas douteux que les fonds où puise Mucianus ne soient les archives privées des Pompée, des Crassus, etc..., puisque ces fonds se trouvaient dans des bibliothèques particulières et renfermaient des lettres. Gudeman avait donc parfaitement raison de rejeter l'interprétation ancienne, d'après laquelle les *libri actorum* de Mucianus auraient été constitués de fragments de discours conservés par les *Acta publica*. Mais l'explication qu'il propose à son tour n'est pas mieux fondée.

(1) *Dialogue des Orateurs*, 37.

D'après cet érudit, *acta* signifierait *actiones*, *orationes* (1). Sur ce sens, Gudeman renvoie au *Thesaurus* (I, p. 1408), où il n'est justifié par aucun emploi. John, dans son édition du *Dialogue*, en avait vu un exemple dans un passage de Pline le Jeune ; après avoir dit que la lecture publique de son *Panégryrique de Trajan*, non pas celui qu'il prononça, mais celui qu'il rédigea après coup, avait occupé trois séances, Pline ajoute (2) : « *habes acta mea tridui* » ; mais le contexte n'autorise nullement l'interprétation de John. et il ressort du rapprochement de passages comme ceux-ci, de Pline : « *habes res urbanas* » (3), de Cicéron : « *habes acta unius diei* » (4), que Pline veut dire : « vous voilà au courant des événements, en ce qui me concerne ».

D'autre part n'est-il pas tout à fait invraisemblable que des *orationes* d'un Pompée ou d'un Crassus soient demeurées séquestrées, avant leur publication par Mucianus, dans les bibliothèques des amateurs de vieilleries, et cela alors qu'on avait l'habitude de les consulter dans ces bibliothèques, ainsi que l'implique la phrase « *nescio an venerint in manus vestras hæc vetera ?* » Passe encore s'il s'agissait de sténogrammes, mais il est question de documents qui révèlent le travail, le soin que les orateurs anciens apportaient à la préparation de leurs discours. Et cette caractéristique même peut-elle désigner autre chose que des *commentarii* oratoires ? L'on comprend que ces « brouillons » aient pu demeurer longtemps dans l'ombre, car, s'il est inadmissible qu'un discours soit resté enfoui dans une bibliothèque privée, il n'en est pas de même de simples fragments, dont l'intérêt était d'ordre historique plutôt que littéraire.

(1) A. GUDEMAN, *Dialogus de Oratoribus*, p. 474.

(2) *Lettres*, III, 18, 11.

(3) *Ibid.*, II, 11, 25.

(4) *Ad Quint. frat.*, II, 1, 3.

Il est vrai que le titre de *libri actorum* ne peut désigner une collection de *commentarii*. Mais d'abord la question de savoir quelle est la source à laquelle Secundus se réfère n'est pas nécessairement liée à celle de savoir quel était le contenu des *libri actorum*. Gudeman veut que les *Lettres* aient traité de controverses littéraires, que les *Libri actorum* aient renfermé uniquement des discours. Or le texte du *Dialogue* n'implique même pas qu'il ait été question d'éloquence dans ces recueils. En effet, ce n'est pas aux collections, mais aux fonds d'où elles sont tirées, que Secundus renvoie ses interlocuteurs (*ex his*, dans la phrase *ex his intellegi potest*, représentant évidemment *hæc vetera*) ; parmi les matériaux dont Mucianus dispose, il se peut qu'il n'ait pas retenu les *commentarii*, il se peut, la publication qu'il a entreprise étant en cours, qu'il n'ait pas encore donné ces *commentarii*. D'autre part, si le titre de *Libri actorum* est inexplicable, lorsqu'on le rapporte exclusivement à une collection de brouillons de discours, il peut fort bien désigner une collection de documents dont ces brouillons auraient fait partie. *Acta* se dit des « papiers » de l'homme privé comme de ceux de l'homme public ; il convient donc à l'ensemble des archives d'un Pompée ou d'un Crassus. Comparons ces archives à celles de Cicéron. Après la mort de son maître, Tiron en détachera les *commentarii defensionum* et des lettres. Mais Cicéron lui-même a déjà utilisé ses archives pour écrire son *Commentarium consulatus*, son *Expositio consiliorum suorum*. Est-ce seulement les matériaux analogues, c'est-à-dire ceux qui intéressaient l'histoire politique, que Mucianus a classés dans ses *Libri Actorum* ? Cela est possible, mais il est possible aussi et dans cette hypothèse même qu'il ait retenu dans sa collection les brouillons de discours, car l'activité oratoire des hommes d'Etat républicains est intimement liée à leur rôle politique, et la publication de leurs *com-*

mentarii était d'autant plus opportune qu'ils constituaient à peu près les seuls monuments de leur éloquence.

Reste que la source principale de l'auteur du *Dialogue* est constituée de *commentarii* oratoires, et ce que nous avons dit du rôle possible des *commentarii* cicéroniens dans l'information d'Asconius montre assez l'importance de cette source. D'autre part le fait que ces archives étaient déjà consultées couramment avant Mucianus permet de supposer avec beaucoup de vraisemblance que le scholiaste a eu en mains les *commentarii* de nombreux adversaires et collaborateurs de Cicéron.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA RELATION DU PROCÈS DE CORNELIUS

Tandis que, pour les affaires Scaurus et Milon, postérieures à l'institution des *Acta*, les informations relatives aux actes de la procédure sont précises et circonstanciées (dates exactes de la *postulatio*, du verdict, dénombrement des votes dans chaque section de juges, etc...), ici le scholiaste ne peut que mentionner l'année du procès et signaler que l'acquittement fut prononcé à une forte majorité. La relation du débat est d'ailleurs très brève et, comme la plupart de ses éléments sont de ceux que l'on rencontre à chaque pas dans les plaidoyers, elle n'offrirait qu'un intérêt médiocre pour l'histoire des institutions, s'il ne se trouvait qu'une information sur l'ordre du débat met en cause la question générale de l'organisation du procès républicain : d'après Asconius, la défense n'aurait eu lieu qu'après l'interrogatoire des témoins. Or cette information est en contradiction avec les témoignages de Cicéron même. La question de savoir quelle est sur ce point la source du scholiaste est donc très importante et, en fait, c'est parce

qu'elle n'a pas été élucidée, que l'ordre des différents actes du débat dans le procès républicain a été considéré jusqu'ici comme variable.

Les documents originaux que le scholiaste pouvait consulter sont, avec le discours de l'accusation qu'il mentionne dans son argument et ceux de la défense, les *commentarii defensionum* et les *Lettres* de Cicéron. Or, le principal intérêt des *commentarii causarum* consistant en ceci, qu'il était possible d'y suivre la marche d'un procès, quand l'interruption du débat avait permis à l'avocat de rédiger la suite de sa plaidoirie ou ses répliques, le scholiaste ne pouvait y trouver aucune indication de ce genre pour la *Cornélienne*, puisque, d'après Cicéron, la défense occupa quatre jours consécutifs. D'autre part on ne peut faire état d'une partie perdue de la correspondance de Cicéron parmi les sources possibles, pour la raison que Cicéron manque très rarement, lorsqu'il rend compte d'un procès, d'indiquer la somme des votes qui ont absous et condamné (1), et c'est là un renseignement que le scholiaste n'aurait certainement pas négligé. Il reste donc que l'information d'Asconius sur la marche du procès ne peut être fondée que sur les sources qu'il nomme, c'est-à-dire les discours de l'accusation et de la défense, ou une relation historique, hypothèse très vraisemblable, car le procès de Cornélius est l'un de ceux qui firent époque dans la carrière de Cicéron avocat. L'auteur du *Dialogue des orateurs* le cite parmi les procès célèbres (3), Cicéron, dans l'*Orator*, en parle comme d'un de ses plus beaux succès (3). Cornélius Nepos fait allusion au débat, auquel il avait

(1) *Ad Attic.*, I, 16, 5 ; IV, 15, 4 ; 18, 1 ; *ad Fam.*, III, 12, 1 ; *ad Quint. frat.*, II, 4, 6 ; 15, 3 ; III, 4, 1 ; etc...

(2) *Dialogue des Orateurs*, 39.

(3) *Orator*, 29, 103 ; 30, 108.

assisté, dans un texte que nous a conservé Saint Jérôme (1). Enfin Valère-Maxime a retenu le procès de Cornélius, dans son chapitre des jugements mémorables, à titre d'exemple d'un procès où l'accusé fut absous, en dépit de l'importance des charges et du crédit des témoins (2).

La première hypothèse, celle de l'utilisation des discours, est la seule que nous puissions vérifier ; en effet ni la source de Valère-Maxime, ni Cornelius Nepos (3) n'apparaissent dans la relation du scholiaste. Par contre, bien qu'il ne

(1) *Hieronym. contra Joannem Hierosolym.*, 12 : *refert Cornelius Nepos se præsente iisdem pene verbis, quibus edita est, eam pro Cornelio seditioso tribuno defensionem perorantem*. MIGNE, *Patrologie*, 29, p. 365.

(2) VALÈRE-MAXIME, VIII, 5, 4, ne donne pas le nom de Q. Catulus, le plus important des consulaires témoins au procès. Le fait que l'acquittement de Cornelius, obtenu contre les témoignages des chefs du sénat, est considéré comme scandaleux, désigne Tite-Live comme la source de Valère-Maxime.

(3) Il est tout à fait invraisemblable qu'Asconius n'ait pas consulté la biographie de Cicéron par Cornelius Nepos ; d'autre part cette source était d'autant plus indiquée que le scholiaste ne disposait pas des *Acta*. Comment se fait-il que nous ne trouvions pas ici le témoignage d'un historien qui aurait assisté au procès et constaté que « la plaidoirie publiée reproduisait à peu près mot pour mot la plaidoirie réelle » ? Il s'agit d'un détail curieux et, dans son argument du *pro Milone*, Asconius n'a pas manqué de noter les différences du discours écrit et du discours parlé.

Je crois que le silence du scholiaste s'explique par la raison que donne Aulu-Gelle, XV, 28 ; Cornelius Nepos avait rajeuni de 4 années Cicéron défenseur de Roscius d'Amérie, « peut-être », dit Aulu-Gelle, « pour mieux faire ressortir le grand mérite de l'orateur ». Or Aulu-Gelle vient de citer Asconius, qui aurait relevé une erreur analogue dans Fenestella : « *in qua re etiam Fenestellam errasse, Pedianus Asconius animadvertit, quod eum scripserit sexto et vicesimo aetatis anno pro Sexto Roscio dixisse*. » Il est donc vraisemblable que la source d'Aulu-Gelle dans ce chapitre, consacré tout entier à la date du *pro Sex. Roscio Amerino*, n'est autre qu'Asconius, et que l'accusation de partialité portée contre Cornelius Nepos a été formulée par le scholiaste.

nous soit parvenu des deux *pro Cornelio* que des fragments, en sorte qu'on ne peut, pour établir les rapports de la plupart des renseignements du scholiaste avec ces discours, que conclure d'après les éléments d'information qui figurent généralement dans les plaidoyers, il est possible de reconstituer le contenu des *Cornéliennes* de façon suffisante pour qu'on puisse en déterminer le rôle dans sa relation. D'autre part il n'est pas douteux que, si l'utilisation des discours rend compte de l'information d'Asconius sur le plan du débat, il n'y a pas lieu d'envisager une autre source, étant évident que le scholiaste, très défiant à l'endroit des historiens, n'a pu hésiter entre eux et des documents originaux.

* * *

Texte de la relation du débat :

Sequente deinde anno L. Cotta L. Torquato coss., quo hæc oratio a Cicerone prætura nuper peracta dicta est, cum prima pars... Manilius, qui iudicium per operarum duces turbaverat, deinde quod ex S. C. ambo consules aderant et præsidebant ei iudicio, non respondisset absensque esset damnatus, recreavit se Cominius, ut infamiam acceptæ pecuniæ tolleret, ac repetiit Corneliū lege majestatis. Res acta est magna expectatione. Paucos autem e comitibus Cornelius perterritus Manilii exitu recenti in iudicium adhibuit, ut ne clamor quidem ullus ab advocatis ejus oriretur.

Dixerunt in eum infesti testimonia principes civitatis, qui plurimum in senatu poterant : Q. Hortensius, Q. Catulus, Q. Metellus Pius, M. Lucullus, M. Lepidus. Dixerunt autem hoc : vidisse se cum Cornelius in tribunatu codicem pro Rostris ipse recitaret, quod ante Cornelium nemo fecisse existimaretur. Volebant videri se judicare eam

rem magnopere ad crimen imminutæ majestatis tribuniciæ pertinere ; etenim prope tollebatur intercessio, si id tribunis permetteretur. Non poterat orator negare id factum esse : confugit is eo, ut diceret non ideo, quod lectus sit codex a tribuno, imminutam esse tribuniciam potestatem. Qua vero arte et scientia orationis, ita ut et dignitatem clarissimorum civium contra quos dicebat non violaret, et tamen auctoritate eorum laedi reum non pateretur, quantaque moderatione rem tam difficilem aliis tractaverit, lectio ipsa declarabit. Adjumentum autem habuit quod, sicut diximus, Cornelius præter destitutum propositum animi adversus principum voluntatem cetera vita nihil fecerat quod magnopere improbaretur ; præterea quod et ipse Globulus qui intercesserat aderat Cornelio, et (quod ipsum quoque diximus) quod Cornelius Pompeii Magni quæstor fuerat, apud duas partes reo proderat equitum R. et tribunorum ærariorum et ex tertia quoque parte senatorum apud plerosque exceptis iis qui erant familiares principum civitatis. Res acta est magno conventu magnaque expectatione quis eventus judicii futurus esset, quoniam et a summis viris dici testimonia et id quod ei dicerent confiteri reum animadvertabant. Extat oratio Cominii accusatoris, quam sumere in manus est aliquod operæ pretium, non solum propter Ciceronis orationes quas pro Cornelio habemus, sed etiam propter semet ipsam. Cicero, (ut) ipse significat, quadriduo Cornelium defendit ; quas actiones contulisse eum in duas orationes apparet. Judicium id exercuit Q. Gallius prætor...

Magno sententiarum numero Cornelius absolutus est.

* * *

Etablissons d'abord la place de l'interrogatoire des témoins, par rapport à la *première Cornélienne*.

Escher (1) avait relevé toutes les anomalies que présentent les discours judiciaires, en ce qui concerne l'ordre, attesté par Cicéron (2), des deux actes essentiels du débat : 1^o discours 2^o interrogatoire des témoins. Il avait montré que, s'il est question de témoignages déjà recueillis dans les plaidoyers prononcés en causes de *repetundæ*, la raison en est que ces affaires comportaient deux *actiones*, c'est-à-dire deux séries de débats complets, en sorte que l'avocat pouvait faire état, au cours de la seconde *actio*, des témoignages recueillis pendant la première. Dans tous les plaidoyers relatifs à d'autres causes criminelles, Escher ne signalait que trois exceptions à la règle : l'une dans le *pro Cluentio* (j'ai montré ailleurs qu'il s'agit d'un témoignage écrit), la seconde dans le *pro Caelio* (3) (il s'agit

(1) J. H. A. ESCHER. *De testium ratione quæ Romæ Ciceronis ætate obtinuit*, Turici, 1842.

(2) Cf. notamment *pro Flacco*, 10, 21 : *Ubi est igitur illa expectatio, quæ versari in judiciis solet ? Nam antea, cum dixerat accusator acriter et vehementer, cumque defensor suppliciter demissequeretur responderat, tertius ille erat expectatus locus testium ; in Verr.*, I, 18, 55 ; II, I, 10, 27 : *Dissimulamur, Hortensi, quod sæpe experti in dicendo sumus. Quis nos magnopere attendit unquam in hoc quidem genere causarum, ubi aliquid ereptum aut ablatum a quopiam dicitur ? nonne aut in tabulis aut in testibus omnis expectatio iudicum est ?* cf. Escher, p. 123 sqq.

(3) *Pro Cluentio*, 60, 168 ; *pro Cælio*, 22, 55. Pour expliquer ces anomalies, Escher supposait que les affaires Cluentius et Caelius auraient donné lieu à *ampliatio*. Il serait trop long ici de montrer que la loi *Aurelia* avait institué la procédure de l'*actio* unique, dans le procès criminel, exception faite des affaires de *repetundæ* pour lesquelles subsista la procédure de la *comperendinatio* obligatoire, instituée par la loi *Servilia*. En ce qui concerne les affaires Cluentius et Caelius, il suffira de se reporter aux plaidoyers pour se rendre compte que l'avocat envisageait l'interrogatoire comme à venir : *pro Cluentio*, 6, 18 ; *præsto est mulier audax, pecuniosa, .. instruit testes ;* 59, 161, 162, 163 ; 68, 194 : *quos appellarit (mulier), quibus pecuniam promiserit, quorum fidem pretio labefactare conata sit, tenemus ;* *pro Cælio*, 8, 19, 20, 21 ; 9, 22 : *hoc ex genere (testium) si qui*

d'un témoignage recueilli au cours d'un procès antérieur), la troisième dans le *pro Cornelio*. Ici, il ne s'agit pas seulement d'un témoignage isolé, comme c'est le cas pour le *pro Cluentio* et le *pro Caelio*, mais d'un interrogatoire d'ensemble ; or la seule raison qu'allègue Escher pour établir que cette fois, par exception, l'interrogatoire aurait précédé la plaidoirie, c'est qu'on ne voit pas comment on aurait pu interroger les témoins sur un grief qui avait déjà fait l'objet d'un aveu de la défense ; en effet, dans la première Cornélienne, Cicéron a déjà reconnu que son client avait donné lecture de son projet de loi, malgré l'intervention de Globulus, et c'est sur ce point que portaient les dépositions des consulaires. Mais ni Escher ni Zumpt qui l'a suivi dans son *Criminalprozess* (1) ne se sont rendu compte que l'avocat fut assez ingénieux pour devancer l'attaque des témoins ; en reconnaissant — avec une restriction qui réserve la question de droit — la matérialité

se in hoc iudicium forte projecerint, excludidote eorum cupiditatem ; 11, 25 ; 28, 66 : testes non modo sine ullo timore, sed etiam cum aliqua spe delectationis exspecto, etc... Il s'ensuit que les témoignages auxquels Cicéron se réfère dans ces discours ne peuvent être que des témoignages écrits et, soit recueillis au cours d'une affaire antérieure, soit remis volontairement à la défense. On sait que les témoignages *per tabellas* sont tous volontaires et que les deux parties s'en servent également, cf. QUINTILIEN, V, 7, 9 ; établis sous la garantie de signataires qui en attestent l'authenticité, ces témoignages peuvent être utilisés à n'importe quel moment du débat, puisqu'il n'est pas nécessaire d'attendre une prestation de serment qui n'a pas lieu. Il en va autrement du témoignage de Luceius dans le *pro Caelio*, car Luceius a prêté serment, mais le contexte : *ipsius jurati religionem auctoritatemque percipite atque omnia diligenter testimonii verba cognoscite*, établit qu'il s'agit d'un témoignage recueilli au cours d'une affaire antérieure, vraisemblablement celle dont il est question *pro Caelio*, 10, 24.

(1) A. W. Zumpt, *Der Criminalprozess der Römischen Republik*, Leipzig, 1871, p. 229.

du principal grief, Cicéron annihila les dépositions qui eussent été accablantes s'il avait nié. Cette manœuvre n'avait pas échappé à Quintilien qui observe (1) : *testes in Cornelium accusator lecti a tribuno codicis pollicetur ; facit hoc Cicero supervacuum, quod ipse fateatur*. Manifestement l'aveu de Cicéron est une parade, non pas aux dépositions des témoins, mais à la menace de l'accusateur. Un fragment de *la seconde Cornélienne* (2), où Cicéron raille l'avversaire dont il a déjoué le piège, confirme les dires de Quintilien : *incisim et membratim tractata oratio in veris causis plurimum valet, maximeque eis locis, cum aut arguas aut, refellas, ut nostra in Cornelianas secunda* : « o callidos homines o rem excogitatam, o ingenia metuenda ! ». *Membratim adhuc, deinde cæsim* : « diximus », *rursus membratim* : « testes dare volumus ». *Extrema sequitur comprehensio, sed ex duobus membris quæ non potest esse brevior* : « quem, quæso, nostrum fefellit ita vos esse facturos ? » Pourquoi cette observation ironique dans *la deuxième Cornélienne* si les témoins avaient déjà parlé avant que Cicéron prononçât la première ?

Il n'y aurait donc lieu d'admettre ici une dérogation à l'ordre normal, d'après lequel la plaidoirie précède l'interrogatoire, que si *la seconde Cornélienne* représentait une partie d'une plaidoirie unique, et nous aurons à revenir sur ce point. Mais, en ce qui concerne *la première Cornélienne*, si l'avocat dit dans ce discours (3) : *neque enim majus est legere codicem, cum intercedatur, quam sitellam ipsum de ipso intercessore deferre...*, il ne s'ensuit pas que les témoins aient déjà parlé, mais seulement que Cicéron a déjà reconnu la matérialité de la charge principale, afin

(1) *Instit. Orat.*, V, 13, 18.

(2) *Orator*, 67, 225.

(3) *St.*, p. 57/3.

de pouvoir, dès la plaidoirie, invoquer des précédents et surtout insinuer son interprétation du geste de Cornelius : *defendebat (Cornelius), testibus conlegis suis, se non recitandi causa legisse, sed recognoscendi* (1). Cet argument qui, d'après Cicéron lui-même, constituait la base de la défense, repose sur une distinction entre *recitare*, qui est un acte officiel, la lecture publique du texte de la loi, et *recognoscere* qui est contrôler, vérifier l'exactitude d'un document. Cicéron soutenait donc que son client n'avait pas eu l'intention de se substituer au héraut, seul qualifié pour faire la lecture officielle préliminaire au vote, mais avait voulu simplement donner connaissance au peuple du texte de la loi. Or cette thèse, non seulement n'implique pas que la défense ait avoué le crime reproché à Cornélius, d'où Escher concluait que nécessairement les témoins avaient été entendus avant la plaidoirie, mais elle suppose que l'interrogatoire ne devait avoir lieu qu'après la plaidoirie, car celle-ci serait insoutenable, si déjà les témoins avaient épuisé la question de savoir s'il y avait eu *recitatio* ou *recognitio*, et le témoignage de Quintilien ne laisse aucun doute ni sur l'état de la cause ni sur la manœuvre de l'avocat.

* * *

Notre démonstration suppose que la plaidoirie tient tout entière dans *la première Cornélienne*, puisque, d'après le texte de la seconde que nous avons cité, il est clair que les témoins avaient déjà été entendus, au moins en partie, au moment où Cicéron prononçait ce deuxième discours ; nous allons voir qu'en effet *la deuxième Cornélienne* n'a rien à voir avec la plaidoirie proprement dite.

(1) *In Vat. test.*, 2, 5.

Et d'abord il convient d'observer que Cicéron — exception unique dans la collection de ses plaidoyers — a publié deux discours *pro Cornelio*, alors que même les procès de Fonteius, de Flaccus, de Scaurus qui donnèrent lieu à deux séries de débats sont représentés par un seul plaidoyer.

Remarquons cependant que nous possédons deux discours prononcés dans la défense de Sestius ; il est vrai que le second de ces discours est intitulé *in Vatinius testem interrogatio*, mais n'y a-t-il pas là une indication ? De plus, dans le texte de l'*Orator* que nous avons cité, Cicéron dit que *la seconde Cornélienne* est une réfutation, et il ressort d'une remarque d'Asconius qu'il s'agit d'une réfutation de certains témoins : *quinque enim consulares. ut jam diximus, in Cornelium testimonium dixerunt : Q. Catulus, Q. Hortensius, Q. Metellus Pius, pont. max., quos hac secunda oratione tractat, et duo qui nondum dixerant, quos nunc significat, Lucullus et Lepidus* (1).

Beck, qui, dans son étude du *pro Cornelio*, a négligé de rien dire du plan des débats, sans doute parce que Zumpt ne s'était pas prononcé, s'en tient à ce que lui paraît dire Asconius : *Cicero... quadriduo Cornelium defendit, quas actiones contulisse eum in duas orationes apparet*, et s'ingénie à discerner dans *la seconde Cornélienne* la seconde moitié d'une plaidoirie de quatre journées (2).

Mais d'abord le texte que Beck invoque n'est pas celui du scholiaste, bien qu'il soit celui des éditeurs depuis le xvi^e siècle. En effet les manuscrits donnent : *Cicero, ipse significat, quadriduo Cornelium defendit, duas actiones contulisse cum in duas orationes appareat*. Ce que dit Asco-

(1) *St.*, p. 62/5.

(2) R. G. BECK. *Quæstionum in Cic. pro C. Cornelio orationes capita quattuor*. Diss., Leipzig, 1877.

nus est clair : « Cicéron, c'est lui-même qui le fait remarquer, plaida pour Cornelius quatre jours consécutifs, bien que nos deux discours paraissent représenter deux plaidoiries distinctes », et l'on voit l'intérêt de cette observation pour l'explication des plaidoyers *pro Cornelio*.

Cependant si Asconius ne dit pas, comme l'a cru Beck, que les matériaux de la plaidoirie devaient être également répartis dans les deux *Cornéliennes*, il n'en reste pas moins que nous avons affaire à deux discours prononcés dans un même débat.

On sait que les commentaires explicatifs d'Asconius sont accompagnés de renvois destinés à faciliter au lecteur des discours la recherche des passages interprétés. Les commentaires du *in Pisonem*, du *pro Scauro*, du *pro Milone*, des deux *pro Cornelio* en sont pourvus, mais non celui de l'*oratio in toga candida*, et il s'en trouve un seul dans celui du *pro Cornelio II*.

Beck suppose que beaucoup ont disparu par suite de la négligence des copistes. Or, ainsi que l'a remarqué Koetschau (1), il est évident que si l'*oratio in toga candida* ne présente pas de renvois, c'est que ce discours n'était pas long, et que la trentaine de fragments que nous en avons conservés le scholiaste se suivaient de près, en sorte qu'il n'y avait pas lieu d'inviter le lecteur à tourner un feuillet. De même, si, dans la *seconde Cornélienne*, nous ne trouvons qu'un renvoi, *sequitur*, c'est que ce discours était bref ; les 3 premiers fragments, de même que les 2 derniers se suivaient de très près, les deux groupes étant séparés par un léger intervalle marqué par *sequitur*. Remarquons aussi que le nombre total des fragments qui nous sont parvenus d'autres sources est beaucoup plus considérable pour la

(1) P. Koetschau. *De Ciceronis oratione in toga candida*, Leipzig, 1880, p. 10.

première Cornélienne que pour la *deuxième*. D'autre part rien n'indique une lacune. Madvig qui, comme Beck, voyait dans la *deuxième Cornélienne* l'équivalent de la *première*, c'est-à-dire la moitié d'une plaidoirie de 4 jours, supposait que quelques feuillets du manuscrit avaient disparu, mais la raison qu'il allègue (1), à savoir que le début du commentaire de la *deuxième Cornélienne* est trop brusque, et le commentaire lui-même trop court, n'a aucune valeur ; en effet le commentaire ne serait bref que s'il s'agissait d'un plaidoyer comme la *première Cornélienne*, et le début en indique le sujet : (*testes*) *quos hac secunda oratione tractat*. D'ailleurs la douzaine de fragments qui nous ont été conservés par différents auteurs, en outre des 5 du commentaire, prennent tous place, sauf un, dans la disposition de Beck, après ceux du commentaire, en sorte que ce n'est pas au début de celui-ci, mais à la fin, qu'il faudrait placer une lacune.

Cependant Beck a reconstitué une *deuxième Cornélienne* en trois points, auxquels il rapporte 14 des 18 fragments conservés, ceux du commentaire d'Asconius appartenant tous au premier point : « il se trouve, dit-il, que ces fragments appartiennent tous à un même développement, relatif aux témoins, en sorte qu'on ne saurait établir la disposition de la *seconde Cornélienne*, ainsi que j'ai pu le faire pour la *première*, d'après les indications d'Asconius. Cependant, ajoute Beck, les fragments qui subsistent autorisent à conclure que ce discours développait trois thèmes (2) ». Le premier serait la réfutation des témoins consulaires — Beck groupe 7 fragments dont ceux que

(1) N. Madvig, *De Q. Asconii Pediani et aliorum interpretum in Ciceronis orationes commentariis disputatio critica*, Hauniæ, 1828, p. 33.

(2) Beck, p. 54.

nous a conservés Asconius. — Mais le second, qui aurait trait à la personne de l'avocat, compte seulement 2 fragments, que rien ne désigne ni pour la place que Beck leur attribue, ni comme représentants d'un long développement disparu. Il en est de même du troisième point, une péroraison, qui serait représentée par 5 fragments, tous très courts. Enfin Beck qui ne peut contester que l'argumentation de la défense (1) ne soit épuisée dans la seule *première Cornélienne*, résume ses observations sur le prétendu second plaidoyer — où il est vraiment surprenant que deux parties sur trois n'aient pas mérité une remarque du scholiaste — par la caractéristique suivante : « (2)

Il est clair que le système de défense adopté par Cicéron dans la *première Cornélienne* est différent de celui qu'il a pratiqué dans la seconde. En effet le premier discours a épuisé la cause en ce qui concerne les griefs de l'accusation. Tout autre est le sujet de la *seconde Cornélienne*. Il n'est pas question dans ce qui nous en reste de l'accusation de lèse-majesté et l'on n'y trouve pas d'arguments nouveaux ; en revanche l'avocat stigmatise l'orgueil des nobles et couvre d'éloges le peuple et les tribuns, ainsi qu'il avait fait déjà dans la péroraison du premier discours.

(1) Il suffit, pour établir ce point, de confronter avec le premier discours la définition de la *causa* qui précède l'*enarratio*, dans le commentaire d'Asconius, et d'ailleurs n'appartient pas au texte du scholiaste, *St.* p. 50/14 : (*In hac causa tres sunt quaestiones : prima, cum sit Cornelius reus majestatis legis Corneliae, utrum certae aliquae res sint ea lege comprehensae quibus solis reus majestatis teneatur, quod patronus defendit ; an libera ejus interpretatio judicii relicta sit, quod accusator proponit. Secunda est, an quod Cornelius fecit, nomine majestatis teneatur. Tertia, an minuendae majestatis animum habuerit*). En effet le plan d'ensemble de la *causa* coïncide avec celui de la *première Cornélienne* ; cf. notamment les passages suivants de l'*enarratio* : *St.*, p. 51/7_a ; 56/16 ; 58/28.

(2) Beck, *op. l.*, p. 58.

Ainsi la seconde Cornélienne est consacrée moins à la défense de Cornélius qu'à la défense de son parti. On voit donc que ce discours est analogue au *pro Sestio*, où Cicéron, parlant après la plaidoirie d'Hortensius, loue le caractère de l'accusé et son dévouement au bien public ».

On sent que Beck est embarrassé pour classer ce deuxième discours dans la collection cicéronienne. Il ne lui voit d'analogue que le *pro Sestio*, où Cicéron, assure-t-il, aurait parlé après qu'il n'y avait plus rien à dire, du moins sur le procès même ; sur ce point il suffira de renvoyer le lecteur au scholiaste de Bobio (1) qui déjà protestait contre cette opinion. Je demanderai seulement de quelle singulière théorie du procès romain s'inspire cette conception de la plaidoirie qui, au beau milieu de l'interrogatoire des témoins, voit un grand discours où l'avocat traite de politique générale et perd de vue son client. D'ailleurs comment Beck peut-il négliger le témoignage d'Asconius disant expressément que le second *pro Cornelio* est consacré à la réfutation de trois consulaires ? Pourquoi enfin Cicéron aurait-il publié deux plaidoyers, tandis que Cominius ne donnait qu'un seul discours ? (2)

Qu'est-ce donc que cette *Corneliana secunda*, qui serait unique en son genre dans la collection oratoire cicéronienne, où même les plaidoiries de deux actions sont représentées par un seul plaidoyer ? Consacrée à la réfutation de certains témoins, elle n'a d'analogue dans ce qui nous reste de Cicéron avocat, que l'*in Vatinius*, mais il se peut que Quintilien ait connu d'autres discours semblables, car il

(1) *St.*, p. 125/24 : *Hanc igitur eandem causam plurimi defenderunt... partibus inter se distributis... Itaque Tullius ea peroravit quæ sibi fuerant explicanda nec, ut plerique arbitrati sunt, extra causam vagatus est.*

(2) *St.*, p. 50/9 : *extat oratio Cominii accusatoris, quam sumere in manus est aliquod operæ pretium.*

dit (1) : *interim adversus singulos derigitur actio, quod insecutionis genus et permixtum defensioni invenimus in orationibus plurimis et separatim editum, sicut in Vatinius testem*. C'est une adaptation littéraire de l'interrogatoire de trois témoins de marque. J'ai montré ailleurs que Cicéron questionnant Vatinius n'eut point affaire à un témoin muet, et le ton, la marche du discours écrit supposent un dialogue (2) où il n'eut pas toujours le beau rôle. De même que l'*in Clodium et Curionem*, l'*in Vatinius* et la *Corneliana secunda* appartiennent à la catégorie des discours écrits dont le représentant réel fut une altercation (3) ; *non enim rei postulatur a Tullio vel C. Curio vel P. Clodius, sed quoniam habuerant in senatu quandam jurgiosam de-certationem, visum Ciceroni est hanc orationem conscribere*, observe le scholiaste de Bobio dans son argument de l'*in Clodium et Curionem*. L'altercation d'ailleurs prête à de véritables tirades, et ce fut sans doute le cas dans l'interrogatoire des Hortensius, des Catulus, des Metellus Pius, de même que dans celui du procès de Norbanus : *neque haec solum in defensione, sed etiam in Scauro ceterisque meis testibus quorum testimonia non refellendo, sed ad eundem impetum populi confugiendo refutasti* (4) ; ainsi Sulpicius caractérise, dans le *de Oratore*, l'interrogatoire de ses témoins par Antoine. On remarquera que l'état de la cause

(1) *Institut. Orat.*, V, 7, 6.

(2) *In Vatin. test.*, 4, 10 : *Cum mihi hoc responderis aut ita impudenter..., tum memoriter respondeto ad ea, quæ de te ipso rogaro*.

(3) On sait que cette altercation nous est connue par une lettre à Atticus, I, 16, qu'il est intéressant de confronter avec les fragments de l'*in Clodium et Curionem*. Le scholiaste de Bobio attribue la même origine au *de ære alieno* Milonis, St., 169/29, et il ne paraît pas douteux que ce ne soit aussi le cas pour la *Pisonienne*. De même le célèbre discours de Crassus contre Cn. Domitius représentait une altercation, cf. *Brutus*, 44, 164.

(4) *De Oratore*, II, 50, 203.

et la thèse de la défense sont les mêmes dans l'affaire Cornelius que dans l'affaire Norbanus : *jam quid vocetur quæritur, cum quo verbo quid appellandum sit contenditur ; ut mihi ipsi cum hoc Sulpicio fuit in Norbani causa summa contentio. Pleraque enim de iis quæ ab isto objiciebantur cum confiterer, tamen ab illo majestatem minutam negabam ; ex quo verbo lege Appuleia tota illa causa pendebat*, dit Antoine (1). Or il ressort des paroles de Sulpicius citées plus haut que c'est seulement après la plaidoirie qu'eut lieu l'interrogatoire des témoins, et qu'alors Antoine prononça un véritable discours. On voit quelle est l'origine de la *seconde Cornélienne*. Sans doute il subsiste trop peu de chose du *pro Cornelio II* pour qu'il soit possible d'y discerner l'altercation ; cependant il est permis de remarquer que le ton en est celui de l'interrogation et que le dernier fragment conservé par Asconius suppose un dialogue (2).

* * *

La seconde Cornélienne n'a donc rien à voir avec la plaidoirie proprement dite qui est en entier dans la première.

Le commentaire de ce discours présente, à la page 53 de l'édition Stangl, l'indication suivante : *ver. cir. ∞ X*, et c'est seulement trois pages plus loin que nous atteignons le milieu du plaidoyer : *circa medium*.

Les dimensions de la *première Cornélienne* étaient donc considérables. A la fin de ce discours, l'avocat rappelait, comme dans le *pro Fonteio* et le *pro Cluentio*, qu'il avait plaidé très longuement : « *idem pro Cluentio aūt, se totam causam vetere instituto solum perorasse, et pro Cornelio*

(1) *De Oratore*, II, 25, 107.

(2) *St.*, p. 63/1 : *Hæc est controversia ejusmodi, ut mihi probetur tr. pl. Cn. Domitius, Catulo M. Terpolius.*

quadriduo egisse : ne dubitare possimus, quæ per plures dies, ut necesse erat, latius dixerit, postea recisa ac repurgata, in unum librum, grandem quidem, unum tamen, coartasse (1) ». Le sens de *liber* ne peut faire doute ; ce terme ne désigne pas le groupe des deux *Cornéliennes*, mais seulement le premier de ces discours. On sait que chaque discours d'une collection est un *liber* et ici l'insistance avec laquelle Pline oppose à la plaidoirie de 4 jours le plaidoyer unique exclut toute équivoque (2). D'autre part comment Cicéron aurait-il pu remarquer, comme singulier, qu'il avait défendu Cornelius pendant 4 jours consécutifs, s'il entendait que cette défense embrassait plaidoirie et interrogatoire, alors que le scholiaste dit du procès de Milon, où Cicéron parla dans les conditions que suppose cette interprétation (4 jours, 3 pour l'interrogatoire, 1 pour les discours), que cette affaire fut débattue suivant une procédure exceptionnellement rapide (3). De plus, si le *quadriduo egi* s'était trouvé dans la *seconde Cornélienne*, on ne comprendrait pas que Cicéron ait pu évaluer la durée de sa défense, alors que celle-ci n'était pas achevée, car, au moment où il est censé prononcer ce discours, il reste encore à entendre deux témoins consulaires et un certain nombre de subalternes du parti des *optimates* (4). Il peut paraître étrange que Cicéron ait développé sa plaidoirie en 4 jours, mais, dans notre étude des *Plaidoyers écrits et plaidoiries réelles*, nous avons montré que l'on s'est, jusqu'ici, mépris singulièrement sur la durée de la plaidoirie républicaine. Il suffira

(1) PILNE le J., *Lettres*, I, 20, 8.

(2) Pline est le seul auteur qui ait posé avec netteté la question des rapports des plaidoyers écrits et des plaidoiries réelles de Cicéron. On voit qu'il avait reconnu l'origine de la *seconde Cornélienne*, c'est-à-dire l'altercation.

(3) *St.*, p. 34/4.

(4) *Pro Cornelio*, II, fr. 3 ; *St.*, p. 62/2.

de rappeler que l'erreur initiale de Zumpt, dans son *Criminalprozess*, est d'avoir rapporté à l'ensemble de l'accusation les six heures que la loi attribuait à un simple *subscriptor* (1).

* * *

Ainsi les débats se sont déroulés suivant le plan normal du procès républicain à l'intérieur de l'*actio* : 1^o réquisitoire, 2^o plaidoirie, 3^o *locus testium*.

De même le type des discours publiés est normal : le premier représente la plaidoirie, toujours contenue dans un seul discours écrit, même lorsqu'il y a eu deux séries de débats, le second est une adaptation littéraire de l'interrogatoire de certains témoins.

Il semble donc, Asconius attribuant au débat un ordre différent, qu'il ait suivi une source autre que les discours.

Mais il faut tenir compte de ce fait qu'Asconius a pu être dupe des remaniements de la rédaction.

Or il est manifeste que le scholiaste n'a pas reconnu l'origine de la *seconde Cornélienne* et cette méprise devait le conduire à situer l'interrogatoire avant la plaidoirie. Un passage de Quintilien montre clairement le principe de son erreur.

Quintilien voyait dans l'*in Vatinius* une partie de la défense qui aurait pu être incorporée au plaidoyer *pro Sestio* : *interim adversus singulos derigitur actio, quod insectationis genus et permixtum defensionis invenimus in orationibus plurimis et separatim editum, sicut in Vatinius*

(1) *Pro Flacco*, 33,81 : *Non est, mihi crede, corruptus (Decianus subscriptor). Quid enim fuit, quod ab eo redimeretur ? ut duceret iudicium ? Cui sex horas omnino lex dedit, quantum tandem ex his horis detraheret, si tibi morem gerere voluisset ? Cf. ZUMPT, Criminalprozess..., p. 237.*

testem (1). Le remaniement, qui d'un dialogue a fait un discours continu, de l'altercation une invective, ne suffit pas à rendre compte de cette méprise, manifeste dans l'*in Vatinius*, car visiblement dans ce discours Vatinius est représenté comme subissant l'interrogatoire (2), tandis que, dans le *pro Sestio* où il est également pris à partie, son interrogatoire, ainsi que celui de tous les autres témoins, est considéré comme à venir (3). Quintilien observe que la critique des témoins déjà entendus figure dans un grand nombre de plaidoyers, et qu'on la trouve aussi publiée à part, mais il ne dit pas et n'a sans doute pas compris pourquoi ce thème est tantôt combiné avec la plaidoirie, tantôt publié isolément. Tous les discours, sans exception, relatifs à des causes qui furent débattues sous le régime de l'*ampliatio*, c'est-à-dire de la reprise facultative du débat, et de la *comperendinatio* qui en est le renouvellement obligatoire, développent ce thème, ce qui est naturel, puisque, dans le plaidoyer publié, est représentée la plaidoirie du second débat où intervient l'interrogatoire du premier ; par contre dans tous les plaidoyers relatifs à des causes criminelles postérieures à la loi *Aurelia* qui supprima l'*ampliatio*, si l'on excepte celles de *repetundæ* pour lesquelles fut maintenue la procédure de la *comperendinatio*, instituée spécia-

(1) *Instit. Orat.*, V, 7, 6.

(2) *In Vatin. test.*, 1, 1 : *Si, tua tantum modo, Vatini, quid indignitas postulare, spectare voluisssem, fecissem id, quod his vehementer placebat, ut te, cujus testimonium propter turpitudinem vitæ sordesque domesticas nullius momenti putaretur, tacitus dimitterem.*

(3) *Pro Sestio*, 6, 14 ; 63, 132 ; *in Vatin. test.*, 1, 2 : *etenim debuisti, Vatini, etiamsi falso venisses in suspicionem P. Sestio, tamen mihi ignoscere, si in tanto hominis de me optime meriti periculo et tempore ejus et voluntati parere voluisssem.* Cicéron reconnaît qu'il a provoqué Vatinius, dans sa plaidoirie ; cf. *pro Sestio*, 63-66, 132-136.

lement pour cette catégorie d'affaires par la *lex Servilia repetundarum*, jamais il n'est question d'une critique de témoins déjà entendus, toujours la critique des témoins envisage un interrogatoire à venir : c'est que le plaidoyer représente une seule plaidoirie, antérieure à cet interrogatoire. Si les deux seules défenses pour lesquelles nous possédons deux discours, celle de Cornelius, celle de Sestius, sont postérieures à la loi *Aurelia*, cela tient précisément à cette circonstance que Cicéron ne pouvait incorporer au plaidoyer publié ce qu'il avait dit au cours de l'interrogatoire ; s'il voulait attester devant la postérité le souvenir d'un engagement brillant avec des témoins de marque, il devait y consacrer un discours à part. Ni Quintilien ni Asconius ne s'étaient rendu compte de cette particularité et, sans distinguer entre les procès à une *actio*, où la critique des témoins déjà entendus est exclue de la plaidoirie, et le procès à deux *actiones* ou plus, où elle en fait naturellement partie, ils ont rapporté ce thème uniformément à la plaidoirie proprement dite.

Que le scholiaste ait envisagé dans la deuxième Cornélienne une partie de la plaidoirie, ce point ressort de son commentaire du lemme par lequel débute l'*enarratio* de ce discours (1). Cicéron dit : *num in eo qui sint hi testes hæsitatis ? Ego vobis edam. Duo reliqui sunt de consularibus, inimici tribuniciaë potestatis. Pauci præterea adsentatores eorum atque adseculæ subsequuntur*. Sur quoi le scholiaste observe : *M. Lucillum et M. Lepidum significat. Quinque enim consulares, ut jam diximus, in Cornelium testimonium dixerunt : Q. Catulus, Q. Hortensius, Q. Metellus Pius pont. max., quos hac secunda oratione tractat, et duo qui nondum dixerant, quos nunc significat, Lucillus et Lepidus*.

Le terme dont se sert Asconius, *tractat*, ne permet pas

(1) *St.*, p. 62/2.

le doute : le scholiaste ne voit pas dans la *seconde Cornélienne* une *interrogatio*, mais une *actio*. D'autre part il sait, par l'allusion de Cicéron à la durée de sa plaidoirie qui figurait dans la *première Cornélienne*, que celle-ci a occupé quatre audiences consécutives : *Cicero, (ut) ipse significat, quadriduo Cornelium defendit*. Remarquons que, sur ce point, il n'a pas d'autre source que Cicéron même, car, lorsqu'une allusion de son auteur le renseigne sur un fait qu'il connaissait déjà, il dit : *ut ipse quoque significat* (1). Or, comme il considère la *deuxième Cornélienne* comme une partie détachée d'une plaidoirie unique, il devait nécessairement conclure qu'un interrogatoire, au moins partiel, avait précédé la plaidoirie et contraint l'orateur au système de défense pour lequel celui-ci avait en fait librement opté.

Enfin, s'il n'est pas possible d'établir les rapports de tous les éléments de la *relation* avec les discours, dont nous ne possédons qu'une très faible partie, il est visible qu'il n'est aucun de ces éléments (2) dont l'on ne rencontre couramment l'analogue (3) dans les plaidoyers. En ce qui

(1) *St.*, p. 28/3.

(2) Sauf cependant l'information relative au verdict. On remarquera que, pour les procès de Scaurus et de Milon, Asconius donne de nombreux détails sur la phase du débat postérieure aux discours. Ici cette partie de la *relation*, qui suit régulièrement l'*enarratio*, occupe une ligne : *Magno sententiarum numero Cornelius absolutus est*. Cette indigence d'informations, le fait que le scholiaste ne donne pas d'indication chronologique plus précise que celle de l'année, permettent d'affirmer que, en dehors des discours de l'accusation et de la défense, il n'avait pas d'autre source que des ouvrages d'histoire générale, Tite-Live ou Fénestella. Si la partie de la *relation* que le scholiaste appelle ailleurs *expositio causæ* (cf. *St.*, p. 37 21) est plus nourrie, cela tient précisément à ce que les discours constituaient sur ce point une source abondante.

(3) Nous nous bornerons à noter : 1° nom du président de la *quæstio* : *pro Plancio*, 17, 43 ; 42, 104 ; *pro Cluentio*, 53, 147 ;

concerne les informations d'Asconius sur les noms, les dires, l'attitude des témoins, le tact avec lequel Cicéron sut les ménager sans inconvénient pour son client, il suffira de rappeler que la *seconde Cornélienne* était consacrée tout entière à l'interrogatoire ; d'autre part, si l'on songe que la *vita anteacta* tenait une grande place dans le plaidoyer, dont elle constituait le troisième point, que Cicéron avait pris position sur le terrain politique, enfin que le scholiaste lisait encore le réquisitoire de Cominius, on ne peut douter qu'il ne doive aux discours ses renseignements sur le passé de l'accusé, les circonstances favorables à sa cause, l'intérêt que prirent les contemporains au débat.

On peut donc considérer comme établi que l'information du scholiaste sur le plan du débat dans l'affaire Cornelius n'a pas d'autre origine que les discours, et parce que ces documents, pour lesquels sa préférence est certaine, rendent compte de tous les éléments de sa *relation*, et parce que son erreur sur la nature de la *seconde Cornélienne* entraînait nécessairement celle qu'il a commise sur la marche du procès. Asconius, qui n'est ni un avocat ni un rhéteur, a été dupe des remaniements de la rédaction, et c'est parce qu'il n'a pas discerné dans les discours écrits la place et le rôle des éléments réels dont ils sont constitués, qu'il a introduit dans l'histoire des institutions judiciaires une idée fausse, celle de la variabilité de l'ordre du débat.

54, 148 ; *in Verr.*, I, 14, 41 ; 17, 51, etc... ; 2^o indications sur l'état d'esprit des juges de chaque urne : *pro Plancio*, 8, 21 : *hi tot equites romani, tot tribuni ærarii... quid dignitatis hujus petitioni attulerunt ?* Cf. *pro Cornelio*, II, fragm. 10 : *quid me apud equites romanos offendisse dicebant ?* 3^o : *advocati* influents (comme ici Pompée et Globulus) : *pro Plancio*, 11, 27, 28 ; 12, 29 ; *pro Balbo*, 28, 63, 64 ; *pro Flacco*, 3, 6 ; 40, 100 ; assistance et raisons de nombreuse assistance : *pro Sestio*, 16, 36 ; *pro Plancio*, 8, 21 ; *in Verr.*, I, 18, 54, etc..

CHAPITRE II

LA RELATION DU PROCÈS DE SCAURUS

Texte d'Asconius :

Hanc quoque orationem eisdem coss. dixit quibus pro Vatinio : L. Domitio Ahenobarbo et Appio Claudio Pulchro coss.. Summus iudicii dies fuit a. d. IIII Non. Septembr.

Argumentum hoc est :

M. Scaurus, M. Scauri filius qui princeps senatus fuit, vitricum habuit Syllam : quo victore et munifico in socios victoriae ita abstinens fuit, ut nihil neque donari sibi voverit neque ab hasta emerit. Aedilitatem summam magnificentia gessit, adeo ut in ejus impensas opes suas absumperet magnumque aes alienum contraxerit. Ex praetura provinciam Sardiniam obtinuit, in qua neque satis abstinenter se gessisse existimatus est et valde arroganter : quod genus morum in eo paternum videbatur, cum cetera industria nequaquam esset par. Erat tamen aliquando inter patronos causarum et, postquam ex provincia redierat, dixerat pro C. Catone, isque erat absolutus a. d. IIII Non. Quint.. Ipse cum ad consulatus petitionem a. d. III. Kal. Quint. Romam redisset, querentibus de eo Sardis a P. Valerio Triario, adolescente parato ad dicendum et notae industriae, filio ejus qui in Sardinia contra M. Lepidum

arma tulerat et post in Asia legatus Pontoque L. Luculli fuerat, cum is contra Mithridatem bellum gereret, postulat apud M. Catonem prætorem repetundarum, ut in Actis scriptum est, pridie Non. Quint. post diem tertium quam C. Cato erat absolutus. Subscripserunt Triario in Scaurum L. Marius L. f., M., Q. Pacuvii fratres, cognomine Claudii. Qui inquisitionis in Sardiniam itemque in Corsicam insulas dies tricenos acceperunt neque profecti sunt ad inquirendum : cujus rei hanc causam reddebant, quod interea comitia consularia futura essent ; timere ergo se ne Scaurus ea pecunia quam a sociis abstulisset emeret consulatum et, sicut pater ejus fecisset, ante quam de eo judicari posset, magistratum iniret ac rursus ante alias provincias spoliaret quam rationem prioris administrationis redderet. Scaurus summam fiduciam in paterni nominis dignitate, magnam in necessitudine Cn. Pompeii Magni reponebat. Habebat enim filium liberorum Cn. Pompeii fratrem : nam Tertiam Scævolaë filiam, dimissam a Pompeio in matrimonium duxerat. M. Catonem autem, qui id iudicium, ut diximus, exercebat, metuebat admodum propter amicitiam quæ erat illi cum Triario : nam Flaminia Triarii mater, et ipse Triarius sororem Catonis Serviliam, quæ mater M. Bruti fuit, familiariter diligebat ; ea porro apud Catonem maternam obtinebat auctoritatem. Sed ei in iudicio neque Pompeius propensum adiutorium præbuit (videbatur enim apud animum ejus non minus offensionis contraxisse, quod iudicium ejus in Muciam crimine impuditiæ ab eo dimissam levius fecisse existimaretur, cum eam ipse probasset, quam gratiæ adquisisse necessitudinis jure, quod ex eadem uterque liberos haberet) neque Cato ab æquitate ea, quæ et vitam ejus et magistratum illum decebat quoquam deflexit. Post diem autem quartum quam postulatus erat Scaurus, Faustus Sylla tum quæstor, filius Syllæ Felicis, frater ex eadem matre Scauri, + servus

ejus vulneratus prosiluit ex lectica et questus est pro interempto esse competitoribus Scauri et ambulare cum CCC armatis seque, si necesse esset, vim vi repulsurum.

Defenderunt Scaurum sex patroni, cum ad id tempus raro quisquam pluribus quam quattuor uteretur : at post bella civilia ante legem Juliam ad duodenos patronos est perventum. Fuerunt autem hi sex : P. Clodius Pulcher, M. Marcellus, M. Calidius, M. Cicero, M. Messalla Niger, Q. Hortensius. Ipse Scaurus dixit pro se ac magnopere judices movit et squalore et lacrimis et ædilitatis effusæ memoria ac favore populari ac præcipue paternæ auctoritatis recordatione.

Laudaverunt Scaurum consulares novem : L. Piso, L. Volcacius, Q. Metellus Nepos, M. Perpenna, L. Philippus, M. Cicero, Q. Hortensius, P. Servilius Isauricus pater, Cn. Pompeius Magnus. Horum magna pars per tabellas laudaverunt, quia aberant : inter quos Pompeius quoque ; nam quod erat pro cos., extra urbem morabatur. Unus præterea adulescens laudavit, frater ejus, Faustus Cornelius, Sullæ filius. Is in laudatione multa humiliter et cum lacrimis locutus non minus audientes permovit quam Scaurus ipse permoverat. Ad genua judicum, cum sententiæ ferrentur, bifariam se diviserunt qui pro reo rogabant : ab uno latere Scaurus ipse et M. Glabrio, sororis filius, et L. Paulus et L. Lentulus, Lentuli Nigri flaminis filius, et L. Aemilius Buca filius et C. Memmius, Fausta natus, supplicaverunt ; ex altera parte Sulla Faustus, frater Scauri, et T. Annius Milo, cui Fausta ante paucos menses nupserat dimissa a Memmio, et C. Peducaeus et C. Cato et M. Laenas Curtianus.

Sententias tulerunt senatores duo et XX, equites tres et XX, tribuni aerarii XXV ; ex quibus damnaverunt senatores IIII, equites II, tribuni II.

Cato prætor cum vellet de accusatoribus in consilium

mittere multique e populo manus in accusatores intenderent, cessit imperitæ multitudini ac postero die in consilium de calumnia accusatorum misit. P. Triarius nullam gravem sententiam habuit; subscriptores ejus M. et Q. Pacuvii fratres denas et L. Marius tres graves habuerunt.

Cato praetor judicium, quia æstate agebatur, sine tunica exercuit campestri sub toga cinctus. In forum quoque sic descendebat jusque dicebat, idque repetierat ex vetere consuetudine, secundum quam et Romuli ac Tatii statuæ in Capitolio et in Rostris Camilli fuerunt togatæ sine tunicis.

* * *

L'utilisation des *Acta* dans l'argument du *pro Scauro* est attestée par le scholiaste même et apparaît avec netteté dans un grand nombre de renseignements qui, d'une part, devaient nécessairement figurer au procès-verbal du débat, d'autre part sont rapportés par Asconius à une date qui est celle du jour même.

C'est à propos de la *delatio nominis*, dont il donne la date, que le scholiaste se réfère aux *Acta* (1), et il est clair que les informations liées à cette formalité doivent être rapportées à la même source : nature du procès, nom du magistrat qui en est chargé, noms de l'accusé, de l'accusateur et de ses *subscriptores* — on observera que le nom de l'un de ceux-ci est le nom officiel — fixation du délai imparti à l'accusation pour l'*inquisitio*. Il n'est pas non plus douteux que l'information d'Asconius sur les raisons alléguées par Triarius pour se dispenser du voyage d'*inquisitio* ne doive être rapportée aux *Acta*, car, du moment que l'accusateur ne s'est pas même mis en route, il a dû

(1) *St.*, p. 22/19.

prendre cette décision dès la *receptio nominis* et ce point est confirmé par les dires de Cicéron dans le plaidoyer : « *delata enim, inquit (Triarius), causa ad me Romam est* » (1).

Les informations relatives à la sentence et aux *laudationes* reviennent également aux *Acta*. En ce qui concerne la sentence, il suffira de renvoyer à ce que nous avons dit du contenu des procès-verbaux judiciaires et d'observer qu'Asconius donne la date du *summus iudicii dies* ; quant aux *laudationes*, il est certain qu'elles devaient être enregistrées au même titre que les témoignages, car l'authenticité des *laudationes* écrites est vérifiée par le tribunal (2), et ici la mention *per tabellas laudaverunt* désigne un document officiel ; d'autre part l'information d'Asconius figurait certainement dans les *Acta* à la date du *summus iudicii dies*, en même temps que celle qui est relative à la sentence, car c'était l'usage de réserver pour l'audience finale les *laudationes* les plus importantes (3). La chronologie de même que la nature de l'information désigne aussi les *Acta* pour la délibération du tribunal sur la sincérité des accusateurs : une manifestation populaire contraint Caton à renvoyer au lendemain son enquête ; or nous avons vu que tous les incidents de nature à troubler le débat étaient mentionnés au procès verbal.

Par contre on ne saurait être aussi affirmatif, en ce qui concerne d'autres informations que les *Acta* fournissaient aussi. Il faut songer en effet que le procès-verbal des débats d'une affaire de *repetundæ* où paraissaient des centaines

(1) *Pro Scauro*, 11, 24.

(2) *Pro Flacco*, 15, 36 : *idem (testis) laudationem, quam nos ab Acmonensibus Flacco datam proferebamus, falsam esse dicebat*.

(3) Dans les plaidoyers prononcés en causes de *repetundæ*, dont le dispositif spécial — l'accusateur renonce au réquisitoire et procède immédiatement à l'interrogatoire — laisse à la défense le dernier mot, l'exhibition des *laudatores* est incorporée à la *miseratio*. Cf. *pro Fonteio*, 20, 44-47 ; *pro Flacco*, 40, 100-102.

de témoins (on peut évaluer à près d'un millier le nombre de ceux qui se présentèrent contre Verrès), où les seuls discours occupaient plusieurs audiences, où toute l'existence d'un homme politique venait en cause, constituait un document énorme qu'il y avait quelque mérite à lire de bout en bout, et il n'est pas douteux que les dimensions mêmes des *Acta* expliquent pourquoi les écrivains anciens y ont si rarement recours. Asconius observe bien qu'il a fouillé toute la collection des *Acta* pour la période de l'histoire qui intéresse le procès de Milon (1), mais il s'agissait d'une cause beaucoup plus célèbre en même temps que bien moins étendue que celle de Scaurus, et, ici, il ressort de son information sur les *laudationes* qu'il n'a pas lu tout le procès-verbal des débats.

Il se trouve en effet que Cicéron, dans le plaidoyer, nomme des *laudatores* dont Asconius ne parle pas (2). Or il est clair qu'Asconius n'a pas choisi, parmi d'autres noms de *laudatores*, ceux de 9 consulaires, car il ajoute : *unus præterea adulescens laudavit, frater ejus (Scauri), Faustus Cornelius* ; par suite, la liste qu'il donne comme complète n'est exacte qu'en ce qui concerne la dernière audience : en se reportant aux *Acta* pour établir la date du *summus iudicii dies*, Asconius a relevé les noms des dix *laudatores* que l'on avait réservés pour l'audience finale. Peut-être a-t-il été induit en erreur par ce que dit Cicéron du nombre des *laudatores* autorisé par l'usage (3), mais il n'en reste pas moins qu'il n'a pas suivi dans les *Acta* le compte rendu

(1) *St.*, p. 38/29 : *Sed ego, ut curiosius aetati vestrae satisfaciam, Acta etiam totius illius temporis persecutus sum.*

(2) *Pro Scauro*, 19, 43 : *Hic mihi ignoscet Cn. Domitius Sincaius, ignoscent... quorum tamen omnium laudatione utimur.*

(3) *In Verr.*, II, V, 22, 57 : *Primum in iudiciis qui decem laudatores dare non potest, honestius est ei nullum dare quam illum quasi legitimum numerum consuetudinis non explere.*

journalier des débats. D'autre part le fait qu'Asconius se borne à dire du fond de la cause : *neque satis abstinenter se gessisse existimatus est (Scaurus) et valde arroganter*, alors que, dans sa *relation* du procès de Milon, il se prononce sur la réalité des griefs (1), aussi bien contre la défense que contre l'accusation et manifestement sur la foi des *Acta*, implique qu'il n'a utilisé ici ces archives que de façon fragmentaire. Enfin on observera que sa *relation*, en ce qui concerne le débat proprement dit, est sommaire : il ne dit rien de l'interrogatoire des témoins et néglige une particularité caractéristique du procès de *repetundæ*, le fait qu'il y eut deux *actiones* ou séries de débats (2).

Asconius s'est donc borné à parcourir les *Acta*. Par suite il y a lieu, en ce qui concerne certaines informations pour lesquelles les *Acta* exigeaient une lecture étendue, d'envisager l'utilisation d'autres sources plus commodés. Par exemple, on ne saurait conclure du rapprochement de ces passages (3) : 1^o *neque Cato ab æquitate ea, quæ et vitam ejus et magistratum illum decebat, quoquam deflexit* ; 2^o *Cato prætor cum vellet de accusatoribus in consilium mittere, multique e populo manus in accusatores intenderent, cessit imperitæ multitudini ac postero die in consilium de calumnia accusatorum misit*, que le scholiaste fonde sur la lecture des *Acta* ce qu'il dit de l'impartialité méritoire de Caton, lié à l'accusateur Triarius par des relations de famille, impartialité qui ne se serait pas démentie pendant tout le débat. Ce n'est pas d'ailleurs qu'il nous paraisse possible d'identifier les autres sources de l'argument (4) — à part les

(1) *St.*, p. 37/6 ; 45/7.

(2) *Pro Scauro*, 13, 29.

(3) *St.*, p. 23/18 et 29/5.

(4) L'hypothèse de l'utilisation des *Lettres* de Cicéron est invraisemblable parce que, dans celles qui sont contemporaines du procès qui nous sont parvenues, les relations de Scaurus avec

commentarii defensionum sur lesquels nous aurons à revenir — et nous entendons seulement marquer la réserve qui s'impose en ce qui concerne l'utilisation des *Acta* dans l'argument du *pro Scauro*. Au reste, la seule information

Pompée, ses chances d'acquittement sont subordonnées à la situation politique : *ad Attic.*, IV, 15, 7 et 9, et que, d'une façon générale, ce sont les élections consulaires, auxquelles Scaurus est candidat, qui retiennent l'attention de Cicéron : *ad Attic.*, IV, 16, 6 ; *ad Quint. fratr.*, II, 14, 4. Or Asconius ne dit mot de la situation politique ni de ses rapports avec le procès ; sa caractéristique de la position de la cause n'a rien d'actuel et n'est fondée que sur des faits d'ordre général : le désintéressement de Scaurus qui n'a pas profité des proscriptions de Sylla, le caractère hautain qu'il tient de son père, ses relations de famille ou d'amitié. Les informations sur le divorce de Pompée (pour laquelle Plutarque renvoie aux Lettres de Cicéron, *Pompée*, 42 ; cf. également *ad Attic.* I, 12, 3), sur l'attitude de Pompée envers Scaurus (*ad Quint. fratr.* III, 8, 3 ; *ad Attic.*, IV, 15, 7) sont d'ailleurs de celles que les historiens ne négligeaient point (*Appien*, II, 24 ; *SUÉTOXE*, *César*, 50) et qu'Asconius semble leur avoir demandées généralement : cf. *St.*, p. 17/11 : *socrus Pisonis quæ fuerit invenire non potui, videlicet quod auctores rerum non perinde in domibus ac familiis feminarum, nisi illustrium, ac virorum nomina tradiderunt*. Quoique l'on pense des arguments par lesquels on a soutenu qu'Asconius ne connaissait pas les *Lettres à Atticus*, il me paraît donc impossible d'envisager ici l'utilisation de ces lettres : j'ajoute que, de même que LICHTENFELDT, *op. l.*, p. 23-25, je ne vois aucune trace certaine de la correspondance dans l'ensemble des *Scholies*.

En revanche, il me paraît vraisemblable que Asconius a utilisé ici Asinius Pollion. On sait que Asinius avait inauguré sa carrière d'avocat en accusant C. Caton, à la défense de qui, observe le scholiaste, Scaurus participa très peu de temps avant d'être poursuivi à son tour. Le procès de C. Caton n'ayant point un intérêt politique considérable, il est donc naturel de supposer que les historiens autres que Asinius Pollion lui-même ne donnaient point sur cette affaire les détails circonstanciés qu'implique la remarque d'Asconius. D'autre part, le procès de C. Caton étant demeuré célèbre précisément parce qu'il ouvre la carrière du grand orateur (cf. *Dialogue des Orateurs*, 34), il est inadmissible que le scholiaste n'ait pas songé à consulter directement Asinius Pollion. Or l'utilisation d'Asinius Pollion rendrait compte de nombreuses

qui intéresse encore l'histoire de la *forma judiciorum* est celle qui a trait aux plaidoiries, et elle est d'une grande importance pour l'étude de la plaidoirie collective.

*
* *

Jusqu'ici la critique a généralement admis que l'ordre de la liste des avocats de Scaurus est erroné, parce que Cicéron y figure en quatrième rang, alors que, dans l'*Orator* (1), il assure qu'il parlait toujours le dernier dans les défenses collectives. Beier, puis Drumann ont invoqué ce texte contre Asconius, tandis que Zumpt défendait l'autorité d'Asconius, mais sans donner de raisons (2). Depuis, Gaumitz (3) a élargi la discussion et tenté de montrer que

nouvelles. Elle expliquerait en particulier pourquoi la cause de Scaurus — que Valère-Maxime (8, 1 A, 10), lequel dérive certainement de Tite-Live sur ce point, représente comme désespérée — n'apparaît point particulièrement mauvaise, pourquoi encore c'est surtout une certaine hauteur aristocratique, héritage de son père, qui aurait attiré à Scaurus la haine des Sardes. De plus l'allusion du scholiaste à l'attitude énigmatique de Pompée, qui soutiendrait Scaurus sans conviction, désigne Asinius Pollion, puisque Appien, c'est-à-dire Asinius Pollion, accusait formellement Pompée d'avoir perdu Scaurus, lors du second procès, celui de brigue. Cette hypothèse rendrait compte aussi de la remarque du scholiaste sur les abus auxquels donna lieu la faculté qu'avaient les accusés de recourir à plusieurs avocats ; en effet s'il a pu observer lui-même que l'usage, avant le procès de Scaurus, n'autorisait guère plus de 4 avocats, la phrase : *at post bella civilia ante legem Juliam ad duodenos patronos est perventum*, évoque précisément la carrière oratoire d'Asinius Pollion.

(1) *Orator*, 37, 130 : *Quid ego de miserationibus loquar ? quibus eo sum usus pluribus quod, etiam si plures dicebamus, perorationem mihi tamen omnes relinquebant.*

(2) *Criminalprozess*, p. 229.

(3) H. GAUMITZ. *De M. Aemilii Scauri causa repetundarum et de Ciceronis pro Scauro oratione*, *Leipziger Studien*, II, 1879, p. 251, sq.

l'ordre indiqué par Asconius est faux, même dans l'hypothèse où sa source serait les *Acta*.

Gaumitz confronte la liste des avocats de Scaurus avec les listes des défenseurs de Saufeius (1), pour lesquelles il ne voit guère de source possible que les *Acta*, étant donné qu'il ne s'agit pas de procès historiques : *defenderunt* (sc. *M. Saufeium*) *M. Cicero*, *M. Caelius* (2) et plus loin : *defenderunt* (sc. *M. Saufeium in altera causa*) *M. Cicero*, *M. Terentius Varro Gibba*. Or, dit Gaumitz, quelle vraisemblance que ce dernier, chevalier obscur, celui-là, disciple de Cicéron, aient pris le pas sur un Cicéron, devant qui Hortensius même s'efface, et il conclut que l'ordre donné par les *Acta* est un ordre de hasard, peut-être celui dans lequel les avocats annonçaient leur concours.

Examinons les questions de savoir, d'abord si les listes des défenseurs de Saufeius dérivent des *Acta*, puis comment il faut interpréter l'ordre dans lequel Asconius cite les noms.

1^o L'origine de ces listes ressort manifestement du contexte : Asconius donne en même temps le dénombrement des votes dans chaque section de juges ; d'autre part les noms de deux accusateurs et celui de Saufeius même sont mentionnés avec des indications (3) qui ne pouvaient figurer que dans un document administratif.

2^o Lorsque Cicéron dirige une défense, présentée par plusieurs avocats, il ne prononce pas qu'un seul plaidoyer, mais au moins deux, l'un au début, l'autre en fin de plaidoirie : *atque* (4) *etiam in illo reprehendo eos, qui, quæ minime firma sunt, ea prima collocant. In quo illos quoque errare*

(1) *Ibid.* p. 266.

(2) *St.*, p. 46/1.

(3) *M. Saufeius M. f* ; *L. Fulinius C. f.*, etc...

(4) *De Oratore*, II, 77, 313-314.

arbitror, qui, si quando, — id quod mihi nunquam placuit (1) — *pluris adhibent patronos, ut in quoque eorum minimum putant esse, ita eum primum volunt dicere. Res enim hoc postulat, ut eorum expectationi qui audiunt quam celerrime succurratur ; cui si initio satisfactum non sit, multo plus sit in reliqua causa laborandum. Male enim se res habet, quæ non statim, ut dici coepta est, melior fieri videtur. Ergo ut in oratore optimus quisque, sic in oratione firmissimum quodque sit primum ; dum illud tamen in utroque teneatur, ut ea quæ excellent servantur etiam ad perorandum, si qua erunt mediocria — nam vitiosis nusquam esse oportet locum — in mediam turbam atque in gregem conjiciantur.* De ce texte il ressort qu'il n'y a aucune raison pour admettre que, dans une liste composée de deux noms, le deuxième nom ait été celui de l'avocat principal, et l'ordre donné par Asconius ne désigne pas Cicéron comme l'assistant de Caelius ou d'un Terentius Varro Gibba, mais bien comme le directeur de la défense. En effet, s'il est vrai qu'il a prononcé la *peroratio*, il a aussi traité le *principium*, partie extrêmement importante, puisqu'elle comporte la critique de l'accusation et, dit Cicéron, fonde toute la défense. Quant à l'hypothèse de Gaumitz que l'ordre donné par les *Acta* serait fortuit, « si l'on veut », dit-il, « celui dans lequel les avocats avaient annoncé leur collaboration », elle est fondée sur la définition accréditée des *Acta-Journal de Rome*, et il est clair que les noms étaient enregistrés dans l'ordre même des plaidoiries.

Ainsi, en ce qui concerne les listes des avocats de Saufeius, on ne saurait ni douter qu'elles dérivent des *Acta* ni leur opposer le témoignage de Cicéron. L'information de l'*Orator* n'est pas fausse, mais il est nécessaire de la compléter par celle du *de Oratore*, d'où il ressort que Cicéron,

(1) Sur ce point cf. *Brutus*, 57, 208.

lorsqu'il prononçait la *peroratio*, avait déjà traité le *principium*.

Est-ce le cas dans sa défense de Scaurus ?

Gaumitz affirme que, dans toutes les plaidoiries collectives pour lesquelles nous possédons les plaidoyers cicéroniens, Cicéron fut chargé de la *peroratio* (1). Il faut dire que cette opinion a été unanimement admise jusqu'ici, et reconnaître qu'elle est justifiée dans l'ensemble ; mais il n'y a pas de règle sans exception. J'ai montré ailleurs que le *pro Cælio* représente une plaidoirie introductive à la plaidoirie principale qui fut prononcée par Caelius lui-même, ainsi qu'il ressort d'un texte de Quintilien qui lisait et le plaidoyer de Cicéron et le plaidoyer de Caelius (2).

Si Caelius fut à lui-même son principal avocat, rien de plus naturel, puisqu'il était un orateur distingué. Pareil éloge serait peut-être excessif pour Scaurus, mais Scaurus pouvait se faire quelque illusion et nous savons, par Asconius, qu'il soutint plusieurs causes, entre autres celle de C. Caton.

D'après Asconius, Scaurus se défendit lui-même et, ajoute le scholiaste, il sut trouver des accents pathétiques qui émurent les juges ; d'après Cicéron (1), au moment où

(1) *De M. Aemilii Scauri causa repetundarum*, p. 266.

(2) QUINTILIEN (IV, 2, 27) veut montrer que c'est par un préjugé tout scolaire que l'on croit devoir placer toujours la narration après l'exorde : *erunt quædam causæ, neque id raro, crimine quidem, de quo cognitio est, faciles ad diluendum, sed multis antea-ctæ vitæ flagitiis et gravibus oneratæ ; quæ prius amovenda sunt, ut propitius iudex defensionem ipsius negotii, cujus propria quæstio est, audiat : ut, si defendendus sit M. Cælius, nonne optime patronus occurrat prius conviciis luxuriæ, petulantix, impudicitix, quam veneficii ? in quibus solis omnis Ciceronis versatur oratio ; deinde tum narret de bonis Pallæ, totamque de vi explicet causam, quæ est ipsius actione defensa ? Sed nos ducit scholarum consuetudo...* »

(1) *pro Scauro*, 14, 31 : *Hic ego Appium Claudium... nullo loco, iudices, vituperabo. Fuerint enim ex partes aut ejus, quem id facere dolor et suspicio sua coëgit, aut ejus, qui has sibi partes de-*

lui-même parlait, l'accusé d'abord, puis Clodius avaient déjà plaidé et attaqué avec une extrême violence le consul Appius Claudius qui aurait été l'instigateur des poursuites. L'information d'Asconius — étant donné le caractère qu'il attribue à la plaidoirie de Scaurus — ne peut se rapporter qu'à la dernière phase de la plaidoirie collective, la *peroratio*, qui comprend naturellement la *miseratio*, celle de Cicéron à la première, la critique de l'accusation. Or, dans la théorie de la disposition du *de Oratore*, la *peroratio* et le *principium* sont les deux parties de la plaidoirie collective que le protagoniste doit se réserver, le reste, c'est-à-dire le détail des griefs, qui sont la matière de l'argumentation et de la réfutation, étant dévolu aux avocats subalternes ; d'autre part, dans la pratique, l'élément essentiel du *principium* est naturellement la critique de l'accusation dont l'avocat dévoile les mobiles secrets et blâme les procédés (1). Nous avons montré ailleurs que tous les plaidoyers relatifs à des causes où Cicéron parut en qualité de protagoniste sont établis sur ce plan et constitués essentiellement de deux discours, un *principium*, une *peroratio*, séparés dans le temps par les discours de ses collaborateurs qui ont traité le détail des griefs, et c'est précisément pourquoi l'argumentation proprement dite tient si peu de place dans ces plaidoyers et n'y paraît que résumée dans la *recapitulatio* qui est un des éléments de la *peroratio*. De même, dans le *pro Cælio*, l'allusion de Cicéron à une plaidoirie de Caelius antérieure au moment

poposcit, quod aut non animadvertibat, quem violaret, aut facilem sibi fore in gratiam reditum arbitrabatur. Cf. *ad Attic.*, IV, 17, 2 ; *pro Scauro*, 16, 36 : *ea, quæ dixi, non secus dixi, quam si ejus frater essem, non is qui et est et qui multa dixit, sed is, qui ego esse in meum consuevi.*

(1) Cf. aussi *de Oratore*, II, 79, 321.

où lui-même parle (1), tandis que Quintilien voit le plaidoyer de Cicéron précéder celui de Caelius, suppose que le premier discours de Caelius est un *principium*. Ici l'information d'Asconius, qui se borne à relever cette particularité que Scaurus prit part à sa propre défense et note le caractère pathétique de sa *miseratio*, n'implique pas que le discours introductif de Scaurus n'ait pas été mentionné dans les *Acta*. Faut-il continuer à opposer Cicéron à Quintilien pour le *pro Cælio*, Asconius à Cicéron pour le *pro Scauro*, et leurs informations en apparence contradictoires ne révèlent-elles pas précisément le dispositif préconisé par Cicéron dans le *de Oratore*, repris par Caelius son disciple, puis par Scaurus : la troupe des défenseurs a un chef dont la direction assure à la plaidoirie collective une certaine cohésion, un plan d'ensemble, et ce chef est ici l'accusé lui-même.

La confrontation du *pro Scauro* avec les discours relatifs à des procès où Cicéron parut certainement en qualité de protagoniste confirme ce point de vue : nulle part Cicéron ne revient sur une argumentation déjà traitée, comme c'est le cas dans la *peroratio*, composée essentiellement de la *recapitulatio* et de la *miseratio*, et il est clair qu'il a été chargé d'une partie déterminée de l'argumentation proprement dite (2), laquelle occupe le milieu de la plaidoirie collective. Ni les dimensions relativement considérables du plaidoyer *pro Scauro*, ni le ton pathétique de son *epilogus* ne sauraient faire illusion (3). En effet, si l'on évalue le temps attribué à la défense pour les plaidoiries dans le

(1) *pro Cælio*, 19, 45 : *audistis, cum pro se diceret, audistis antea, cum accusaret*.

(2) Nulle part Cicéron ne fait allusion à d'autres griefs que l'affaire Bostar et le *crimen frumentarium*, dont la discussion occupe tout le corps du plaidoyer.

(3) Cf. Gaumitz, p. 265.

procès de Scaurus, d'après les indications de la *lex Julia Tabulæ Bantinæ* d'une part, d'après ce que dit Cicéron du temps attribué par la loi au *subscriber* Decianus, dans l'affaire Flaccus, également débattue suivant la procédure de la *lex Julia repetundarum*, d'autre part, il ressort que les avocats de Scaurus disposaient de 60 heures, et, par suite, que Cicéron, tout en jouant dans l'ensemble de la plaidoirie un rôle subalterne, pouvait occuper toute une audience :

1^o *pro Flacco*, 33, 81 : *Non est, mihi crede, corruptus (Decianus). Quid enim fuit, quod ab eo redimeretur ? ut duceret judicium ? Cui sex horas omnino lex dedit, quantum tandem ex his horis detraheret, si tibi morem gerere voluisset ?*

2^o *lex Julia tabulæ Bantinæ*, Bruns, *Fontes juris romani antiqui*, p. 129 :

Isque II vir in singulos accusatores, qui eorum delator erit, ei horas IIII, qui subscriber erit, horas II accusandi potestatem facito..... Quot horas omnino omnibus accusatoribus in singulas actiones dicendi potestatem fieri oportebit, totidem horas et alterum tantum reo quive pro eo dicet in singulas actiones dicendi potestatem facito.

Dans l'affaire Scaurus, les trois *subscriptores* de l'accusation disposant chacun de 6 heures, l'accusateur en titre de 12, la défense se voyait donc attribuer 60 heures.

Quant au caractère pathétique de l'*epilogus* cicéronien, il faut songer que les larmes de l'accusé Scaurus avaient dû être réservées pour l'audience finale, et que Cicéron pouvait s'attendrir sans compromettre le succès de son collaborateur ; chacun des réquisitoires contre Verrès n'a-t-il pas son *epilogus*, et, lorsque la cause est vaste, ainsi que l'observe Quintilien qui, dans ce cas, recommande l'emploi de nombreux *epilogi* (1), n'y a-t-il pas du pathétique pour plusieurs avocats ?

(1) *Institut Orat.*, VI, 1, 54.

De plus, il est difficile de ne pas voir, dans un passage d'une lettre de Cicéron à Atticus (1), le témoignage de Cicéron lui-même sur son rôle dans le débat : *Scaurus qui erat paucis diebus illis absolutus cum ego partem ejus ornatissime defendissem..... populo tributim domi suæ satisfecerat*. Les manuscrits ont *patrem* qui n'est pas possible, tandis que *partem* donne un sens pleinement satisfaisant si on l'interprète, non pas comme Mueller, par *causam* (les exemples que cet éditeur allègue et où *pars* signifie parti politique ne sauraient être retenus ici), mais dans le sens tout à fait usuel de partie d'une cause, soit que l'avocat distingue dans sa défense plusieurs catégories de faits, soit, dans les causes particulièrement vastes et soutenues par plusieurs avocats, qu'il désigne la tâche échue à chacun d'eux (2). Cet emploi de *pars*, pour dire portion, tranche d'une cause traitée en plusieurs audiences, est analogue à celui de *pars* dont Pétrone use dans le sens de morceau à chanter ou à déclamer (3); quant à la tournure elliptique : *defendere partem Scauri* au lieu de *defendere partem causæ Scauri*, il est superflu d'observer qu'elle n'a rien de surprenant dans une lettre familière.

Enfin certaines particularités des débats ne s'expliquent pas, dans l'hypothèse où Cicéron aurait parlé en qualité de directeur de la défense. Comment rendre compte de cette circonstance que Cicéron se présenta, dans la dernière audience, à titre de *laudator* (4) ? Comment rendre compte de

(1) *Ad Attic.*, IV, 17, 4.

(2) *Pro Flacco*, 33, 83 : *Quam partem causæ tibi daremus ? pro Sulla*, 4, 13 : *atque hæc inter nos partitio... non est fortuito nec temere facta* ; *pro Cluentio*, 1, 1, 3 ; *in Q. Cæcilium divinatio*, 14, 45 : *Quid ? cum accusationis tuæ partes dividere cæperit et in digitis suis singulas partes causæ constituere* ; *pro Roscio comædo*, 4, 13, etc.

(3) *Satyricon*, 46, 3 ; 75, 4, etc...

(4) *St.*, p. 28/22.

la nécessité où est Cicéron de s'expliquer sur la façon dont il a étudié la cause (1) ? Manifestement Triarius a demandé à Cicéron ce qu'il vient faire dans un débat qu'il n'a pas suivi, étant fort occupé à cette date par la défense de Planicius dont il fut, sans aucun doute, le principal avocat ; de même, s'il paraît en *laudator*, c'est apparemment qu'entre sa plaidoirie et sa *laudatio* il s'est écoulé un certain temps, et qu'il n'a fait, en cours de plaidoirie, qu'une brève apparition.

Ainsi il ne subsiste rien de l'argumentation de Gaumitz en tant qu'elle est fondée sur la pratique de la plaidoirie collective en général et sur le rôle de Cicéron dans la défense de Scaurus en particulier. Quant à l'hypothèse subsidiaire à laquelle cet érudit recourt et qui est fondée sur la théorie des *Acta-Journal de Rome*, elle ne mérite pas considération. Nous avons vu en effet que, étant donné la nature des *Acta*, lesquels représentent les procès-verbaux officiels du débat, les noms des avocats ne peuvent y avoir été enregistrés, en ce qui concerne les plaidoiries, que dans l'ordre même où ces plaidoiries s'étaient succédées, et manifestement Asconius trouvait les noms des accusateurs et des défenseurs mentionnés à propos de chacun des actes de la procédure auxquels ils avaient pris part. Ici même le scholiaste indique, pour chacun des accusateurs, les résultats des poursuites intentées *de calumnia* (2), et, dans la relation du procès de Milon, le nom d'Appius apparaît six fois : 1^o *nova lege Milo postulatus (est) a duobus Appiis Claudiis* 2^o *tum intra horam secundam accusatores coeperunt dicere Appius major et M. Antonius et P. Valerius Nepos ; usi sunt ex lege horis duabus ;* 3^o *damnatum autem opera maxime Appii Claudii*

(1) *Pro Scauro*, 5, 7 : *Ac ne existimes, Triari, quod adferam in dicendo me fingere ipsum et non a reo causam cognoscere, explicabo tibi...*

(2) *St.*, p 29/7.

pronuntiaturum est ; 4^o cum ei (Appio Claudio) præmium lege daretur, negavit se eo uti, etc.

Il reste que, l'ordre de la liste des avocats de Scaurus étant, non pas artificiel, comme c'eût été le cas dans une relation écrite plus ou moins longtemps après les événements, mais réel — puisqu'il est exact en ce qui concerne le rôle de Cicéron, de Clodius, de Scaurus et, d'une façon générale, conforme à la pratique usuelle de la plaidoirie collective — cette liste dérive certainement des *Acta*.

* * *

Nous avons montré que les *laudationes* devaient être enregistrées dans les *acta* au même titre que les témoignages et il n'est pas douteux que le scholiaste a puisé à cette source sa liste de *laudatores*. En est-il de même pour les dix « pleureurs » qu'il met en scène au moment du vote (1) ? Rien ne s'oppose à ce que les suppliants que cite Asconius aient figuré au débat en qualité d'*advocati* ; mais il est improbable, d'une part, que la loi ait prévu semblable manifestation, d'autre part et dans cette hypothèse même, que les *Acta* en aient relaté le curieux dispositif. La source du scholiaste ne peut non plus être ni un ouvrage d'histoire, ni la correspondance de Cicéron, dont les relations de débats se réduisent à l'essentiel et où n'apparaît rien de semblable.

Quintilien (2) cite un passage du plaidoyer de Cicéron dans la seconde affaire Scaurus, plaidoyer qui était représenté seulement par les *commentarii defensionum*, et ce passage appartient à une *miseratio* — *prosopopeia loquentis pro reo utitur* — dit Quintilien, qui ne peut guère avoir été prononcée qu'à la fin de la plaidoirie collective, et exclut

(1) *St.*, p. 28/27.

(2) *Institut. orat.*, IV, 1, 69.

en tout cas l'hypothèse que Scaurus ait joué cette fois le rôle principal dans sa défense. Or les *epilogi* cicéroniens nomment régulièrement les suppliants que l'avocat présentait aux juges, sans doute parce que leurs larmes accompagnaient et soutenaient son pathétique, et, dans celui du *pro Fonteio* (1), nous retrouvons la mise en scène dont Asconius parle ici : l'accusé se jette aux pieds des juges, entouré de ses proches. Si l'on songe que les suppliants sont tels par destination, si l'on peut dire, et en raison de leur parenté, en sorte que les « pleureurs » du second procès devaient avoir figuré au premier (et c'est une circonstance que Cicéron ne pouvait manquer de rappeler), on ne peut douter qu'Asconius ne doive aux *commentarii defensionum* la liste des suppliants et le dispositif de leur exhibition.

La même source me paraît aussi indiquée pour les informations suivantes : 1^o *Scaurus....magnopere iudices movit et squalore et lacrimis* (ces détails désignent manifestement un discours) *et ædilitatis effusæ memoria ac favore populari* (mêmes arguments dans la *prosopopeia loquentis proreo* du *pro Milone* (2), *ac præcipue paternæ auctoritatis recordatione* ; 2^o *is (Faustus Cornelius) in laudatione multa humiliter et cum lacrimis locutus non minus audientes permovit quam Scaurus ipse permoverat*. Il est clair que la source de ces deux informations est la même, et, si

(1) *Pro Fonteio*, 21, 46 : *Num etiam de matris hunc complexu... vobis inspectantibus avellet atque abstrahet (accusator) præsertim cum virgo Vestalis ex altera parte germanum fratrem complexa teneat vestramque, iudices, ac populi romani fidem imploret ?*

(2) *Pro Milone*, 35, 96 : *Meminit etiam sibi vocem præconis modo defuisse... populi vero cunctis suffragiis... se consulem declaratum* ; 35, 95 : *Plebem et infimam multitudinem, quæ P. Clodio duce fortunis vestris imminebat, eam, quo tutior esset vestra vita, se fecisse commemorat ut non modo virtute flecteret, sed etiam tribus suis patrimoniis deliniret.*

l'on ne peut douter que la *laudatio* de Faustus Sylla, de même que la plaidoirie de Scaurus, aient été mentionnées dans les *Acta*, ce document n'enregistrait assurément ni les larmes ni leurs effets. Par contre, le *commentarius defensionis* de la seconde affaire Scaurus, étant donné d'une part que la *miseratio* est avant tout un appel à la pitié, d'autre part que Cicéron parlait au nom de Scaurus, devait nécessairement évoquer le premier procès et la miséricorde des premiers juges. On sait que Cicéron ne manque jamais de rappeler au tribunal ces sortes de précédents, et ce thème s'imposait ici d'autant plus que Scaurus avait été acquitté, quelques mois seulement auparavant, presque à l'unanimité.

CHAPITRE III

LA RELATION DU PROCÈS DE MILON

Dans l'argument du *pro Milone*, Asconius se réfère aux *Annales*, c'est-à-dire à l'histoire, d'une façon générale, une seule fois (1) et seulement pour constater que le fait dont il s'agit, l'occupation du Forum par les troupes, est bien connu ; s'il nomme Fenestella (2), c'est pour le récuser et dire qu'il suivra de préférence les *Acta* et le plaidoyer cicéronien. D'autre part, s'il n'invoque les *Acta* qu'une fois dans l'argument, il s'y réfère à trois reprises dans l'*enarratio* (3) et en cite des extraits sur lesquels nous nous sommes appuyés précisément pour déterminer la nature et le contenu de ces archives. Enfin le scholiaste observe qu'il a utilisé la collection des *Acta* pour toute la période qui intéresse le procès de Milon. Il est clair en effet que, dans le passage (4) — que nous avons cité en entier et commenté plus haut — où Asconius raconte comment il a identifié le sénateur qui avait fait échouer la motion de la majorité sénatoriale relative à la procédure de l'affaire Milon, la phrase : *sed ego, ut curiosius aetati vestræ satisfac-*

(1) *St.*, p. 30/4. Nous devons revenir sur ce texte.

(2) *St.*, p. 31/3.

(3) *St.*, p. 38/29, 40/21, 42/5.

(4) *St.*, p. 38/16 à 39/11.

ciam, Acta etiam totius illius temporis persecutus sum, ne signifie point : « j'ai dû recourir aux *Acta* pour vous procurer ce renseignement », mais « c'est grâce à cette circonstance que j'ai dépouillé la collection entière des *Acta* que je suis à même d'élucider ce point. » Le contexte — le scholiaste observant qu'il n'a trouvé le nom de Fufius Calenus qu'indirectement dans les *Acta*, et à une date postérieure à celle où avait eu lieu la délibération du sénat — ne permet aucun doute. Par suite, nous avons le droit de rapporter aux *Acta* toutes les informations que comportent ces documents et, bien qu'il n'entre pas dans notre sujet de rechercher l'origine de celles qui n'intéressent pas directement le procès, il nous sera permis de remarquer qu'il ne saurait y avoir aucun doute, en ce qui concerne les nombreux passages relatifs au rôle des tribuns du peuple (1) et du sénat, étant donné 1° que la partie des *Acta* relative aux délibérations du sénat et aux assemblées du peuple

(1) Le long développement, *St.*, p. 34/18, que le scholiaste fait suivre de cette remarque : *hæc, etsi nullam de his criminibus mentionem fecit Cicero, tamen, quia ita compereram, putavi exponenda*, revient manifestement aux *Acta*, puisqu'il n'y est question que de *contiones* des tribuns. Sur les autres sources de l'argument cf. LICHTENFELDT, *op. l.*, p. 27 sq. L'utilisation de Tite-Live ressort en particulier des rapprochements suivants : ASCONIUS. *St.*, p. 30/7, DION, XL, 46, 3 ; *St.*, p. 31/16, DION, XL, 48, 2 ; *St.*, p. 32/12, DION, XL, 49, 4, 5. Par contre, je ne crois pas que dans les passages suivants : *St.*, p. 31/24, 31/27 à 32/6, Asconius, qui donne des indications chronologiques précises, lesquelles manquent dans DION, XL, 48, 3, 49, 1, 2, et étaient fournies par les *Acta*, doive rien à Tite-Live. Quant à Fenestella, LICHTENFELDT, p. 57, ne signale qu'un rapprochement, cet historien dérivant d'Asinius Pollion : *St.*, p. 33/26, Appien II, 20, Plutarque, César, 28. J'estime que l'utilisation d'Asinius Pollion est directe et aussi qu'elle est considérable ; en particulier une phrase comme celle-ci : *Postea Pompeius et Sallustius in suspitione fuerunt redisce in gratiam cum Milone ac Cicerone* (*St.*, p. 35/2), me paraît désigner Asinius Pollion.

est constituée de procès-verbaux de séances ; 2^o que le scholiaste a procédé à un dépouillement méthodique de cette source. Aussi bien, sur l'objet propre de nos recherches, nous suffira-t-il le plus souvent de renvoyer au chapitre où nous avons déterminé le contenu des procès-verbaux judiciaires, et s'agit-il moins de prouver l'utilisation des *Acta* que de préciser la façon dont le scholiaste les a utilisés.

Avant d'en venir aux débats, le scholiaste rapporte les principales dispositions de la *lex Pompeia de vi* sur la procédure. Or les *Acta* en matière judiciaire n'étant pas autre chose que les procès-verbaux des débats, il est clair que l'on a le droit de conclure du texte de la loi au contenu des *Acta*, en ce qui concerne, non seulement les éléments qui y figurent, mais leur ordre même, l'exécution de chacune des prescriptions de la loi devant être consignée dans cet ordre au procès-verbal. C'est pourquoi nous étudierons les éléments de la relation d'Asconius dans l'ordre de son récit, qui est précisément celui dans lequel les actes de la procédure devaient se succéder ; cette disposition aura l'avantage de faire ressortir le rôle de source principale que jouent ici les *Acta*.

*
* * *

Texte de la relation :

(Lex)..... jubebat ut, prius quam causa ageretur, testes per triduum audirentur, dicta eorum iudices consignarent, quarta die adesse omnes juberentur ac coram accusatore ac reo pilæ, in quibus nomina judicum inscripta essent, aequarentur ; dein rursus postera die sortitio judicum fieret unius et LXXX : qui numerus cum sorte obtigisset, ipsi protinus sessum irent ; tum ad dicendum accusator duas horas, reus tres haberet, resque eodem die illo judicaretur,

prius autem quam sententiæ ferrentur, quinos ex singulis ordinibus accusator, totidem reus rejiceret, ita ut numerus judicum relinqueretur, qui sententias ferrent, quinquaginta et unus.

Primo die datus erat in Milonem testis C. Causinius Schola : qui se cum P. Clodio fuisse, cum is occisus esset, dixit, atrocitatemque rei factæ quam maxime potuit auxit. Quem cum interrogare asperius M. Marcellus coepisset, tanto tumultu Clodianæ multitudinis circumstantis exterritus est, ut vim ultimam timens in tribunal a Domitio reciperetur. Quam ob causam Marcellus et ipse Milo a Domitio præsidium imploraverunt. Sedebat eo tempore Cn. Pompeius ad aerarium perturbatusque erat eodem illo clamore : itaque Domitio promisit se postero die cum præsidio descensurum, idque fecit. Qua re territi Clodiani silentio verba testium per biduum audiri passi sunt. Interrogaverunt eos M. Cicero et M. Marcellus et Milo ipse. Multi ex eis qui Bovillis habitabant testimonium dixerunt de eis quæ ibi facta erant : coponem occisum, tabernam expugnatam, corpus Clodii in publicum extractum esse. Virgines quoque Albanæ dixerunt mulierem ignotam venisse ad se quæ Milonis mandato votum solveret, quod Clodius occisus esset. Ultimæ testimonium dixerunt Sempronia, Tuditani filia, socrus M. Clodii et uxor Fulvia : fletu suo magnopere eos qui assistebant commoverunt. Dimisso circa horam decimam judicio T. Munatius pro contione populum adhortatus est ut postero die frequens adesset et elabi Milonem non pateretur, judiciumque et dolorem suum ostenderet euntibus ad tabellam ferendam. Postero die, qui fuit judicii summus a. d. VI Id. April, clausæ fuerunt tota urbe tabernæ ; præsidia in foro et circa omnis fori aditus Pompeius disposuit ; ipse pro ærario, ut pridie, consedit sæptus delecta manu militum. Sortitio deinde judicium a primo die facta est : post tantum silen-

tium toto foro fuit, quantum esse in aliquo foro posset. Tum intra horam secundam accusatores cœperunt dicere Appius major et M. Antonius et P. Valerius Nepos : usi sunt ex lege horis duabus.

Respondit his unus M. Cicero : et cum quibusdam placuisset ita defendi crimen, interfici Clodium pro re p. fuisse (quam formam M. Brutus secutus est in ea oratione quam pro Milone composuit et edidit, quasi egisset), Ciceroni id non placuit, ut, quisquis bono p. damnari, idem etiam occidi indemnatus posset. Itaque cum insidias Milonem Clodio fecisse posuissent accusatores : quia falsum id erat — nam forte illa rixa commissa fuerat — Cicero apprehendit et contra Clodium Miloni fecisse insidias disputavit, eoque tota oratio ejus spectavit. Sed ita constitit ut diximus : nec utrius consilio pugnatum esse eo die, verum et forte occurrisset et ex rixa servorum ad cædem perventum. Notum tamen erat utrumque mortem alteri saepe minatum esse, et sicut suspectum Milonem major quam Clodii familia faciebat, ita expeditior et paratior ad pugnam Clodianorum quam Milonis fuerat. Cicero cum inciperet dicere, exceptus acclamatione Clodianorum, qui se continere ne metu quidem circumstantium militum potuerunt. Itaque non ea qua solitus erat constantia dixit. Manet autem illa quoque excepta ejus oratio : scripsit vero hanc quam legimus ita perfecte, ut jure prima haberi possit.

Peracta utrimque causa singuli quinos accusator et reus senatores, totidem equites et tr. ærarios rejecerunt, ita ut unus et L sententias tulerint. Senatores condemnaverunt XII, absolverunt VI; equites condemnaverunt XIII, absolverunt IIII; tr. ærarii condemnaverunt XIII, absolverunt III. Videbantur non ignorasse judices, in scio Milone initio vulneratum esse Clodium, sed compererant, postquam vulneratus esset, jussu Milonis occisum. Fuerunt qui crederent M. Catonis sententia eum esse absolutum; nam et

bene cum re p. actum esse morte P. Clodii non dissimulaverat et studebat in petitione consulatus Miloni et reo adfuerat. Nominaverat quoque eum Cicero præsentem et testatus erat audisse a M. Favonio ante diem tertium quam facta cædes erat, Clodium dixisse perituum esse eo triduo Milonem..... Sed Milonis quoque notam audaciam removeri a re publica utile visum est. Scire tamen nemo unquam potuit utram sententiam tulisset. Damnatum autem opera maxime Appi Claudii pronuntiatum est. Milo postero die factus reus ambitus apud Manlium Torquatum absens damnatus est. Illa quoque lege accusator fuit ejus Appius Claudius, et cum ei præmium lege daretur, negavit se eo uti. Subscripserunt ei in ambitus iudicio P. Valerius Leo et Cn. Domitius Cn. f.. Post paucosque dies Milo apud M. Favonium quæsitorem de sodaliciis damnatus est accusante P. Fulvio Nerato : cui e lege præmium datum est. Deinde apud L. Fabium quæsitorem iterum absens damnatus est de vi : accusavit L. Cornificius et Q. Patulcius. Milo in exilium Massiliam intra paucissimos dies profectus est ; bona ejus propter æris alieni magnitudinem semuncia venierunt.

Post Milonem eadem lege Pompeia primus est accusatus M. Saufeius M. f., qui dux fuerat in expugnanda taberna Bovillis et Clodio occidendo. Accusaverunt eum L. Cassius, L. Fulcinius C. f., C. Valerius ; defenderunt M. Cicero, M. Caelius, obtinueruntque ut una sententia absolveretur. Condemnaverunt senatores X, absolverunt VIII ; condemnnaverunt equites R. VIII, absolverunt VIII ; sed ex tr. aerariis X absolverunt, VI damnaverunt : manifestumque odium Clodii saluti Saufeio fuit, cum ejus vel pejor causa quam Milonis fuisset, quod aperte dux fuerat expugnandæ tabernæ. Repetitus deinde post paucos dies apud C. Considium quæsitorem e lege Plautia de vi, subscriptione ea quod loca edita occupasset et cum telo fuisset ; nam dux

fuerat operarum Milonis. Accusaverunt C. Fidius, Cn. Apponius Cn. f., M. Seius... Sex. f. ; defenderunt M. Cicero, M. Terentius Varro Gibba. Absolutus est sententiis plenius quam prius : graves habuit XVIII, absolutorias duas et XXX ; sed e contrario hoc ac priore iudicio accidit : equites enim ac senatores eum absolverunt, tr. aerarii damnaverunt.

Sex. autem Clodius, quo auctore corpus Clodii in curiam illatum fuit, accusantibus C. Cæsennio Philone, M. Alphi-dio, defendente T. Flacconio, magno consensu damnatus est sententiis sex et XL ; absolutorias quinque omnino habuit : duas senatorum, tres equitum.

Multi præterea et præsentés et cum citati non respon-dissent damnati sunt : ex quibus maxima pars fuit Clo-dianorum.

*
* *

1^o Interrogatoire. St. 36/12 — 36/26.

Au cours de la première journée, un incident grave s'était produit. C. Causinius Schola s'était départi de la réserve que l'usage imposait aux témoins et avait décrit sur un ton pathétique la scène du meurtre ; quand ce vint au tour de la défense de le questionner, la populace prit une attitude telle que le président du tribunal, Domitius, dut lever la séance et demander au consul d'assurer le len-demain et les jours suivants la liberté du débat.

Nous avons vu que mention était faite dans les procès-verbaux des incidents susceptibles d'interrompre ou de troubler l'audience. De même il est certain que la demande d'un service d'ordre devait être consignée au procès-verbal, puisque c'est après délibération des juges qu'elle est trans-

mise aux pouvoirs publics (1). Ici, la façon dont le rôle du président de la *quæstio* est mis en relief indique clairement que la *relation* d'Asconius est fondée sur le compte-rendu de Domitius : Domitius prend Marcellus sous sa sauvegarde, c'est à lui que Marcellus et Milon demandent d'intervenir, c'est lui qui sollicite et obtient de Pompée que des troupes protègent le tribunal (2). Quant aux origines de l'incident, il est visible que le scholiaste a lu la déposition de Causinius qui le renseignait aussi bien sur son caractère oratoire que sur le moment même où elle provoqua l'altercation de l'avocat et du témoin ; en effet les noms des parties ou des représentants des parties qui avaient questionné les témoins étaient mentionnés avec chaque réponse, ainsi qu'il ressort de ce texte des *Verrines* (3) : *cedo mihi ipsius Verris testimonium; videamus quid idem iste juratus dixerit. Ab accusatore rogatus respondit in hoc iudicio non persequi sibi in animo esse, alio tempore persequi*. On voit aussi quelle est la source de la phrase : *interrogaverunt eos (testes) M. Cicero et M. Marcellus et Milo ipse*.

Domitius ayant nécessairement rendu compte du service d'ordre mis à sa disposition, c'est également aux *Acta* qu'appartiennent les informations suivantes : 1° *qua re territi Clodiani silentio verba testium per biduum audiri passi sunt* ; 2° *post tantum silentium toto foro fuit, quantum esse in aliquo foro posset*. La même origine doit être attribuée à la phrase : *Cicero cum inciperet dicere, exceptus acclama-*

(1) *Ad Attic.*, I, 16, 5 : *clamare præclari Areopagitæ se non esse venturos nisi præsidio constituto. Refertur ad consilium. Una sola sententia præsidium non desideravit. Defertur res ad senatum*. Ici c'est à Pompée, investi de pleins pouvoirs, que s'adresse le président de la *Quæstio*.

(2) Dans les procès-verbaux relatifs aux actes du stratège d'Omboi, les faits sont rapportés à la troisième personne. Cf. Wilcken, p. 98.

(3) *In Verr.*, II, I, 33, 84.

tione Clodianorum..., sur laquelle nous aurons à revenir.

On sait que les témoins sont appelés dans l'ordre voulu par l'accusation, et, de même que les arguments dans le discours, présentés au moment le plus favorable à l'effet que l'accusateur veut produire. La tactique usuelle est de réserver pour le début et la fin les meilleurs moyens dont l'on dispose. Or ce plan, manifeste dans la relation d'Asconius, (d'abord un témoin qui est un homme connu, C. Causinius Schola, puis la foule des habitants de Bovillæ, puis les Vestales, et, pour finir, des témoins pathétiques, la belle-mère et la femme de Clodius) ne résulte pas d'un arrangement voulu par le scholiaste, mais de l'ordre même de l'interrogatoire. Asconius suit donc les *Acta* au jour le jour, note d'abord l'incident qui exige le renvoi du débat au lendemain, les précautions prises et les résultats obtenus, puis revient à l'interrogatoire pour nommer les représentants de la défense et mentionner les dépositions les plus intéressantes. Mais ce plan suppose une lecture suivie d'un document étendu et implique une utilisation des *Acta* tout autre que dans la relation du *pro Scauro*, où le scholiaste s'est borné à les parcourir. L'utilisation étendue du procès-verbal apparaît aussi dans des informations chronologiques comme celles-ci : *ultimæ testimonium dixerunt...* ; *dimisso circa horam decimam iudicio...* ; *ipse (Pompeius) pro ærario, ut pridie, consedit sæptus delecta manu militum*, la présence du *præsidium* n'étant pas notée dans les *Acta* une fois pour toutes, mais régulièrement, à la date du 6, du 7 et du 8 avril. Enfin on observera que les *Acta* sont représentés dans l'*enarratio* par une information que le scholiaste a négligée dans l'*expositio causæ* et qui était certainement dans le procès-verbal, puisqu'elle est relative à une formalité de la procédure imposée par la loi (1).

(1) *St.*, p. 44/9 : *Idem T. Munatius Plancus, ut sæpe diximus,*

L'information d'Asconius est donc beaucoup plus étendue que sa *relation* et il est visible en même temps qu'elle est fondée sur un document tout autre que le prétendu *Journal de la Ville*, non pas sur un choix de nouvelles, mais sur un dossier complet où le scholiaste lui-même choisit. C'est ce qui explique l'assurance dont il fait preuve dans ce qu'il dit du fond de la cause : *compererant (judices), postquam vulneratus esset (Clodius), jussu Milonis occisum*, et le jugement qu'il porte sur la thèse de l'accusation : *itaque cum insidias Milonem Clodio fecisse posuissent accusatores : quia falsum id erat — nam forte illa rixa commissa fuerat — Cicero apprehendit*. De même il s'était prononcé sans hésiter sur un point qui avait donné lieu à une vive controverse (1) au cours de l'interrogatoire ; il s'agissait de savoir à quelle heure s'était produite la rencontre de Clodius et de Milon, et la question était d'autant plus importante que l'accusation comme la défense devaient soutenir la thèse de la préméditation ; Cicéron, se proposant d'établir que son client était tombé dans une embuscade, plaçait la rencontre des deux cortèges à la 11^e heure, c'est-à-dire à la chute du jour, à un moment où Clodius n'aurait pu avoir aucune bonne raison de s'attarder sur la route de Rome ; or Asconius écarte sans un mot la version cicéronienne. Manifestement il a utilisé le procès-verbal de l'interrogatoire en critique probe et impartial (2) et il est remarquable que, dans sa liste très brève des dépositions, il ait retenu celles

post audita et obsignata testium verba dimissosque interim judices vocata contione, cohortatus erat populum ut clusis tabernis postero die ad iudicium adesset nec pateretur elabi : Milonem. Cf. St., p. 36 /3 lex jubebat ut ... testes per triduum audirentur, dicta eorum judices consignarent.

(1) QUINTILIEN, VI, 3, 49.

(2) Il est évident que tout le récit de la scène du meurtre est fondé sur ce procès-verbal. Cf. *St.*, p. 31.

des gens de Bovillæ, les seuls des témoins qui n'aient pas été suspects à quelque titre et dont les dires établissaient précisément le grief qui entraîna la condamnation (1).

*
* *

*La Contio de T. Munatius et les mesures d'ordre du 8 avril
St., 36/26 à 36/32*

On ne peut douter que l'information relative à la *contio* du tribun T. Munatius ne dérive des *acta*, puisque le scholiaste se réfère à cette source et en cite des extraits pour d'autres *contiones*.

Le début de la relation du *summus iudicii dies* reproduit l'information pour laquelle, dans sa notice préliminaire, Asconius invoque trois sources : *quod iudicium cum ageretur, exercitum in foro et in omnibus templis quae circa forum sunt collocatum a Cn. Pompeio fuisse non tantum ex hac oratione et Annalibus, sed etiam ex libro apparet qui Ciceronis nomine inscribitur de optimo genere oratorum*.

La mention de ces trois sources exclut-elle les *Acta*, ainsi que l'a pensé Lichtenfeldt (2) ? Cet érudit estime que le scholiaste n'aurait pas renvoyé à ces sources si les *Acta* l'avaient renseigné, et il suppose que Pompée a pris la précaution d'interdire qu'il fût fait allusion dans les *Acta* à la présence des troupes sur le Forum, pour se couvrir devant l'histoire.

Mais d'abord, de ce fait que le scholiaste se réfère aux discours, aux *Annales*, c'est-à-dire à l'histoire, et à un traité oratoire bien connu dans les écoles, il ne s'ensuit pas que, sur ce point, Asconius n'ait rien trouvé dans les

(1) *St.*, p. 45/8.

(2) LICHTENFELDT, p. 63.

Acta. Il est clair que le témoignage de Cicéron dans le *De optimo genere oratorum* (1) n'ajoute rien à celui du même Cicéron dans la *Milonienne*, et la concordance du discours avec les *Annales* était une garantie suffisante ; de plus il ressort du contexte que le scholiaste considère cette particularité du procès de Milon comme un fait avéré. Ce n'est donc point à titre de preuve à l'appui qu'il mentionne ces sources et il entend seulement faire remarquer à ses jeunes lecteurs que le fait est attesté dans des ouvrages qui leur sont familiers.

Le calcul que Lichtenfeldt prête à Pompée est fondé sur cette idée fausse que les *Acta* sont un journal dont la rédaction est contrôlée par le pouvoir. Cependant il est vrai que la publication des documents dans les *Acta* est subordonnée à l'*utilitas* et à la *dignitas publica* ; mais assurément la loi avait fixé quels documents devaient y être régulièrement versés, en sorte que l'étrange précaution que Lichtenfeldt prête à Pompée n'eût point dupé les historiens. Il est d'ailleurs établi que les troupes parurent sur le Forum pour d'autres procès (2), et s'il est vrai que les mesures d'ordre furent cette fois d'une importance exceptionnelle, ce n'est pas, en tout cas, le silence des *Acta* qui eût pu servir Pompée, mais bien un arrangement des faits propre à justifier sa conduite. Or, si l'investissement du Forum, tel qu'il est présenté dans la *notice préliminaire*, de même que chez les historiens, c'est-à-dire sans explication, évoque l'idée d'une mesure arbitraire, il n'en est pas de même dans l'*argument*, où la mention en est précédée de cette remarque : *clausæ fuerunt tota urbe tabernæ*. On sait que la fermeture des boutiques est le prélude non équivoque de toutes les émeutes : Pompée, averti dès la veille par la *contio* qui l'a

(1) *De optimo genere oratorum*, 10.

(2) DION, XL, 55.

provoquée, prend ses mesures en conséquence. Ici donc, comme pour la première intervention de la force armée, au premier jour du procès, la source qu'a suivi le scholiaste justifiait les précautions exceptionnelles du consul, non point que les faits aient été interprétés dans un sens favorable, mais uniquement parce que cette source les rapportait de façon circonstanciée, en sorte que la mention des mesures prises était accompagnée naturellement d'un exposé des motifs. C'est précisément en cela que le texte de l'*argument* diffère et de la *notice préliminaire* et des informations dérivées des *Annales* qui nous sont parvenues : Dion, Plutarque, le scholiaste de Bobio, les seuls auteurs qui donnent quelques détails sur le procès, sont également muets sur la cause immédiate de l'occupation du Forum. Sans doute il n'est pas invraisemblable que les ouvrages d'histoire, auxquels Asconius renvoie dans sa notice préliminaire, aient mentionné cette cause, mais il reste que, n'étant pas signalée par les historiens, elle l'est par la source même que Lichtenfeldt veut écarter. D'autre part, il suffit de confronter le texte de la notice : *exercitum in foro et in omnibus templis quæ circa forum sunt collocatum a Cn. Pompeio fuisse* avec celui de l'*argument* : « Pompée disposa des piquets de soldats sur le Forum et au débouché de toutes les voies qui donnent accès au Forum », pour se rendre compte que, dans le premier, nous avons affaire à une relation historique, dans le second, au rapport d'un magistrat ; enfin la mention *ut pridie*, dans la phrase : *ipse (Pompeius) pro ærario, ut pridie, consedit sæptus delecta manu militum*, atteste que la source du scholiaste est celle qui l'a déjà renseigné sur l'interrogatoire des témoins.

* * *

*Le réquisitoire**St.*, 36 /33 à 37 /2

De même il suffit de rapprocher les informations sur le tirage au sort des juges et les réquisitoires du texte correspondant de la loi *Pompeia*, pour se rendre compte de leur origine. On observera que la mention de la durée des réquisitoires et la remarque que cette durée était fixée par la loi : *usi sunt ex lege horis duabus*, désignent un document de caractère administratif, et ne pouvaient être rapportées aux *Acta* de V. Le Clerc et de Hübner.

*La plaidoirie**St.*, 37 /2 à 37 /17

Il n'est pas douteux que les *Acta* n'aient donné sur la plaidoirie les mêmes renseignements que sur les réquisitoires, mais le scholiaste se borne à noter que Cicéron plaïda seul, et, sans doute par respect pour son auteur, ne dit pas combien de temps il garda la parole. Par contre, il ouvre une large parenthèse pour déterminer la valeur et l'opportunité de la thèse cicéronienne.

On sait que le cause de Milon devait avoir une singulière fortune littéraire. Sa nature même, qui prêtait à divers systèmes de défense, les circonstances extraordinaires dans lesquelles elle avait été débattue, la personnalité vigoureuse de l'accusé et de la victime, enfin la défaillance du plus illustre des avocats romains la mirent au premier rang des causes célèbres. En même temps que la fiction (1) s'en em-

(1) SÉNÈQUE, *Controversiae*, III, *præf.*, 15 ; QUINTILIEN, III, 6, 93 ; X, 1, 23 ; X, 5, 20 ; etc...

paraît presque immédiatement dans le plaidoyer d'exercice que composa Brutus, le rôle de l'avocat était défiguré par la polémique, et il est certain que l'échec de Cicéron est à l'origine de tous les bruits qui le représentent comme un orateur de cabinet, impropre à l'action et incapable d'affronter le grand jour du Forum. La double influence de la polémique et de la rhétorique, celle-ci exploitant celle-là, devait altérer de bonne heure la tradition historique. Déjà Cornelius Celsus croyait que le plaidoyer fictif de Brutus représentait une plaidoirie réelle (1), et la nouvelle de Velleius (2) qui prête à Caton, juge de Milon, le geste théâtral d'absoudre ostensiblement, dans Dion (3), la médiocre plaisanterie de Milon accusant réception de *la Milonienne* publiée, dans Plutarque (4) l'invitation que le même Milon adresse à son timide avocat de passer la nuit sur le Forum, afin de s'aguerrir, dérivent très vraisemblablement des officines des rhéteurs.

C'est sans aucun doute pour mettre en garde ses élèves contre des erreurs accréditées dans les écoles que le scholiaste s'arrête pour exposer les circonstances de la plaidoirie réelle, et c'est manifestement sur la foi des *Acta* qu'il rectifie les faits.

D'après lui, certaines personnes ayant exprimé l'avis qu'il convenait de défendre Milon, en disant que le meurtre de Clodius était un service rendu à l'état, Cicéron aurait écarté ce système « parce que », disait-il, « il n'était pas admissible qu'on pût mettre à mort sans jugement un citoyen, alors même que sa condamnation eût importé à la République » ; mais Asconius ne dit pas si l'orateur prépara une autre thèse et observe que celle qu'il soutint

(1) QUINTILIEN, X, 1, 23.

(2) VELLEIUS, II, 47.

(3) DION CASSIUS, XL, 54.

(4) PLUTARQUE, *Cicéron*, 35.

devant le tribunal lui fut suggérée par une faute de tactique des accusateurs.

Quel est, sur le désaccord de Cicéron et des *advocati* de Milon, la source du scholiaste ?

Quintilien observe (1) que Cicéron en plaidant, Brutus en composant un plaidoyer d'exercice, envisagèrent la cause différemment, et il caractérise de la même façon qu'Asconius les thèses opposées. Mais Quintilien ne s'appuie sans doute que sur les discours, et, s'il sait que le plaidoyer de Brutus est fictif, il faut remarquer qu'il doit au scholiaste, dont il cite les commentaires comme un ouvrage familier à ses lecteurs (2), une bonne part de son information sur l'histoire de Cicéron avocat. Par contre, je ne crois pas que le scholiaste de Bobio — contrairement à l'opinion généralement admise (3) — ait jamais utilisé ni directement ni

(1) *Institut Orat.*, III, 6, 93.

(2) *Ibid.*, V, 10, 9 : *et orationum Ciceronis velut thema (ipse) exponens Pedianus : Argumentum, inquit, tale est.*

(3) H. GAUMITZ, *Zu den Bobienser Cicerosscholien*, Progr., Dresden, 1884, avait conclu que le scholiaste de Bobio ne doit rien à Asconius. Depuis, B. SCHILLING *De scholiis Bobiensibus*, Progr., Dresden, 1892, a soutenu que le Bobio avait utilisé directement Asconius, tandis que P. HILDEBRANDT, *De scholiis Ciceronis Bobiensibus*, Dissert., Göttingen, 1894, croit à une utilisation indirecte. Mais les arguments que ces érudits invoquent ne prouvent rien : 1^o *Scholia Bobiensia*, St., p. 115 : *hunc vero (T. Munatium Plancum) ambustum tribunum pl. eapropter dicit (Cicero), quod aut videri hoc velit ipso instigante incensam curiam aut eundem ardentis curiæ incendio esse deterritum quominus diu contionaretur.* La seconde explication, la seule que donne Asconius (St., 37/26), reviendrait à cet auteur. Or elle est dans le texte même de Cicéron : *declarant hujus ambusti tribuni pl. intermortuæ conciones (pro Milone, 5, 12)*, et ce qui prouve bien que l'interprétation du Bobio est de son crû, c'est qu'il observe, au sujet de *intermortuæ conciones* : *quas suspicari possumus consternatas vicinitate flammarum.* 2^o Le scholiaste de Bobio sait que Fufius Calenus est le sénateur qui, en demandant la *division*, fit échouer la proposition de la majorité sénatoriale relative à la procédure de l'affaire Milon ;

indirectement les scholies d'Asconius. Or les concordances des deux commentateurs sur le point qui nous occupe sont manifestes :

« *sed enim cum ratio defensionis hujus ordinaretur, quonam modo et secundum quem potissimum statum agi pro Milone oporteret, M. Brutus existimavit κατὰ ἀντίστασιν pro eo esse dicendum, quæ a nobis nominatur qualitas compensativa. Hoc enimvero Ciceroni visum est parum salubre, nam maluit ἀντεγκλήματος specie, id est relat.... (1) ».*

La définition des systèmes de défense est, seulement transposée en style de rhétorique, celle que donne Asconius; d'autre part, Cicéron objecte à la thèse de Brutus le même défaut : elle est immorale.

Or il est établi que le scholiaste de Bobio doit beaucoup à Tite-Live, et sa relation du procès de Milon présente avec celle de Dion des concordances frappantes. Chez l'un comme chez l'autre, la crainte de Pompée prive l'avocat de ses moyens, et le désarroi de Cicéron, la façon dont il rédigea le plaidoyer qu'il n'avait pu prononcer sont mentionnés dans les mêmes termes (2).

D'autre part il ressort de l'étude de Lichtenfeldt — encore

mais nous avons montré plus haut qu'Asconius ne dit pas qu'il ait, dans le silence des auteurs, dû recourir aux *Acta* sur ce point. J'ajoute que je n'ai nulle part trouvé, dans les *Scholies de Bobio*, une information caractéristique des *Acta*, en sorte que, quelle qu'ait pu être l'habileté du scholiaste à dissimuler ses emprunts (Schilling, p. 10), il n'y a pas lieu d'admettre, avec Hildebrandt *op. l.*, p. 58), même une utilisation indirecte.

(1) *St.*, p. 112/14.

(2) *Scholia Bobiensia, St.*, p. 112/7 : *Sed quoniam et turbulenta res erat... et circumpositi judicio milites et non longe præsiciens consul ipse Pompeius obnixè studens in damnationem Milonis, perferri defensio ista non potuit : nam metu consternatus et ipse Tullius pedem rettulit. Et exstat alius præterea liber actorum pro Milone : in quo omnia interrupta et inpolita et rudia, plena denique maximi terroris agnoscas. Hanc orationem postea legitimo opere*

que cet érudit 'ait exagéré le rôle de Tite-Live dans l'argument de la *Milonienne* — qu'Asconius a certainement utilisé dans cet argument son historien favori. Etant donné que l'information du Bobio, sous la forme technique du rhéteur, est identique dans le fond à celle d'Asconius — celui-ci connaissant d'ailleurs le plaidoyer fictif de Brutus et le mentionnant incidemment — il est probable que les deux scholiastes dérivent directement de Tite-Live ; de plus, en ce qui concerne Asconius, cette circonstance que l'information dont il s'agit fait honneur au caractère de Cicéron désigne Tite-Live de préférence à Fenestella. Ce qui est possible, c'est qu'Asconius ait utilisé directement la source de Tite-Live, mais cette hypothèse est peu vraisemblable ; en effet il est visible qu'il ne mentionne la délibération des amis de Milon que de façon incidente, puisque, après la phrase *respondit his unus Cicero*, l'ordre du récit appelle l'exposé de la plaidoirie réelle ; par suite il est naturel d'admettre qu'il n'a pas fait sur ce point de recherches personnelles et doit ce qu'il sait à l'un des historiens qu'il consulte couramment ; d'autre part, étant donné la façon dont le rôle de Brutus est mis en relief, dans le texte du Bobio, il est très vraisemblable que l'anecdote en question dérive de sources relatives à l'histoire de Brutus.

Quelle que soit d'ailleurs la source qui a fourni au scholiaste cette information incidente, il est clair qu'il suit les *Acta* et les utilise pour préciser un certain nombre de points obscurs ou contestés.

et majore cura, utpote jam confirmato animo et in securitate, conscribit.

DION, XL, 54 : ὁ γὰρ ῥήτωρ ἐκεῖνος, τὸν τε Πομπήϊον καὶ τοὺς στρατιώτας ἐν τῇ δικαστηρίῳ παρὰ τὸ καθεστηκὸς ἰδὼν, ἐξεπλάγη καὶ κατέδειξεν· ὥστε τῶν μὲν παρεσκευασμένων μὴδὲν εἰπεῖν, βραχὺ δέ τι καὶ τεθνηκὸς χαλεπῶς φθεγξάμενος, ἀγαπητῶς μεταστῆναι. Τοῦτον γὰρ τὸν λόγον τὸν νῦν φερόμενον, ὡς καὶ ὑπὲρ τοῦ Μίλωνος τότε λεχθέντα, χρόνῳ ποθ' ὕστερον καὶ κατὰ σχολὴν ἀναθαρσῆσας ἔγραψε.

1^o Dans quelles conditions Cicéron avait-il été amené à soutenir la thèse de la *relatio criminis* ? Du texte du scholiaste de Bobio, il ressort que Cicéron aurait opté pour cette thèse avant le débat et par libre choix, et il semble bien que, d'une façon générale, on ait été mal renseigné sur l'argumentation des accusateurs, car Quintilien blâme le rhéteur Cestius d'avoir entrepris de réfuter la *première Milonienne*, alors qu'il ne pouvait connaître la thèse de l'accusation que par la défense même (1).

Nous avons vu plus haut que les dires des parties et de leurs représentants étaient certainement enregistrés au procès-verbal. Il n'est donc pas douteux que le scholiaste n'ait pu puiser aux *Acta* ce qu'il dit des thèses opposées et, s'il semble à première vue que son développement, très favorable à Cicéron, dérive d'une source cicéronienne, correspondance ou biographie, le texte n'autorise pas le moins du monde cette hypothèse.

On remarquera d'abord que le scholiaste donne, aussi bien pour l'accusation que pour la défense, les raisons tirées de l'état de la cause qui justifiaient le choix des deux thèses, d'autre part que son jugement sur la valeur de ces raisons comme sur le principe même des systèmes opposés est fondé sur le procès-verbal de l'interrogatoire : les débats établirent ce point qu'il n'y avait eu préméditation ni de Milon ni de Clodius. Quant à ce qu'il dit de la plaidoirie réelle : « elle tendit exclusivement à démontrer que Clodius avait été l'agresseur », il est clair que le scholiaste se prononce d'après la *première Milonienne* qu'il confronte avec la seconde. Enfin le rapprochement du *commentarius defensionis* et de la partie du procès-verbal relative aux réquisitoires lui fournissait l'information dont, au premier abord, seule une confiance de Cicéron paraît pouvoir rendre compte, que

(1) *Institut. Orat.*, X, 5, 20.

l'orateur, ayant remarqué un élément vicieux dans la thèse de l'accusation, arrêta au dernier moment son système de défense. On observera que l'hypothèse de sources comme *la biographie de Cicéron* par Tiron, les correspondances maintenant perdues de Cicéron qui, seules, avec le *commentarius*, peuvent rendre compte d'une information comme celle-ci, est tout à fait improbable, étant donné 1^o que ni Cicéron ni Tiron n'auraient songé à souligner le désaccord du discours écrit et du discours parlé ; 2^o que la confiance de Cicéron aurait été sans doute liée au récit du différend qui s'éleva entre lui et certains amis de l'accusé ; or Asconius, dont la relation est si complète, ne dit pas à cet endroit de son exposé quelle thèse Cicéron opposa à ces personnages. Par contre, il n'est pas douteux que le scholiaste n'ait consulté le *commentarius defensionis*, et la lecture du procès-verbal sur les dires des parties et de leurs représentants lui suggérerait naturellement la remarque que Cicéron avait opté pour la thèse de la *relatio criminis* en pleine audience.

2^o Bien que la défaillance de Cicéron soit mentionnée fréquemment dans la littérature, qui d'ailleurs n'a retenu du débat que cet épisode, il est remarquable que partout elle soit rapportée à des causes générales et qui ne sauraient en rendre compte : la crainte de Pompée, de la multitude, la présence des troupes sur le Forum. Seuls Asconius et Quintilien (1) — lequel est renseigné vraisemblablement par Asconius — mentionnent la cause immédiate du trouble qui priva l'orateur de ses moyens, à savoir une manifestation violente des gens de Clodius, au moment même où il prenait la parole. Etant donné que cette explication ne se retrouve pas chez les écrivains favorables à Cicéron, il est hors de doute qu'elle ne figurait pas dans les ouvrages

(1) *Insitut. Orat.*, IV, 3, 17.

d'histoire générale. D'autre part il est peu vraisemblable qu'Asconius l'ait demandée à la *première Milonienne*, car, si l'on pouvait y lire l'angoisse de l'avocat (1), le discours n'en indiquait pas les causes. Par contre, il n'est pas douteux que le magistrat ait été tenu de signaler les incidents survenus en cours d'audience, et, dans le cas particulier, la loi qui donnait trois heures à la défense, prescrivant en même temps que le procès devait être achevé le jour même, lui faisait une obligation de rendre compte de toute cause susceptible de provoquer un ajournement du débat.

3^o Caton avait-il voté l'acquittement ? Asconius observe que certains l'ont pensé et donne les raisons qu'on peut alléguer pour et contre, puis il ajoute : « ce qu'il y a de sûr, c'est que jamais personne n'a pu établir quel fut son vote ». Il est difficile de ne pas voir dans cette phrase une allusion à la tradition, que représente Velleius (2), d'après laquelle Caton aurait acquitté ostensiblement. Cette nouvelle, étant donné que la loi *Aurelia* avait interdit le vote public (3), autorisé auparavant, ne peut être attribuée qu'à l'ignorance d'un historien ou à la fantaisie d'un rhéteur, et il est clair qu'Asconius la récuse sur la foi des *Acta*. En effet, elle est fondée sur une erreur que les *Acta* permettaient de relever, à savoir que le vote aurait été public, et nulle autre source ne pouvait donner au scholiaste l'assurance dont il fait preuve sur ce point.

* * *

Le long développement consacré à la sentence et à la

(1) *Scholia Bobiensia, St.*, p. 112/10 ; et *exstat alius praeterea liber actorum pro Milone : in quo omnia interrupta et inpolita et rudia, plena denique maximi terroris agnoscas*.

(2) VELLEIUS, II, 47.

(3) *Pro Cluentio*, 20, 55 ; 27, 75.

série des procès qui achevèrent la répression des troubles provoqués par le meurtre de Clodius dérive manifestement des *Acta*. Il suffira d'observer que, si l'on excepte les réflexions personnelles du scholiaste sur les raisons qui avaient pu induire Caton à condamner ou à absoudre, l'exposé d'Asconius est tissu d'informations qui devaient nécessairement être consignées dans les procès-verbaux judiciaires : sentences, listes d'accusateurs et de défenseurs (la mention de certains personnages obscurs étant accompagnée du nom du père ne peut dériver que d'un document administratif), récompenses ou félicitations prévues par la loi accordées aux accusateurs : *damnatum autem opera maxime Appi Claudii pronuntiatum est ; cum ei præmium lege daretur, negavit se eo uti ; cui (P. Fulvio Nerato) e lege præmium datum est* ; vente des biens de Milon, etc... Quant aux remarques du scholiaste : *manifestum odium Clodii saluti Scauræ fuit... ; Sex. autem Clodius... magno consensu damnatus est*, etc... elles sont évidemment fondées sur les votes qu'il rapporte.

Ainsi la relation d'Asconius est une analyse méthodique des *Acta* et il est très vraisemblable que le scholiaste n'a pas consulté d'autre source, les rares informations empruntées à la littérature, délibération des amis de Milon, raisons qui ont pu déterminer le vote de Caton, faisant partie de son acquis général. Par contre la littérature intervient indirectement, et, si l'on peut dire, de façon négative, dans la *relation*, en ce sens qu'elle a incité le scholiaste à chercher dans les *Acta* la réfutation d'erreurs accréditées ; et c'est sans aucun doute parce que la tradition historique était encombrée de légendes, aussi bien qu'en raison de l'intérêt qui s'attachait à une cause célèbre, qu'Asconius a utilisé ici les *Acta* d'une façon tout autre que dans son argument du *pro Scauro*.

CONCLUSIONS

Bien que cette étude n'épuise pas les trois *relations judiciaires*, elle ne laisse aucun doute ni sur la méthode d'Asconius ni sur l'origine de toutes les informations qui intéressent la *forma judiciorum*.

Il est évident que le scholiaste trouvait dans la littérature des sources plus commodes que celles qu'il a suivies et, si l'on peut dire, des relations toute faites. Mais les erreurs qu'il relève chez un historien pour lequel son estime n'est d'ailleurs pas douteuse, comme Fenestella, la confrontation de ses récits avec les éléments d'information qui dérivent de Tite-Live, éléments où abondent les erreurs matérielles (noms des consulaires témoins au procès de Cornélius, dans Valère-Maxime), les interprétations tendancieuses (d'après Valère-Maxime, l'acquittement de Cornélius, celui de Scaurus sont scandaleux), les traditions non contrôlées (Velleius et le vote de Caton juge de Milon, etc., etc), justifient assez sa défiance. Si l'on excepte les éléments du *pro Scauro* que nous avons cru pouvoir, avec la plus grande vraisemblance, reconnaître à Asinius Pollion, on peut dire que le rôle des historiens est nul dans les relations judiciaires. Il est remarquable en particulier que, dans la relation du *pro Cornelio*, où, en l'absence de sa source principale, les *Acta*, il était naturel qu'il s'adressât aux biographes de Cicéron, il ait négligé le témoignage de Cornélius Nepos ; nul doute que cette omission ne soit volontaire,

le scholiaste n'ayant aucune confiance dans un auteur qui s'était trompé de quatre années sur la date du *pro Sex. Roscio Amerino*.

Parmi les sources d'un écrivain qui a utilisé les *Acta*, archives publiques, et les *commentarii defensionum*, issus des archives de Cicéron, il est surprenant au premier abord que nous ne puissions identifier la correspondance. Mais nous ne saurions rien conclure de cette observation, relativement à la documentation du scholiaste. On sait que l'année 52 avant J.-Ch. n'est pour ainsi dire pas représentée dans notre collection ; d'autre part il est nombre de causes cicéroniennes, l'affaire Caelius par exemple, dont il n'est pas question une seule fois dans des lettres immédiatement contemporaines. Reste qu'Asconius n'a pas utilisé les lettres où Cicéron fait allusion à l'affaire Scaurus ; mais il est clair qu'il faut en chercher la raison ailleurs que dans une négligence du scholiaste, soit que les *Lettres à Atticus* n'aient pas été publiées encore en totalité ou en partie, soit qu'Asconius n'ait pas cru devoir retenir les détails, d'ailleurs accessoires, dont il est question dans ces lettres, en ce qui concerne l'affaire Scaurus.

On a vu avec quelle probité et quelle méthode le scholiaste a utilisé une source aussi exigeante que les *Acta*. Dans la relation de l'affaire Scaurus, il n'a pas exploité cette source de façon aussi complète que dans celle de l'affaire Milon ; il ne semble pas en particulier avoir pris la peine de consulter le procès-verbal de l'interrogatoire des témoins, sans doute parce que la cause était moins célèbre, en même temps que beaucoup plus étendue ; mais, ici comme là, il n'est aucune information relative aux circonstances matérielles du débat qui ne soit revendiquée par les *Acta* et les *commentarii*. Le petit nombre de nouvelles qui échappent à ces sources sont empruntées à un contemporain du procès, à un historien qui, l'année même

où fut plaidée l'affaire Scaurus, avait eu Scaurus pour adversaire au procès de C. Caton. Il est d'ailleurs remarquable que le scholiaste n'a point assumé la responsabilité de ses informations sur la culpabilité de Scaurus — ainsi qu'il l'avait fait pour Milon, parce qu'il avait étudié à fond le dossier de l'affaire — et sur l'attitude de Pompée envers l'accusé : il les donne comme opinions de contemporains.

En ce qui concerne l'objet propre de nos recherches, l'origine des nouvelles relatives à la *forma judiciorum* dans les causes cicéroniennes, nous croyons avoir établi que ces nouvelles dérivent entièrement des *Acta* et des *commentari* pour les *pro Milone* et *pro Scauro*, des discours pour et contre Cornélius pour le *pro Cornelio*. Nous sommes donc à même de conclure : tandis que la *relation* du procès de Cornélius est intéressante seulement en ce qu'elle nous a conservé des éléments d'information empruntés à des discours maintenant perdus, les *relations* des procès de Scaurus et de Milon ont une valeur exceptionnelle ; fondées sur un document officiel tel que les *Acta*, elles doivent, en cas de conflit, être préférées aux témoignages de Cicéron même.

Vu, le 16 décembre 1924
Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris
F. BRUNOT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris
P. APPEL.

BIBLIOGRAPHIE

Les références au texte des scholiastes de Cicéron renvoient à l'édition *Th. Stangl : Ciceronis orationum scholiastæ, volumen II, Vindobonæ-Lipsiæ, MCMXII* ; l'abréviation *St.*, p. 21/12, par ex., renvoie à la page et à la ligne.

Nous donnons seulement la liste des travaux modernes que nous avons cités :

- R.G. BECK. — *Quaestionum in Ciceronis pro C. Cornelio orationes capita quattuor.*, Diss., Leipzig, 1877.
- G. BOISSIER. — *Tacite*, Paris, 1903.
- C.G. BRUNS. — *Fontes juris romani antiqui, Friburgi in Brisgavia*, 1887.
- J. H. A. ESCHER : *De testium ratione quæ Romæ Ciceronis ætate obtinuit*, Diss., Turici, 1842.
- H. GAUMITZ. — *De M. Aemilii Scauri causa repetundarum et de Ciceronis pro Scauro oratione*, Leipziger Studien, 2, 1879, p. 251 sq.
- H. GAUMITZ. — *Zu den Bobienser Cicerosscholien*, Progr., Dresden, 1884.
- A. GUDEMAN. — *P. Cornelii Taciti Dialogus de Oratoribus, mit Prolegomena...*, 2^e édit., Leipzig, Berlin, 1914.
- P. HILDEBRANDT. — *De scholiis Ciceronis Bobiensibus*, Dissert., Göttingen, 1894.
- O. HIRSCHFELD. — *Die römische Staatszeitung und die Acclamationem im Senat* (Sitzungsberichte der Berl. Akademie der Wissenschaften, 1905.)
- E. HÜBNER. — *De senatus populique romani actis*, (Fleckheisen Jahrbücher, Supplém. 3, 1859.)
- P. KOETSCHAU. — *De Ciceronis oratione in toga candida habita*, Leipzig, 1880.
- J. V. LE CLERC. — *Des journaux chez les Romains...* Paris, 1838.
- Ch. LÉCRIVAIN. — *Etudes sur l'histoire Auguste*, Paris, 1904.
- C. LICHTENFELDT. — *De Q. Asconii Pediani fontibus ac fide*, Dissert., Breslau, 1888.

- N. MADVIG. — *De Q. Asconii Pediani et aliorum interpretum in Ciceronis orationes commentariis disputatio critica*, Hauniae, 1828.
- Th. MOMMSEN. — *Röm. Strafrecht*, Leipzig, 1899. *Röm. Staatsrecht*, Leipzig, 1888.
- H. PETER. — *Die Geschichtliche Litteratur über die römische Kaiserzeit bis Theodosius und ihre Quellen*, Leipzig, 1897.
- J. POIRET. — *Essai sur l'éloquence judiciaire à Rome pendant la République*, thèse, Paris, 1886.
- J. W. A. RENSSSEN. — *Disputatio de diurnis aliisque Romanorum actis*, Groningen, 1857.
- A. SCHMIDT. — *Das Staatszeitungswesen der Römer*, dans les *Abhandlungen zur alten Geschichte von Adolf Schmidt*, Leipzig, 1888.
- B. SCHILLING. — *De scholiis Bobiensibus*, Progr., Dresden, 1892.
- U. WILCKEN. — Ὑπομνηματισμοί, *Philologus*, n° 53, 1894.
- A. W. ZUMPT. — *Der Criminalprozess der Röm. Republik*, Leipzig, 1871.
-

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS, p. 1.

PREMIÈRE PARTIE

Les Acta diurna, les commentarii defensionum

CHAPITRE PREMIER. — *Les Acta Diurna*, p. 9.

1^o LES ACTA-CORRESPONDANCES : les textes relatifs aux acta-correspondances, p. 10 ; le *commentarius rerum urbanarum* de Caelius, p. 15 ; rapports des *Acta-correspondances* et des *Acta* institués par César, p. 20.

2^o LES ACTA-ARCHIVES. — La création des *Acta Diurna*, p. 25 ; le rôle des *Acta Diurna*, p. 33 ; le contenu des *Acta Diurna*, p. 35.

CONCLUSIONS. — Les *Acta Diurna* sont des archives publiques, p. 54 ; le contenu des procès-verbaux judiciaires versés aux *Acta*, p. 56.

CHAPITRE II. — *Les Commentarii defensionum*, p. 63.

Les *commentarii defensionum* de Cicéron, p. 63 ; les *libri Actorum* de Mucianus et les *commentarii* oratoires de Pompée, de Crassus, etc., etc., p. 67.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — *La relation du procès de Cornelius*, p. 71.

Les sources possibles, p. 71 ; texte du scholiaste, p. 74 ; le contenu et la place dans le débat des deux *Cornéliennes*, p. 75 ; l'information d'Asconius sur le plan du débat est fondée sur l'erreur du scholiaste relativement à la place dans le débat et à l'origine même de la *seconde Cornélienne*, p. 88.

CHAPITRE II. — *La relation du procès de Scaurus*, p. 93.

Texte du scholiaste, p. 93 ; le rôle des *Acta*, p. 96 ; la liste des avocats de Scaurus et la place de la plaidoirie cicéronienne, p. 101 ; le rôle des *commentarii defensionum*, p. 110.

CHAPITRE III. — *La relation du procès de Milon*, p. 113.

Texte du scholiaste, p. 115 ; l'interrogatoire des témoins, p. 119 ; la *contio* de T. Munatius et les mesures d'ordre du 8 avril, p. 123 ; le réquisitoire, p. 126 ; la plaidoirie, p. 126 ; la sentence, etc., p. 133.

CONCLUSIONS, p. 135.

BIBLIOGRAPHIE, p. 139.

Imp. des Presses Universitaires de France, 49, Bd St-Michel, Paris (5^e).
